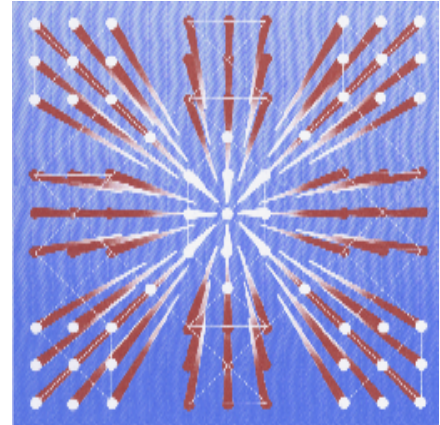




No 88-204-XIF au catalogue

Activités scientifiques fédérales 2001-2002e



Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Section des enquêtes des sciences et de l'innovation, Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone: (613) 951-6347).

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements	1 800 263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1 800 363-7629
Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 700-1033
Télécopieur pour le programme des bibliothèques de dépôt	1 800 889-9734
Renseignements par courriel	infostats@statcan.ca
Site Web	www.statcan.ca

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit n° 88-204-XIF au catalogue est publié (annuellement) sous forme électronique dans le site Internet de Statistique Canada et est offert au prix de 35 \$ CA. Les utilisateurs peuvent obtenir des exemplaires à : www.statcan.ca, sous la rubrique Produits et services.

Ce produit est aussi disponible en version imprimée par l'entremise du service d'Impression sur demande, au prix de 57 \$ CA. Les frais de livraison supplémentaires suivants s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada :

Exemplaire

États-Unis 6 \$ CA

Autres pays 10 \$ CA

Les prix ne comprennent pas les taxes de ventes.

La version imprimée peut être commandée par :

- Téléphone (Canada et États-Unis) **1 800 267-6677**
- Télécopieur (Canada et États-Unis) **1 877 287-4369**
- Courriel **order@statcan.ca**
- Poste Statistique Canada
Division de la diffusion
Gestion de la circulation
120, avenue Parkdale
Ottawa, (Ontario) K1A 0T6

- En personne au bureau de Statistique Canada le plus près de votre localité.

Lorsque vous signalez un changement d'adresse, veuillez nous fournir l'ancienne et la nouvelle adresse.

Normes de service au public

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois et dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec le centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près de chez vous.



Statistique Canada
Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique

Activités scientifiques fédérales

2001-2002e

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2002

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Avril 2002

N° 88-204-XIF au catalogue

Périodicité : annuelle

ISSN 1703-1915

Ottawa

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- .. nombres indisponibles.
- ... n'ayant pas lieu de figurer.
- néant ou zéro.
- nombres infimes.
- e nombres estimés.
- p nombres provisoires.
- r nombres rectifiés.
- x confidentiel en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique relatives au secret.

Nota

En raison de l'arrondissement des données, les totaux ne correspondent pas toujours à l'addition de leurs composants.

Avant-propos

Le gouvernement fédéral est un acteur principal en science et technologie par son investissement, près de 7 milliards de dollars chaque année. Ce document contient des renseignements sur les dépenses et ressources humaines des ministères et organismes fédéraux au titre des sciences et de la technologie (S-T). Il présente des chiffres globaux et sert d'outil de référence pour les gestionnaires de programmes, les fonctionnaires, les médias et le grand public. Le gouvernement fédéral est l'un des principaux bailleurs de fonds et exécutants de S-T au Canada et ce document présente la répartition de ces ressources pour les dix dernières années.

Les statistiques résumant les dépenses récentes, actuelles et prévues pour les activités dans le domaine des sciences naturelles et sociales proviennent de l'enquête sur les activités S-T des ministères et organismes fédéraux. Les données sont compatibles avec les dépenses des ministères et organismes publiées dans le "Budget principal des dépenses, 2001-2002" mais ne tiennent pas compte des modifications aux plans de dépenses pour 2001-2002 qui peuvent découler des budgets de dépenses supplémentaires ou d'autres décisions ministérielles de planification.

Plus de 65 ministères et organismes de l'administration fédérale se livrent à des activités de S-T ou disposent de crédits budgétaires pour les financer. Les coûts ne faisant pas partie du budget des programmes scientifiques (coûts indirects comme les services fournis gratuitement par les ministères ou la portion des frais d'administration attribuable aux activités scientifiques) sont inclus dans les totaux des ministères. Toutefois, ces coûts ne sont pas compris dans les répartitions provinciales ni dans les dépenses selon le domaine des classifications socio-économiques.

Selon la convention internationale, les sciences et la technologie sont classées en deux domaines : sciences naturelles et génie (SNG) et sciences sociales et humaines (SSH). Chacun de ces deux domaines est subdivisé en activités : recherche et développement (R-D) et activités scientifiques connexes (ASC). L'administration fédérale peut choisir de se livrer à des activités de S-T dans ses propres laboratoires (dépenses intra-muros) ou de payer un organisme extérieur (dépenses extra-muros). Les données contenues dans ce document portent sur les activités de S-T financées par l'administration fédérale au titre de la R-D et des ASC. On peut aussi y distinguer les différents organismes d'exécution : activités intra-muros effectuées par l'État ou extra-muros par les entreprises commerciales (industrie), les universités, les administrations provinciales et municipales, les organismes privés sans but lucratif et d'autres organismes d'exécution canadiens et étrangers. On trouvera une définition de ces termes dans la section des notes techniques. Les sociétés de la Couronne, comme Pétro-Canada, qui ont une fonction industrielle, ne sont pas incluses. Elles sont considérées comme des entreprises commerciales et leurs dépenses agrégées figurent dans la publication de Statistique Canada intitulée **Recherche et développement industriels** (n^o 88-202-XIB au catalogue).

On a consacré beaucoup d'efforts pour assurer la continuité et la compatibilité des séries statistiques, afin de permettre l'étude et l'analyse des répercussions des activités scientifiques. Nous remercions sincèrement les ministères et organismes de l'effort déployé pour fournir des renseignements exacts et complets. Pour plus de détails, le lecteur peut communiquer avec la Section des enquêtes des sciences et de l'innovation, Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique, 7-O Immeuble R.H. Coats, Parc Tunney, Ottawa, Ontario, K1A 0T6. (613) 951-6347, Télécopieur: (613) 951-9920. Internet: bert.plaus@statcan.ca. Site Web: <http://www.statcan.ca>.

La présente publication a été rédigée par **Lloyd Lizotte**, Gestionnaire sujet-matière, sous la direction de **Bert Plaus**, Chef, Section des enquêtes des sciences et de l'innovation, Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique.

Table des matières

	Page
Faits saillants	11
1. Aperçu des dépenses	13
2. Personnel fédéral	40
3. Dépenses et personnel des ministères ou organismes affectés aux sciences et à la technologie	51
4. Dépenses extra-muros	71
5. Activités scientifiques de l'administration fédérale selon la province ou le territoire	82
6. Dépenses en S-T selon les objectifs socio-économiques	97
Abréviations	110
Notes techniques et définitions	112
Publications	118
Liste des tableaux	
1.1 Budget fédéral des dépenses principales et dépenses fédérales au titre de la R-D et S-T en dollars courants et en dollars constants de 1997, 1992 à 2001 ^e	16
1.2 Dépenses intérieures brutes au titre de la R-D (DIRD) selon le secteur d'exécution et le secteur de financement, 2000 ^p	16
1.3 Pourcentage de la DIRD exécutée par le secteur de l'État dans certains pays de l'OCDE	19
1.4 Pourcentage de la DIRD financée par le secteur de l'État dans certains pays de l'OCDE	19
1.5 Dépenses fédérales scientifiques selon l'activité et selon les principaux ministères ou organismes en dollars constants de 1997, 1992-1993 à 2001-2002 ^e	21
1.6 Dépenses fédérales au titre de la S-T en dollars courants et en dollars constants de 1997 selon le secteur d'exécution, 1992-1993 à 2001-2002 ^e	22
1.7 Dépenses fédérales au titre de la R-D en dollars courants et en dollars constants de 1997 selon le secteur d'exécution, 1992-1993 à 2001-2002 ^e	23
1.8 Dépenses fédérales au titre des ASC en dollars courants et en dollars constants de 1997 selon le secteur d'exécution, 1992-1993 à 2001-2002 ^e	24
1.9 Dépenses fédérales en S-T, selon les principaux ministères ou organismes et la source de financement, 2001-2002 ^e	26
1.10 Dépenses fédérales en S-T, selon les principaux ministères ou organismes, 1992-1993 à 2001-2002 ^e	27
1.11 Dépenses fédérales en R-D, selon les principaux ministères ou organismes, 1992-1993 à 2001-2002 ^e	28
1.12 Dépenses fédérales en S-T, selon le ministère ou l'organisme et le secteur d'exécution, 2001-2002 ^e	29
1.13 Dépenses fédérales, selon l'activité, 1992-1993 à 2001-2002 ^e	30
1.14 Dépenses fédérales, selon le type de science et l'exécutant, 1992-1993 à 2001-2002 ^e	31
1.15 Dépenses fédérales en R-D, selon le domaine scientifique et l'exécutant, 1992-1993 à 2001-2002 ^e	32
1.16 Dépenses fédérales en ASC, selon le domaine scientifique et l'exécutant, 1992-1993 à 2001-2002 ^e	33
1.17 Dépenses fédérales, selon l'activité et l'exécutant, 1999-2000	34

Table des matières – suite
Liste des tableaux – suite

Page

1.18	Dépenses fédérales, selon l'activité et l'exécutant, 2000-2001 ^p	35
1.19	Dépenses fédérales, selon l'activité et l'exécutant, 2001-2002 ^e	36
1.20	Dépenses fédérales en S-T, des ministères ou organismes, 1992-1993 à 2001-2002 ^e	37
1.21	Dépenses intra-muros fédérales en R-D, selon le ministère ou l'organisme, 1992-1993 à 2001-2002 ^e	38
2.1	Personnel total de R-D du secteur de l'État (ÉPT) dans certains pays de l'OCDE	40
2.2	Personnel fédéral affecté aux activités de S-T, 1992-1993 à 2001-2002 ^e	43
2.3	Personnel fédéral affecté aux activités de S-T, selon les principaux ministères ou organismes, 1992-1993 à 2001-2002 ^e	44
2.4	Personnel fédéral affecté aux activités de R-D, selon les principaux ministères ou organismes, 1992-1993 à 2001-2002 ^e	45
2.5	Personnel fédéral affecté aux activités en S-T, selon la catégorie et l'activité, 1992-1993 à 2001-2002 ^e	46
2.6	Personnel fédéral affecté aux activités de S-T, selon la catégorie et les principaux ministères ou organismes, 2001-2002 ^e	47
2.7	Personnel fédéral affecté aux activités de S-T en sciences naturelles et génie, selon la catégorie et l'activité, 1992-1993 à 2001-2002 ^e	48
2.8	Personnel fédéral affecté aux activités de S-T en sciences sociales et humaines, selon la catégorie et l'activité, 1992-1993 à 2001-2002 ^e	49
3.1	Pourcentage des dépenses fédérales au titre de la S-T et R-D au budget fédéral des dépenses principales selon les principaux ministères, 2001-2002 ^e	52
3.2	Agriculture et agro-alimentaire Canada : Ressources en S-T, selon l'activité et l'exécutant, 1992-1993 à 2001-2002 ^e	53
3.3	Énergie atomique du Canada : Ressources en S-T, selon l'activité et l'exécutant, 1992-1993 à 2001-2002 ^e	54
3.4	Fondation canadienne pour l'innovation : Ressources en S-T, selon l'activité et l'exécutant, 1997-1998 à 2001-2002 ^e	55
3.5	Agence canadienne de développement international : Ressources en S-T, selon l'activité et l'exécutant, 1992-1993 à 2001-2002 ^e	56
3.6	Agence spatiale canadienne : Ressources en S-T, selon l'activité et l'exécutant, 1992-1993 à 2001-2002 ^e	57
3.7	Ministère de l'Environnement : Ressources en S-T, selon l'activité et l'exécutant, 1992-1993 à 2001-2002 ^e	58
3.8	Ministère des Pêches et Océan : Ressources en S-T, selon l'activité et l'exécutant, 1992-1993 à 2001-2002 ^e	59
3.9	Affaires extérieures/Affaires étrangères et commerce international : Ressources en S-T, selon l'activité et l'exécutant, 1992-1993 à 2001-2002 ^e	60
3.10	Santé Canada : Ressources en S-T, selon l'activité et l'exécutant, 1992-1993 à 2001-2002	61
3.11	Développement des ressources humaines : Ressources en S-T, selon l'activité et l'exécutant, 1993-1994 à 2001-2002 ^e	62

Table des matières – suite
Liste des tableaux – suite

Page

3.12	Industrie Canada : Ressources en S-T, selon l'activité et l'exécutant, 1992-1993 à 2001-2002 ^e	63
3.13	Centre de recherches pour le développement international: Ressources en S-T, selon l'activité et l'exécutant, 1992-1993 à 2001-2002 ^e	64
3.14	Ministère de la Défense nationale : Ressources en S-T, selon l'activité et l'exécutant, 1992-1993 à 2001-2002 ^e	65
3.15	Conseil national de recherches du Canada : Ressources en S-T, selon l'activité et l'exécutant, 1992-1993 à 2001-2002 ^e	66
3.16	Ressources naturelles Canada : Ressources en S-T, selon l'activité et l'exécutant, 1992-1993 à 2001-2002 ^e	67
3.17	Statistique Canada : Ressources en S-T, selon l'activité et l'exécutant, 1992-1993 à 2001-2002 ^e	68
3.18	Conseils de recherche universitaires : Ressources en S-T, 1992-1993 à 2001-2002 ^e	69
4.1	Dépenses extra-muros fédérales en S-T, selon le type de paiement et le secteur d'exécution, 2001-2002 ^e	73
4.2	Dépenses extra-muros fédérales en S-T, selon le secteur d'exécution, 1992-1993 à 2001-2002 ^e	74
4.3	Dépenses extra-muros fédérales en R-D, selon le secteur d'exécution, 1992-1993 à 2001-2002 ^e	75
4.4	Dépenses extra-muros fédérales en S-T, selon le ministère ou l'organisme et le secteur d'exécution, 2001-2002 ^e	76
4.5	Dépenses extra-muros fédérales en R-D, selon le ministère ou l'organisme et le secteur d'exécution, 2001-2002 ^e	77
4.6	Dépenses fédérales en S-T, dans le secteur des entreprises commerciales, selon le type de paiement et le ministère ou l'organisme, 1992-1993 à 2001-2002 ^e	78
4.7	Dépenses fédérales en S-T, dans le secteur de l'enseignement supérieur, selon le type de paiement et le ministère ou l'organisme, 1992-1993 à 2001-2002 ^e	79
4.8	Dépenses fédérales en S-T, engagées dans le secteur des institutions à but non lucratif, selon le ministère ou l'organisme de financement, 1992-1993 à 2001-2002 ^e	80
4.9	Dépenses fédérales en S-T, dans le secteur étranger, selon le ministère ou l'organisme, 1992-1993 à 2001-2002 ^e	80
5.1	Dépenses fédérales au titre des sciences et de la technologie, selon la province ou le territoire, 1990-1991 à 1999-2000 ^e	83
5.2	Dépenses fédérales au titre des sciences et de la technologie, selon le type de science, la province ou le territoire et le secteur d'exécution, 1999-2000 ^e	84
5.3	Dépenses intra-muros des établissements scientifiques fédéraux, selon le ministère ou l'organisme, l'activité, la province ou les territoires, 1999-2000 ^e	85
5.4	Dépenses intra-muros des établissements scientifiques fédéraux, selon l'activité, la province ou les territoires, 1990-1991 à 1999-2000 ^e	86
5.5	Subventions versées et contrats accordés au titre de la R-D en sciences naturelles, à l'industrie canadienne, par l'administration fédérale, selon la province ou les territoires, 1990-1991 à 1999-2000 ^e	87
5.6	Subventions versées et contrats accordés au titre de la R-D en sciences naturelles, à l'industrie canadienne, par l'administration fédérale, selon la province ou les territoires, 1999-2000 ^e	88
5.7	Subventions versées et contrats accordés aux universités au titre de la R-D par l'administration fédérale, selon la province ou les territoires, 1990-1991 à 1999-2000 ^e	89
5.8	Dépenses intra-muros fédérales au titre des sciences et de la technologie pour la Région de la Capitale nationale, 1990-1991 à 1999-2000 ^e	90

Table des matières – suite

	Page
Liste des tableaux – suite	
5.9 Dépenses fédérales au titre des sciences et de la technologie pour la Région de la Capitale nationale, 1999-2000	91
5.10 Personnel des établissements fédéraux exécutant des activités en S-T, selon le ministère ou l'organisme, la province ou les territoires, 1999-2000	92
5.11 Personnel scientifique et professionnel des établissements fédéraux exécutant des activités en S-T, selon le ministère ou l'organisme, la province ou les territoires, 1999-2000	93
5.12 Personnel des établissements fédéraux exécutant des activités de la R-D, selon le ministère ou l'organisme, la province ou les territoires, 1999-2000	94
5.13 Personnel des établissements fédéraux exécutant des activités de S-T, selon le ministère ou l'organisme dans la Région de la Capitale nationale, 1999-2000	94
5.14 Personnel scientifique et professionnel des établissements fédéraux exécutant des activités de la R-D, selon le ministère ou l'organisme, la province ou les territoires, 1999-2000	95
6.1 Dépenses en S-T selon le domaine des classifications socio-économiques 1997-1998, 1998-1999 et 1999-2000 ^f	99
6.2 Dépenses en R-D selon le domaine des classifications socio-économiques, 1997-1998, 1998-1999 et 1999-2000 ^f	100
6.3 Dépenses en S-T selon le domaine des classifications socio-économiques et activité, 1999-2000 ^f	101
6.4 Dépenses en pourcentage de S-T selon le domaine des classifications socio-économiques et activité, 1999-2000 ^f	103
6.5 Dépenses en S-T selon le domaine des classifications socio-économiques et principaux ministères et organismes, 1999-2000 ^f	104
6.6 Dépenses intra-muros en S-T selon le domaine des classifications socio-économiques et principaux ministères et organismes, 1999-2000 ^f	105
6.7 Dépenses extra-muros en S-T selon le domaine des classifications socio-économiques et principaux ministères et organismes, 1999-2000 ^f	106
6.8 Dépenses en R-D selon le domaine des classifications socio-économiques et principaux ministères et organismes, 1999-2000 ^f	107
6.9 Dépenses intra-muros en R-D selon le domaine des classifications socio-économiques et principaux ministères et organismes, 1999-2000 ^f	108
6.10 Dépenses extra-muros en R-D selon le domaine des classifications socio-économiques et principaux ministères et organismes, 1999-2000 ^f	109
Liste des graphiques	
1.1 Dépenses fédérales en sciences et technologie, selon les principaux ministères ou organismes, 2001-2002 ^e	14
1.2 Répartition des dépenses fédérales au titre des sciences et de la technologie, selon le secteur, 2001-2002 ^e	14
1.3 Dépenses fédérales en sciences et en technologie, 1992 à 2001 ^e	15
1.4 Dépenses fédérales au titre de la recherche et du développement, 1991 à 2000 ^e	15
1.5 Dépenses au titre des sciences et de la technologie, par domaine scientifique 1992 à 2001 ^e - Sciences naturelles et génie	15
1.6 Dépenses au titre des sciences et de la technologie, par domaine scientifique 1992 à 2001 ^e - Sciences sociales et humaines	15

Table des matières – suite

	Page
Liste des graphiques –suite	
1.7 Dépenses fédérales au titre de la R-D et S-T en pourcentage du Budget fédéral des dépenses principales, 1992 à 2001 ^e	17
1.8 Dépenses fédérales en sciences et technologie, selon les principaux ministères ou organismes, 1999-2000, 2000-2001 ^P et 2001-2002 ^e	17
1.9 Les tendances de la DIRD selon le secteur d'exécution, en dollars courants, (1992 et 2000 ^P)	18
1.10 Les tendances de la DIRD selon le secteur de financement, en dollars courants, (1992 et 2000 ^P)	18
1.11 Pourcentage de la DIRD exécutée par le secteur de l'État dans certains pays de l'OCDE, 1999	20
1.12 Pourcentage de la DIRD financée par le secteur de l'État dans certains pays de l'OCDE, 1999	20
1.13 Dépenses fédérales au titre de la S-T, 1992 à 2001 ^e , en dollars courants	25
1.14 Dépenses fédérales au titre de la S-T, 1992 à 2001 ^e , en dollars constants de 1997	25
2.1 Personnel fédéral affecté aux activités de S-T, par activité et catégorie, 2001-2002 ^e	41
2.2 Personnel fédéral affecté aux activités de S-T, selon le ministère ou l'organisme, 2000-2001 ^P et 2001-2002 ^e	42
2.3 Personnel fédéral affecté aux activités de R-D, selon le ministère ou l'organisme, 2000-2001 ^P et 2001-2002 ^e	42
2.4 Personnel fédéral affecté aux activités de R-D et S-T, 1992-1993 à 2001-2002 ^e	45
3.1 Dépenses fédérales en S-T, selon le ministère ou l'organisme, 2000-2001 ^e (Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente)	51
4.1 Dépenses fédérales en S-T dans le secteur de l'enseignement supérieur, selon le ministère ou l'organisme, 1992-1993 et 2001-2002 ^e	72
4.2 Dépenses extra-muros fédérales en S-T, selon le secteur d'exécution, 2001-2002 ^e	76
4.3 Dépenses extra-muros fédérales en R-D, selon le secteur d'exécution, 2001-2002 ^e	77
5.1 Dépenses fédérales au titre des sciences et de la technologie, selon la province ou le territoire, 1999-2000 ^e	83
6.1 Dépenses en pourcentage de S-T et de R-D selon le domaine des classifications socio-économiques, 1999-2000 ^e	102

Faits saillants

- Le budget estimé des dépenses de l'administration fédérale en science et technologie (S-T) pour l'année 2001-2002 était de 7,4 milliards de \$, soit une augmentation de 8,0% par rapport à 2000-2001. Pour 2000-2001, les données préliminaires indiquent des dépenses de 6,8 milliards de \$.
- Les efforts en S-T, incluant la recherche et le développement (R-D), de l'administration fédérale demeuraient stables à 3,6 % du total du budget principal dans la plupart des années 1990, augmentaient à 4,0 % en 1998-1999, et est estimé à 4,5 % pour 2001-2002.
- Les dépenses totales de 7,4 milliards de dollars pour la S-T fédérale, ne comprennent pas les crédits d'impôt fédéraux pour la R-D. Selon l'Agence des douanes et du revenu du Canada, la valeur des crédits est approximativement de 1,3 milliard de dollars, annuellement.
- L'activité principale en S-T est celle de la recherche scientifique et du développement expérimental (R-D). En 2001-2002, l'administration fédérale devrait dépenser 4,6 milliards de \$ pour la R-D, une augmentation de 10 % par rapport à 2000-2001. Ceci comprend l'exécution intra-muros et le financement extra-muros de la R-D. L'augmentation des dépenses fédérales était causée par le financement de la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI). Créée en 1997, la FCI a le mandat d'accroître la capacité des universités, des collèges et des hôpitaux canadiens, en investissant des fonds pour les infrastructures de R-D, en vue d'effectuer de la R-D de calibre international.
- En 2001-2002, le gouvernement fédéral prévoyait exécuter lui-même 42 % de ses travaux de R-D et 78 % de ses activités scientifiques connexes pour un total de 56 % de ses travaux en S-T.
- En 2001-2002, 31 681 années-personnes étaient mobilisées pour les activités fédérales en S-T, une augmentation de 1,1 % par rapport à 2000-2001. Cinquante-cinq pourcent, ou 17 559 années-personnes, étaient employées à des activités scientifiques connexes (ASC).
- Le gouvernement finance aussi les activités scientifiques exécutées par d'autres secteurs : les entreprises commerciales, le secteur de l'enseignement supérieur, les gouvernements provinciaux, les organismes sans but lucratif et d'autres organisations canadiennes et étrangères. En 2001-2002 de tous ces secteurs extra-muros, le secteur des entreprises commerciales recevait 16 % et le secteur de l'enseignement supérieur recevait 22 % du total des fonds en S-T fédéraux.
- Les prévisions de paiements aux entreprises commerciales au titre de la R-D en 2001-2002 totalisaient 924 millions de \$, une augmentation par rapport aux dépenses préliminaires de 854 millions de \$ en 2000-2001.
- Le secteur de l'enseignement supérieur recevait en 2001-2002 la somme de 1 426 millions de \$ pour la R-D et de 172 millions de \$ pour les ASC. Les trois conseils subventionnaires, à savoir les Instituts de recherche en santé du Canada, le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie et le Conseil de recherches en sciences sociales et humaines et la Fondation canadienne pour l'innovation sont les principaux bailleurs de fonds de l'administration fédérale en ce qui concerne les travaux de R-D exécutés par les universités canadiennes.

1. Aperçu des dépenses

1. Aperçu des dépenses

Cette section présente le total des dépenses de l'administration fédérale par domaine (SNG et SSH) et par type d'activité (R-D et ASC). Les organismes d'exécution des activités de S-T sont également identifiés pour la période 1992-1993 à 2001-2002.

En 2001-2002, l'administration fédérale prévoyait dépenser 7,4 milliards de \$ au titre des activités de science et technologie (S-T), une augmentation de 8,0 % par rapport aux dépenses en S-T prévues pour l'année 2000-2001.

La principale activité en S-T est celle de la recherche scientifique et du développement expérimental (R-D). En 2001-2002, l'administration fédérale dépensait 4,6 milliards de \$ pour la R-D. Ceci inclus l'exécution intra-muros et le financement extra-muros de R-D.

Les activités dans les domaines des sciences naturelles et du génie (SNG) recevront la plus grande partie du financement de l'administration fédérale (77 % en 2001-2002). La plupart de ces dépenses (76 %) étaient engagées dans la recherche et le développement (R-D).

La plupart des fonds attribués au titre des sciences sociales et humaines (83 %) serviront aux activités scientifiques connexes (ASC) telles que la collecte de données, les services de renseignements et les études et services spéciaux. Statistique Canada représente à lui seul 48 % de ces dépenses.

L'administration fédérale engageait en 2001-2002, tout comme pour les années précédentes, la plus grande partie (56 %) des dépenses en S-T pour des travaux exécutés dans ses propres établissements scientifiques. En 2001-2002, elle exécutait elle-même 42 % de ses travaux de R-D et 79 % de ses activités scientifiques connexes.

On estime que les ministères et agences qui dépenseront le plus au titre des activités scientifiques en sciences naturelles en 2001-2002 sont le Conseil national de recherches (660 millions de \$), le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (613 millions de \$), Environnement Canada (567 millions de \$) et les Instituts de recherche en santé du Canada (476 millions de \$). En effet, ils comptaient pour 41 % du total des dépenses en S-T en 2001-2002.

Statistique Canada est l'organisme fédéral qui consacre le plus de ressources financières aux sciences sociales, soit 683 millions de dollars en 2001-2002, une augmentation prévue par rapport aux dépenses estimées de 591 millions de dollars de 2000-2001. Cette augmentation est due au fait que 2001 est une année de recensement.

2. Questionnaire sur les activités S-T fédérales

Le questionnaire sur les activités scientifiques est conçu afin de correspondre le plus possible au système estimatif du Budget des dépenses utilisé par le gouvernement fédéral. L'objectif est de réduire le fardeau de réponse, d'aider à la révision, mais plus spécialement, de produire des données comparables pour la planification de politiques et l'évaluation de programmes. Ainsi, le questionnaire couvre la même période que le Budget des dépenses incluant : le Budget des dépenses projetées pour l'année fiscale à venir, e.g. 2001-2002 ; les dépenses prévues pour l'année fiscale courante, e.g. 2000-2001 et les dépenses réelles pour l'année fiscale antérieure, e.g. 1999-2000 (tel que publié dans les comptes publics).

En plus des dépenses imputables aux programmes du budget, il y a des coûts additionnels imputables aux activités scientifiques qui doivent être pris en considération afin que l'image complète des ressources dédiées aux activités scientifiques puisse être obtenue. Ceux-ci incluent les autres sources de financement et les autres coûts en S-T qui sont définis ci-bas :

Information concernant le Tableau 1.9

Sources budgétaires - telles qu'exprimées dans le Budget des dépenses:

Budget ministériel respectif.

Autres ministères ou organismes fédéraux - transferts au programme provenant d'autres ministères d'administrations fédérales et organismes, net des transferts de programme.

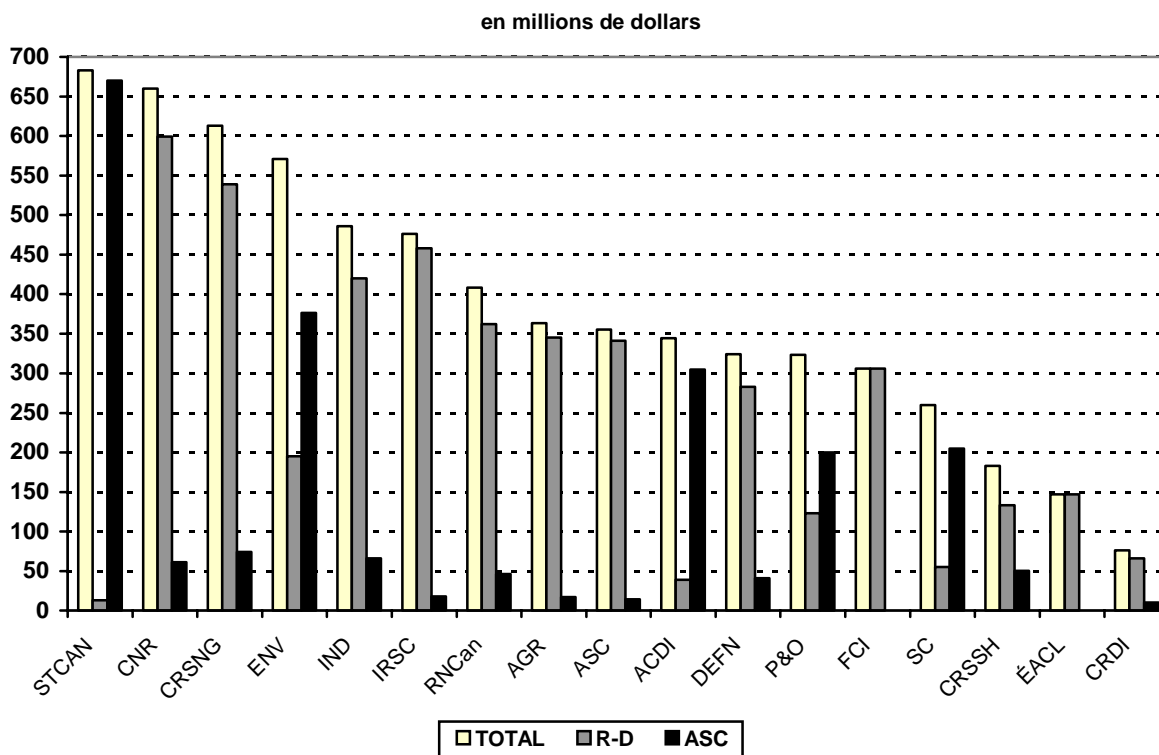
Sources externes - Revenus d'autres sources tels que l'industrie et les administrations provinciales.

Autres coûts en S-T:

- Les autres coûts non-budgétaires sont les coûts qui ne font pas partie du budget des programmes scientifiques et incluent les services fournis par d'autres ministères, tels que :
 - locaux fournis sans frais par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
 - contribution de l'employeur aux primes des régimes d'assurance et des frais payés par le Secrétariat du Conseil du Trésor
 - partie des indemnités assumées par l'employeur et versées par Développement des ressources humaines Canada
 - les services juridiques fournis par le ministère de la Justice
 - émission des chèques et autres services comptables fournis sans frais par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
- frais généraux - portion des frais de programme d'une administration centrale imputable aux activités scientifiques.

Graphique 1.1

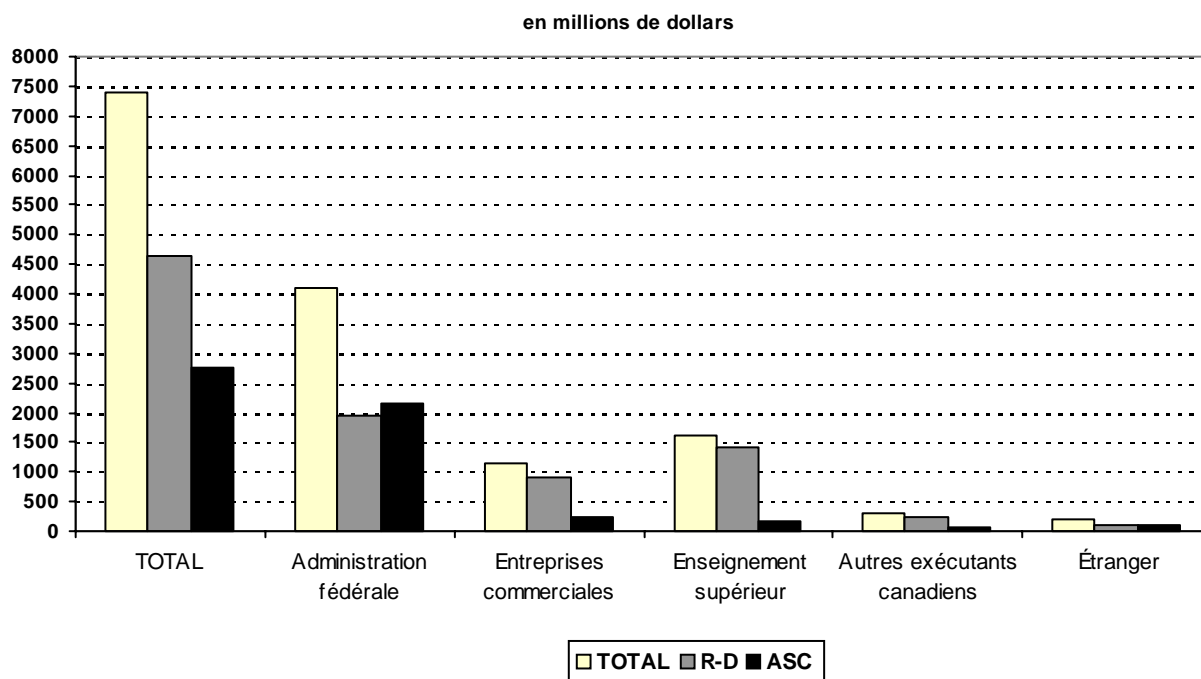
Dépenses fédérales en sciences et technologie, selon les principaux ministères ou organismes, 2001-2002^e



Source : Chapitre 3

Graphique 1.2

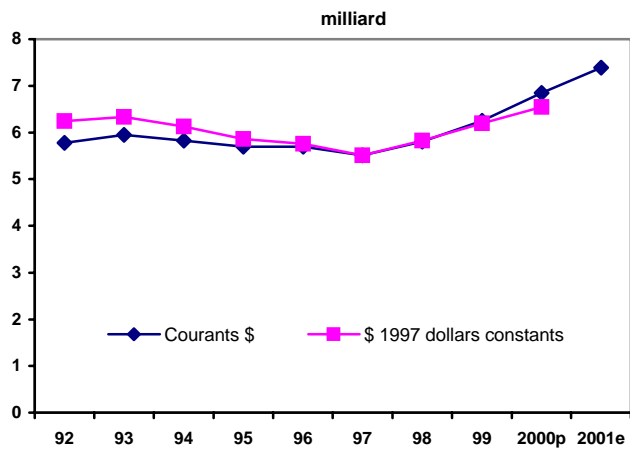
Répartition des dépenses fédérales au titre des sciences et de la technologie, selon le secteur, 2001-2002^e



Source : Tableau 1.19

Graphique 1.3

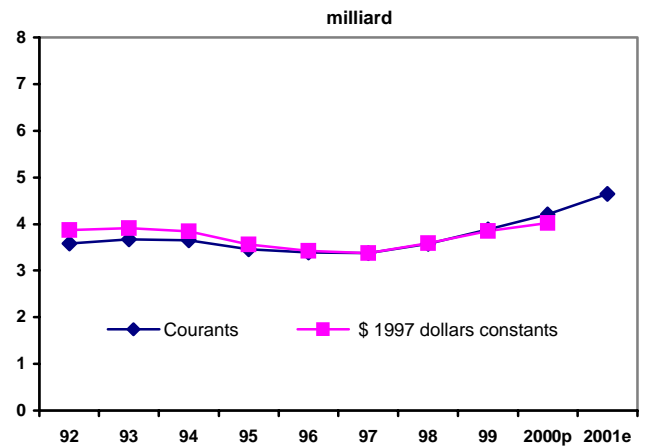
Dépenses fédérales en sciences et en technologie, 1992 à 2001^e



Source: Tableau 1.6

Graphique 1.4

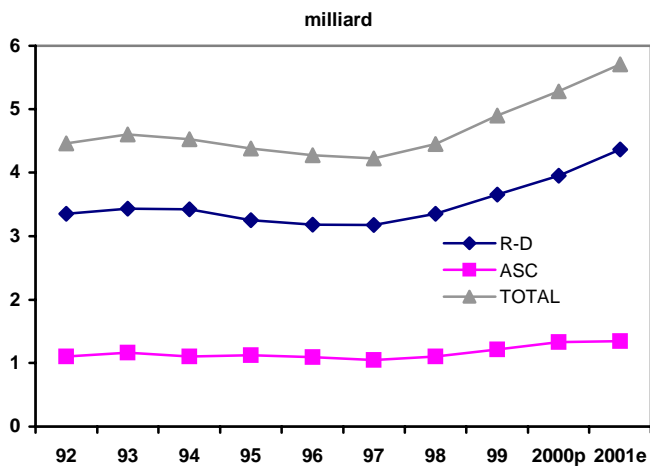
Dépenses fédérales au titre de la recherche et du développement, 1992 à 2001^e



Source: Tableau 1.6

Graphique 1.5

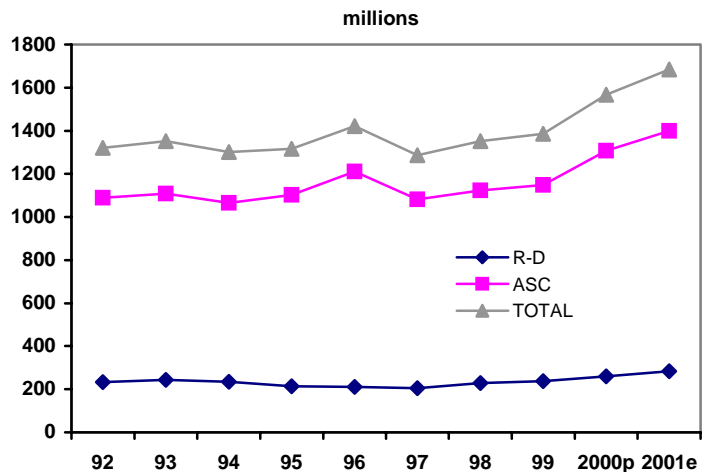
Sciences naturelles et génie



Source: Tableaux 1.14, 1.15 et 1.16

Graphique 1.6

Sciences sociales et humaines



Source: Tableaux 1.14, 1.15 et 1.16

TABLEAU 1.1 Budget fédéral des dépenses principales et dépenses fédérales au titre de la R-D et S-T en dollars courants et en dollars constants de 1997, 1992 à 2001^e

Année	Dollars courants					Indice des prix du PIB ²	Dollars constants de 1997		
	Budget principal des dépenses ¹	S-T	%	R-D	%		Budget principal des dépenses ¹	S-T	R-D
	en millions de dollars						en millions de dollars		
1992	160 517	5 780	3,6	3 587	2,2	92.6	173 344	6 242	3 874
1993	161 089	5 951	3,7	3 677	2,3	94.0	171 371	6 331	3 912
1994	160 738	5 827	3,6	3 657	2,3	95.1	169 020	6 127	3 845
1995	164 191	5 693	3,5	3 465	2,1	97.2	168 921	5 857	3 565
1996 ^r	156 985	5 694	3,6	3 391	2,2	98.9	158 731	5 757	3 429
1997 ^r	149 555	5 509	3,7	3 379	2,3	100.0	149 555	5 509	3 379
1998 ^r	145 457	5 802	4,0	3 578	2,5	99.6	146 041	5 825	3 592
1999 ^r	151 559	6 252	4,1	3 890	2,6	100.9	150 207	6 196	3 855
2000 ^p	156 157	6 846	4,4	4 211	2,7	104.6	149 290	6 545	4 026
2001 ^e	165 236	7 391	4,5	4 646	2,8	..	..	..	..

¹ Partie 1, Plan de dépenses du gouvernement, Budget des dépenses.

² L'observateur économique canadien, n° 11-010-XPB au catalogue, mensuel, août 2001.

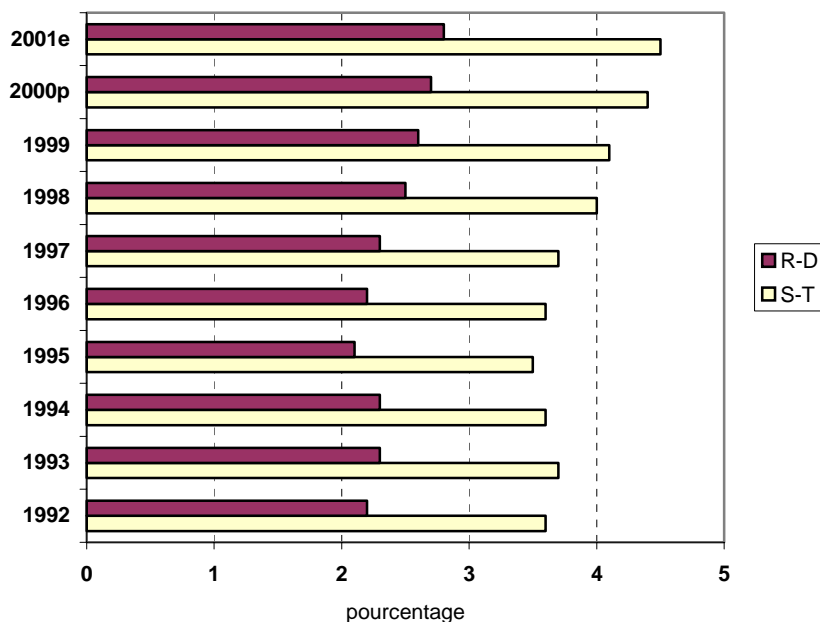
La mesure standard ou l'indicateur de l'effort de R-D dans un pays est présenté par les "dépenses intérieures brutes au titre de la R-D (DIRD)". "Souvent les données sont exprimées en pourcentage du Produit intérieur brut (PIB). Les dépenses intra-muros au titre de la R-D rapportées par l'administration fédérale inclus dans la DIRD sont présentées au Tableau 1.15. Pour de plus amples renseignements sur la DIRD, veuillez vous référer au Volume 25, n° 8, No 88-001-XIB au catalogue de Statistique Canada.

TABLEAU 1.2 Dépenses intérieures brutes au titre de la R-D (DIRD) selon le secteur d'exécution et le secteur de financement, 2001^e

Secteur de financement	Secteur d'exécution							Total
	Administration fédérale	Administrations provinciales	Org. de recherche provinciaux	Entreprises commerciales	Enseignement supérieur	Org. Privés sans but lucratif		
	en millions de dollars							
Administration fédérale	1 907	-	2	361	1 431	31	3 732	
Administrations provinciales	2	181	42	70	635	22	952	
Org. de recherche provinciaux	-	-	3	-	-	-	3	
Entreprises commerciales	44	-	22	8 078	603	23	8 770	
Enseignement supérieur	-	-	-	-	3 609	-	3 609	
Org. Privés sans but lucratif	-	-	-	-	462	103	565	
Étranger	-	-	4	3 147	75	14	3 240	
Total	1 953	181	73	11 656	6 815	193	20 871	

Graphique 1.7

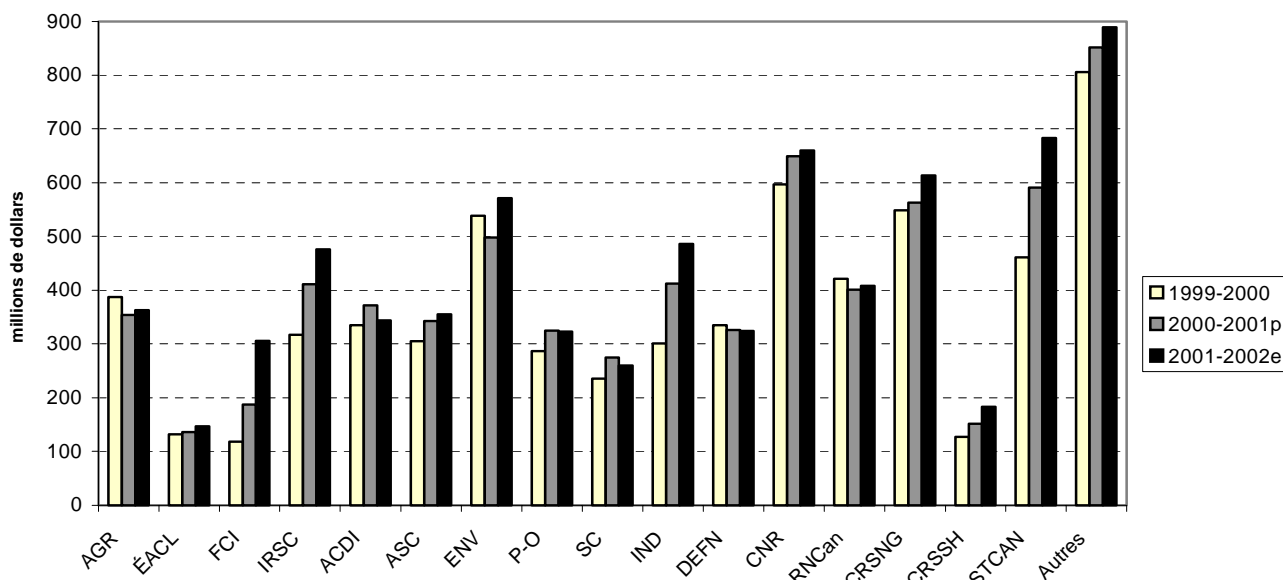
Dépenses fédérales au titre de la R-D et S-T en pourcentage du Budget fédéral des dépenses principales, 1992 à 2001^e



Source: Tableau 1.1

Graphique 1.8

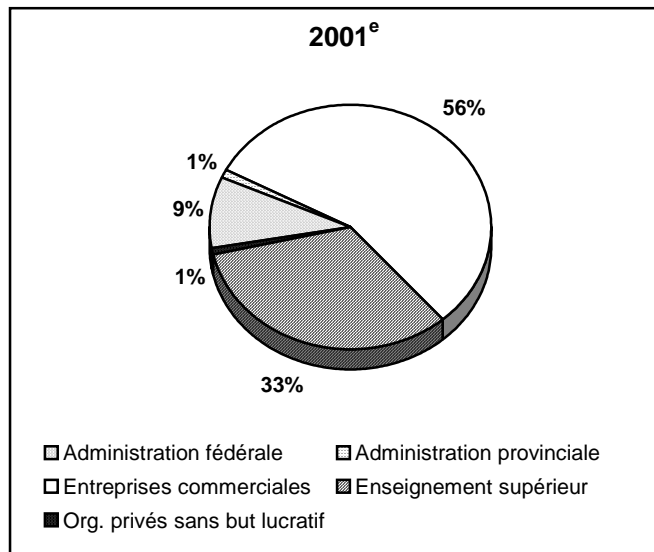
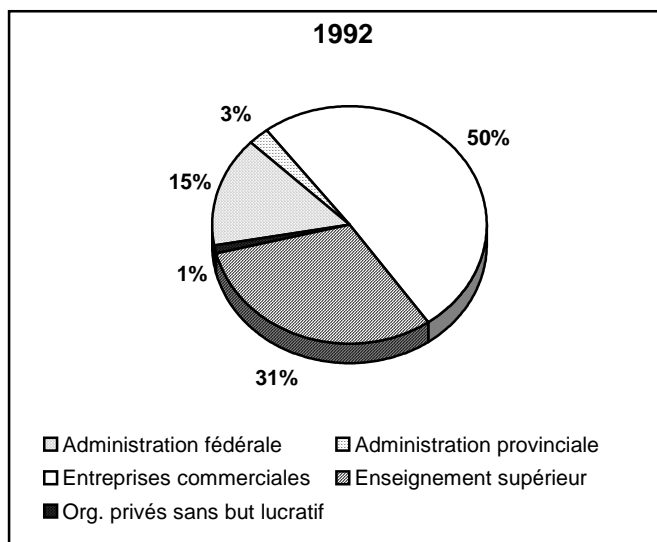
Dépenses fédérales en sciences et technologie, selon les principaux ministères ou organismes, 1999-2000, 2000-2001^p et 2001-2002^e



Source: Tableau 1.10

Graphique 1.9

Les tendances de la DIRD selon le secteur d'exécution, en dollars courants (1992 et 2001^e)



Graphique 1.10

Les tendances de la DIRD selon le secteur de financement en dollars courants (1992 et 2001^e)

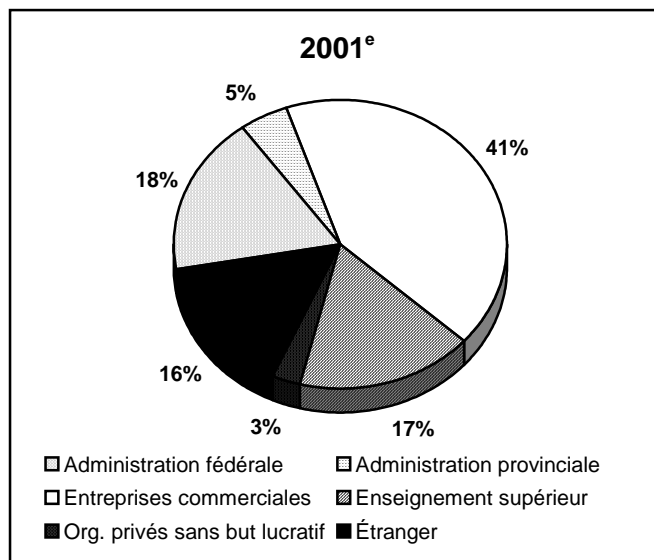
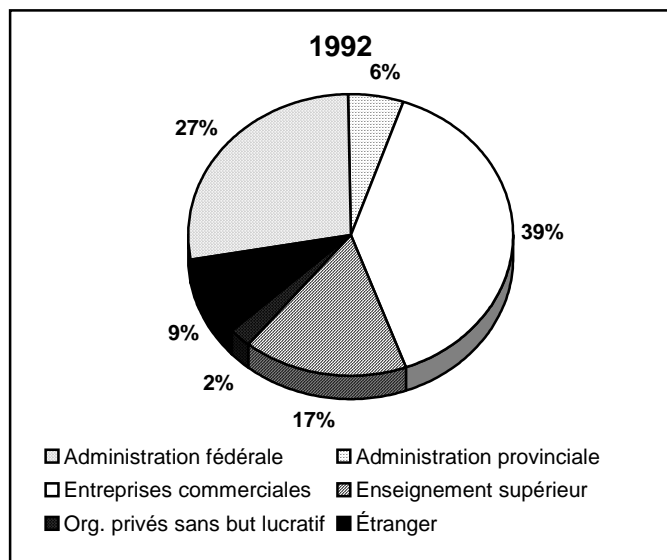


TABLEAU 1.3 Pourcentage de la DIRD exécutée par le secteur de l'État dans certains pays de l'OCDE

Pays	1991	1992	1993 ^f	1994 ^f	1995 ^f	1996 ^f	1997 ^f	1998 ^f	1999	2000
Australie	..	28,1	..	26,5	..	23,6	..	23,4	..	..
Autriche	..	..	8,9	..	..	..	..	..	..	..
Belgique	6,1	..	6,2	3,5	3,4	3,1	3,1	..	..	..
Canada	19,5	18,8	17,3	15,0	14,2	14,5	13,0	12,8	12,5	12,0
Danemark	17,7	17,8	17,8	..	17,0	16,3	15,4	15,2	15,6	..
Finlande	20,2	20,6	20,5	18,9	16,6	15,8	13,6	12,6	11,4	11,1
France	22,7	20,9	21,1	20,6	21,0	20,3	18,7	18,6	17,9	..
Allemagne	13,9	14,1	15,0	15,1	15,4	15,2	14,6	14,7	14,0	13,7
Italie	22,7	22,0	21,4	21,3	21,1	20,0	20,7	21,3	21,2	..
Japon	7,6	8,3	9,3	9,0	9,6	9,4	8,8	9,2	9,9	..
Pays-Bas	18,3	18,4	18,1	18,6	18,1	17,7	17,1	17,7	..	..
Suède	4,1	..	4,1	..	3,7	..	3,5	..	3,4	..
Royaume-Uni	14,5	14,6	14,2	14,6	14,4	14,3	13,6	13,3	10,7	..
États-Unis	9,8	9,9	10,2	10,0	9,6	8,7	8,2	7,9	7,2	..

Source : Principaux indicateurs de la science et de la technologie, OCDE, 2000.

TABLEAU 1.4 Pourcentage de la DIRD financée par le secteur de l'État dans certains pays de l'OCDE

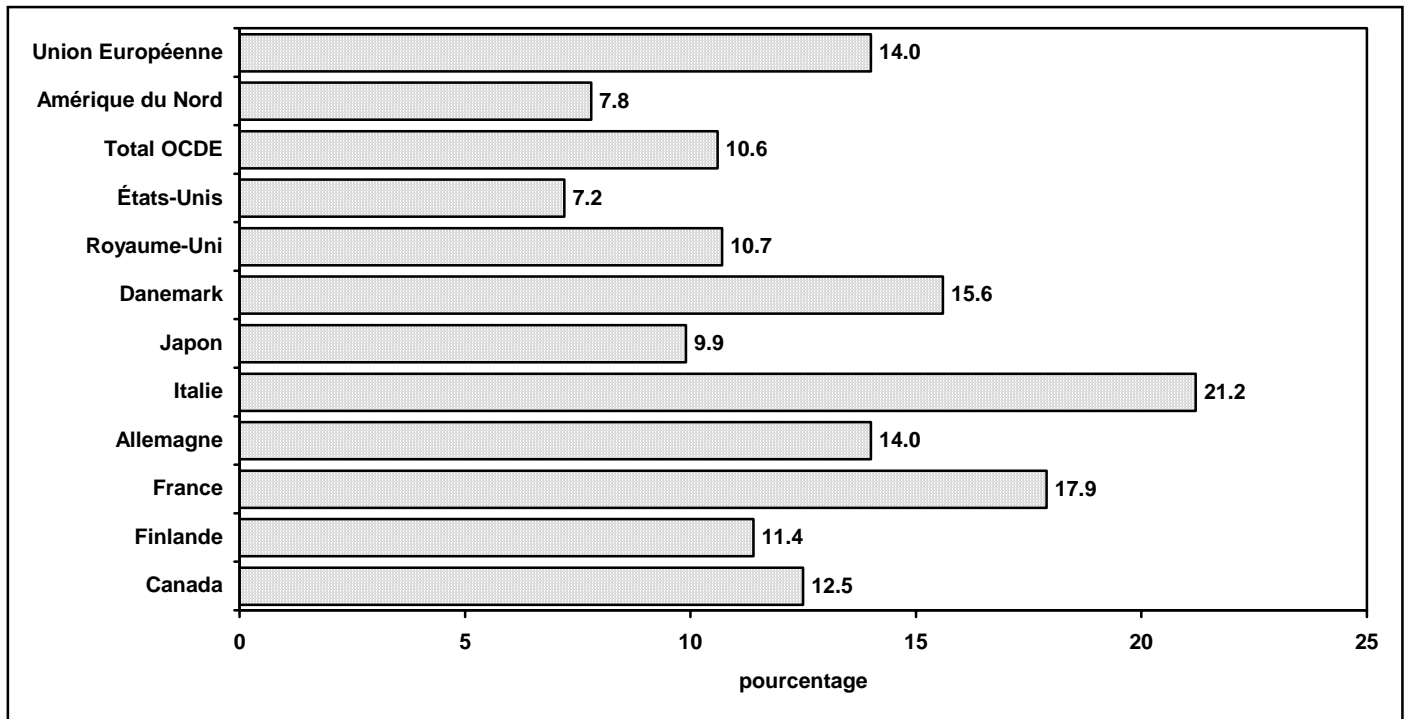
Pays	1991	1992	1993 ^f	1994 ^f	1995 ^f	1996 ^f	1997 ^f	1998 ^f	1999	2000
Australie	..	50,2	..	47,4	..	45,8	..	47,8	..	..
Autriche	46,5	47,4	48,0	49,4	47,3	43,6	41,5	39,4	39,3	38,2
Belgique	31,3	..	32,5	26,4	26,3	25,6	24,9	..	..	..
Canada *	43,4	..	40,7	38,1	35,9	34,1	32,7	30,8	31,2	31,2
Danemark	39,7	38,6	37,7	..	39,6	35,7	36,1	..	..	..
Finlande	40,9	..	39,8	..	35,1	..	30,9	30,0	29,2	..
France	48,8	43,5	43,5	41,6	41,9	41,5	38,8	37,3	..	..
Allemagne	35,8	35,9	36,5	36,5	36,8	36,9	35,9	34,9	33,0	32,3
Italie	49,6	48,5	51,3	50,2	53,0	50,8	51,2	51,1	51,1	..
Japon	18,2	19,4	21,6	21,5	22,8	18,7	18,2	19,3	19,5	..
Pays-Bas	48,6	48,9	48,5	43,8	42,2	41,5	39,1	37,9	..	..
Suède	34,0	..	33,0	..	28,8	..	25,8	..	24,5	..
Royaume-Uni	35,0	33,4	32,5	33,2	33,2	31,9	31,1	31,0	27,9	..
États-Unis	38,7	37,9	37,7	37,2	35,6	33,4	31,8	30,7	29,2	..

Source : Principaux indicateurs de la science et de la technologie, OCDE, 2000.

* L'OCDE a inclus les fonds généraux des universités.

Graphique 1.11

Pourcentage de la DIRD exécutée par le secteur de l'État dans certains pays de l'OCDE, 1999



Graphique 1.12

Pourcentage de la DIRD financée par le secteur de l'État dans certains pays de l'OCDE, 1999

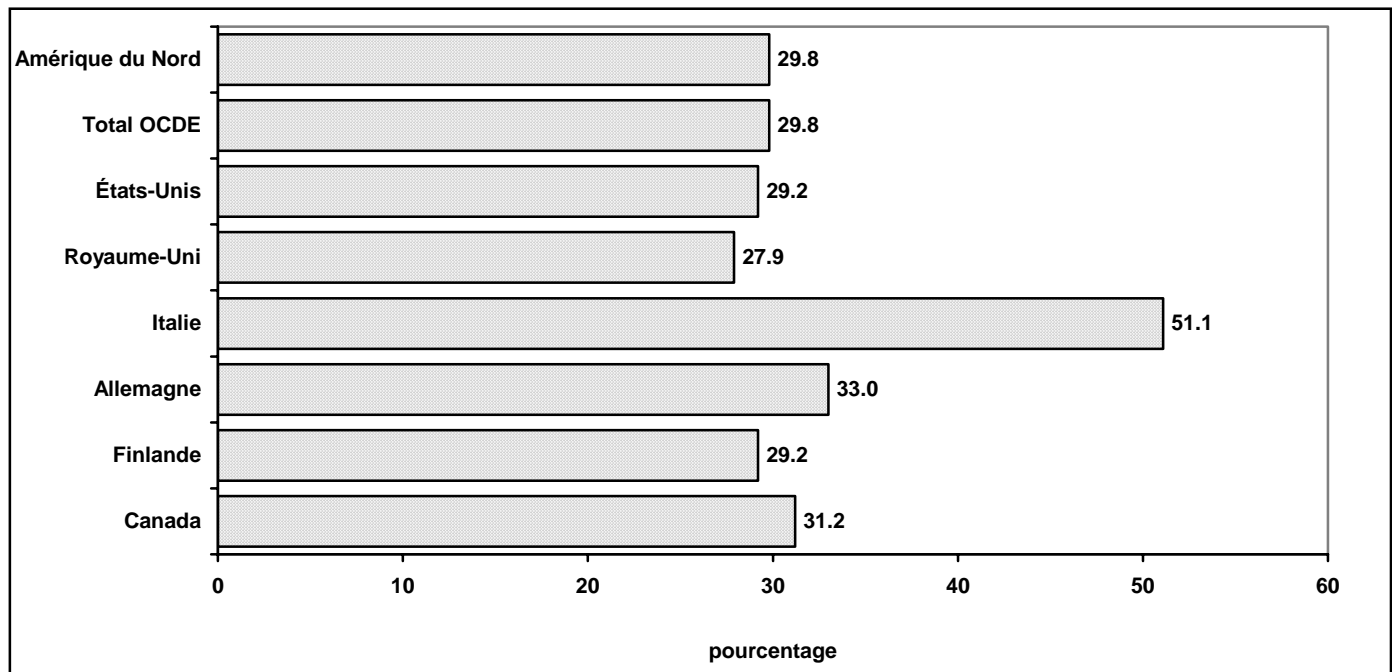


TABLEAU 1.5 Dépenses fédérales scientifiques selon l'activité et selon les principaux ministères ou organismes en dollars constants de 1997, 1992-1993 à 2001-2002^e

Ministère ou organisme	1992-93 ^f	1993-94	1994-95	1995-96	1996-97 ^f	1997-98 ^f	1998-99 ^f	1999-2000 ^f	2000-2001 ^p	2001-2002 ^e
en millions de dollars										
Science et technologie										
Indice des prix du PIB	92.6	94.0	95.1	97.2	98.9	100.0	99.6	100.9	104.6	..
ACDI	369	354	324	344	343	303	315	332	356	..
AGR	386	389	374	368	372	359	352	384	338	..
ASC	401	412	336	308	256	230	344	302	328	..
CNR	554	535	531	495	484	524	556	592	620	..
CRDI	116	122	107	91	89	78	85	81	76	..
CRM	278	276	279	259	245	238	278	...	...	...
CRSNG	541	528	519	485	458	436	501	544	538	..
CRSSH	111	109	108	104	94	96	104	126	145	..
DEFN	297	272	265	240	256	311	305	332	312	..
ÉACL	180	171	178	173	243	174	136	131	130	..
EMR	361	374	...	...	...	...	...	...	...	...
ENV ¹	681	705	577	544	461	453	429	533	476	..
FOR	107	122	...	...	...	...	...	...	...	...
IRSC	...	...	...	...	...	...	...	314	393	..
IND ²	279	398	408	333	294	407	344	298	394	..
P-O	249	254	249	251	249	204	282	284	311	..
RNCan	...	...	488	489	435	396	388	417	383	..
SC	188	203	189	207	216	210	205	234	263	..
STCAN	379	369	371	418	541	400	439	457	565	..
Autres	766	736	822	750	722	690	761	834	916	..
Total	6 242	6 331	6 127	5 857	5 757	5 509	5 825	6 196	6 545	..
Recherche et développement										
Indice des prix du PIB	92.6	94.0	95.1	97.2	98.9	100.0	99.6	100.9	104.6	..
ACDI	75	65	65	52	53	48	49	50	39	..
AGR	344	349	340	337	354	340	336	367	323	..
ASC	389	403	330	299	248	224	338	297	310	..
CNR	495	469	472	431	434	470	501	525	556	..
CRDI	103	110	94	80	77	64	67	70	67	..
CRM	267	265	270	251	237	229	267	...	...	...
CRSNG	481	467	463	437	415	393	445	477	473	..
CRSSH	75	72	73	72	65	65	68	91	105	..
DEFN	292	267	261	236	225	264	264	290	271	..
ÉACL	172	165	171	168	243	174	136	131	130	..
EMR	289	288	...	...	...	...	...	...	...	...
ENV ¹	129	144	183	168	137	127	116	194	142	..
FOR	99	113	...	...	...	...	...	...	...	...
IRSC	...	...	...	...	...	...	...	301	385	..
IND ²	261	337	339	276	233	345	275	237	331	..
P-O	120	121	120	102	96	78	109	109	119	..
RNCan	...	...	393	415	376	350	346	373	341	..
SC	53	56	61	65	75	65	54	55	62	..
Autres	232	220	211	176	164	143	219	288	371	..
Total	3 874	3 912	3 845	3 565	3 429	3 379	3 592	3 855	4 026	..

Voir notes à la fin de la section.

TABLEAU 1.6 Dépenses fédérales au titre de la S-T en dollars courants et en dollars constants de 1997 selon le secteur d'exécution³, 1992-1993 to 2001-2002^e

Secteur d'exécution	1992-93 ^f	1993-94 ^f	1994-95 ^f	1995-96 ^f	1996-97 ^f	1997-98 ^f	1998-99 ^f	1999-2000 ^p	2000-2001 ^e	2001-2002 ^e
en millions de dollars										
Dollars courants										
Intra-muros	3 349	3 457	3 399	3 427	3 575	3 351	3 455	3 658	3 942	4 108
Entreprises commerciales canadiennes	952	954	930	885	801	927	952	926	1 104	1 159
Enseignement supérieur canadien	980	973	983	933	894	860	989	1 173	1 354	1 598
Institutions à but non lucratif	99	116	127	103	112	110	122	181	136	232
Autres exécutants canadiens ⁴	112	138	91	86	65	39	50	84	82	81
Exécutants étrangers	288	313	297	259	247	222	233	229	228	214
TOTAL	5 780	5 951	5 827	5 693	5 694	5 509	5 802	6 252	6 846	7 391
Dollars constants de 1997										
Indice des prix du PIB	92.6	94.0	95.1	97.2	98.9	100.0	99.6	100.9	104.6	..
Intra-muros	3 617	3 678	3 574	3 526	3 615	3 351	3 469	3 625	3 769	..
Entreprises commerciales canadiennes	1 028	1 015	978	910	810	927	956	918	1 055	..
Enseignement supérieur canadien	1 058	1 035	1 034	960	904	860	993	1 163	1 294	..
Institutions à but non lucratif	107	123	134	106	113	110	122	179	130	..
Autres exécutants canadiens ⁴	121	147	96	88	66	39	50	83	78	..
Exécutants étrangers	311	333	312	266	250	222	234	227	218	..
TOTAL	6 242	6 331	6 127	5 857	5 757	5 509	5 825	6 196	6 545	..
Pourcentage										
pourcentage										
Intra-muros	58	58	58	60	63	61	60	58	58	..
Entreprises commerciales canadiennes	16	16	16	16	14	17	16	15	16	..
Enseignement supérieur canadien	17	17	17	16	16	15	17	19	20	..
Institutions à but non lucratif	2	2	2	2	2	2	2	3	2	..
Autres exécutants canadiens ⁴	2	2	2	1	1	1	1	1	1	..
Exécutants étrangers	5	5	5	5	4	4	4	4	3	..
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100	100	100	..

Voir notes à la fin de la section.

TABLEAU 1.7 Dépenses fédérales au titre de la R-D en dollars courants et en dollars constants de 1997 selon le secteur d'exécution³, 1992-1993 à 2001-2002^e

Secteur d'exécution	1992-93 ^f	1993-94 ^f	1994-95 ^f	1995-96 ^f	1996-97 ^f	1997-98 ^f	1998-99 ^f	1999-2000 ^f	2000-2001 ^p	2001-2002 ^e
en millions de dollars										
Dollars courants										
Intra-muros	1 716	1 757	1 754	1 727	1 792	1 720	1 743	1 859	1 909	1 953
Entreprises commerciales canadiennes	768	773	756	665	573	721	749	713	854	924
Enseignement supérieur canadien	820	814	835	797	761	725	842	1 010	1 200	1 426
Institutions à but non lucratif	50	66	74	59	75	71	82	130	88	186
Autres exécutants canadiens ⁴	65	90	62	65	50	22	38	59	57	57
Exécutants étrangers	168	178	177	151	141	120	124	118	104	101
TOTAL	3 587	3 677	3 657	3 465	3 391	3 379	3 578	3 890	4 211	4 646
Dollars constants de 1997										
Indice des prix du PIB	92.6	94.0	95.1	97.2	98.9	100.0	99.6	100.9	104.6	..
Intra-muros	1 853	1 869	1 844	1 777	1 812	1 720	1 750	1 842	1 825	..
Entreprises commerciales canadiennes	829	822	795	684	579	721	752	707	816	..
Enseignement supérieur canadien	886	866	878	820	769	725	845	1 001	1 147	..
Institutions à but non lucratif	54	70	78	61	76	71	82	129	84	..
Autres exécutants canadiens ⁴	70	96	65	67	51	22	38	58	54	..
Exécutants étrangers	181	189	186	155	143	120	124	117	99	..
TOTAL	3 874	3 912	3 845	3 565	3 429	3 379	3 592	3 855	4 026	..
Pourcentage										
pourcentage										
Intra-muros	48	48	48	50	53	51	49	48	45	..
Entreprises commerciales canadiennes	21	21	20	19	17	21	21	18	20	..
Enseignement supérieur canadien	23	22	23	23	22	21	24	26	29	..
Institutions à but non lucratif	1	2	2	2	2	2	2	3	2	..
Autres exécutants canadiens ⁴	2	2	2	2	2	1	1	2	1	..
Exécutants étrangers	5	5	5	4	4	4	3	3	3	..
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100	100	100	..

Voir notes à la fin de la section.

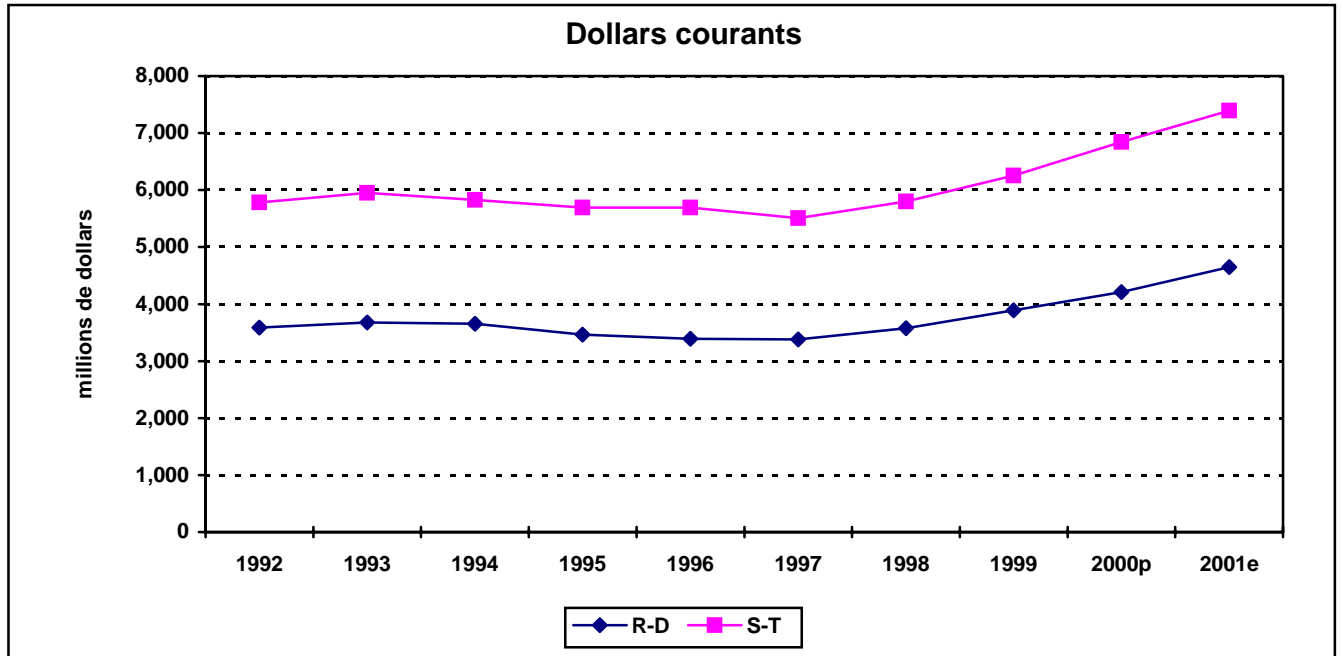
TABLEAU 1.8 Dépenses fédérales au titre des ASC en dollars courants et en dollars constants de 1997 selon le secteur d'exécution³, 1992-1993 à 2001-2002^e

Secteur d'exécution	1992-93 ^f	1993-94 ^f	1994-95 ^f	1995-96 ^f	1996-97 ^f	1997-98 ^f	1998-99 ^f	1999-2000 ^f	2000-2001 ^p	2001-2002 ^e
en millions de dollars										
Dollars courants										
Intra-muros	1 632	1 700	1 646	1 699	1 783	1 631	1 712	1 799	2 034	2 155
Entreprises commerciales canadiennes	184	181	174	221	228	206	203	212	250	235
Enseignement supérieur canadien	160	159	147	135	133	135	147	164	154	172
Institutions à but non lucratif	49	51	53	45	37	40	40	51	49	46
Autres exécutants canadiens ⁴	46	49	28	21	17	17	14	25	25	24
Exécutants étrangers	121	134	121	107	105	101	109	111	123	113
TOTAL	2 193	2 274	2 170	2 228	2 303	2 130	2 224	2 362	2 635	2 745
Dollars constants de 1997										
Indice des prix du PIB	92.6	94.0	95.1	97.2	98.9	100.0	99.6	100.9	104.6	..
Intra-muros	1 762	1 809	1 731	1 748	1 803	1 631	1 719	1 783	1 945	..
Entreprises commerciales canadiennes	199	193	183	227	231	206	204	210	239	..
Enseignement supérieur canadien	173	169	155	139	134	135	148	163	147	..
Institutions à but non lucratif	53	54	56	46	37	40	40	51	47	..
Autres exécutants canadiens ⁴	50	52	29	22	17	17	14	25	24	..
Exécutants étrangers	131	143	127	110	106	101	109	110	118	..
TOTAL	2 368	2 419	2 282	2 292	2 329	2 130	2 233	2 341	2 519	..
pourcentage										
Pourcentage										
Intra-muros	75	75	76	76	77	76	77	76	77	..
Entreprises commerciales canadiennes	8	8	8	10	10	10	9	9	9	..
Enseignement supérieur canadien	7	7	7	6	6	6	6	7	6	..
Institutions à but non lucratif	2	2	2	2	2	2	2	2	2	..
Autres exécutants canadiens ⁴	2	2	1	1	1	1	1	1	1	..
Exécutants étrangers	6	6	6	5	4	5	5	5	5	..
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100	100	100	..

Voir notes à la fin de la section.

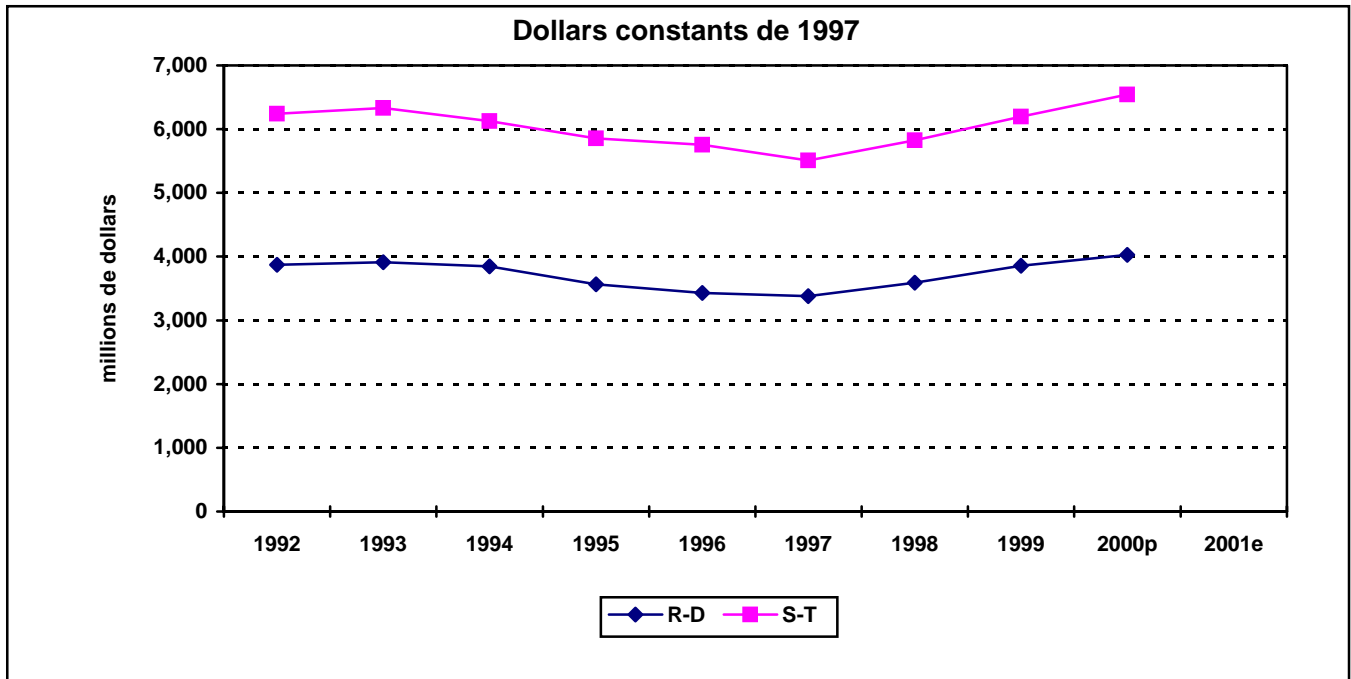
Graphique 1.13

Dépenses fédérales au titre de la S-T, 1992 à 2001^e, en dollars courants



Graphique 1.14

Dépenses fédérales au titre de la S-T, 1992 à 2001^e, en dollars constants de 1997



Source: Tableaux 1.6 et 1.7

TABLEAU 1.9 Dépenses fédérales en S-T, selon les principaux ministères ou organismes et la source de financement, 2001-2002^e

Ministère ou organisme	Total estimatif des dépenses scientifiques	Sources de financement				
		Autres coûts en S-T			Sources budgétaires	
		Sources externes	Coûts indirects non-budgétaires	Frais d'administration du ministère	Autres organismes fédéraux*	Ministère
en millions de dollars						
Agence spatiale canadienne	355	-	2	-	-	353
Agriculture	363	-	16	31	-	316
Conseil national de recherches	660	18	14	-	41	587
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	613	-	3	-	-5	615
Conseil de recherches en sciences sociales et humaines	183	-	2	-	33	148
Défense nationale	324	-	6	-	-9	327
Environnement	571	34	33	36	27	441
Industrie Canada	486	-	12	-	-28	502
Pêches et Océans	323	9	18	-	13	283
Ressources naturelles Canada	408	14	22	-	-10	382
Santé Canada	260	-	16	33	-	227
Statistique Canada	683	31	47	-	57	548

* Montant négatif indiquant un transfert net du budget pour la S-T.

TABLEAU 1.10 Dépenses fédérales en S-T, selon les principaux ministères ou organismes, 1992-1993 à 2001-2002^e

Ministère ou organisme	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96	1996-97	1997-98	1998-99 ^f	1999-2000 ^f	2000-2001 ^p	2001-2002 ^e
	en millions de dollars									
Principaux ministères ou organismes	5 421	5 604	5 494	5 401	5 397	5 231	5 492	5 928	6 503	7 016
AÉ (AÉ-CI)	54	52	60	58	59	58	49	54	46	48
ACDI	342	333	308	334	339	303	314	335	372	344
AGR	357	366	356	358	368	359	351	387	354	363
ASC	371	387	320	299	253	230	343	305	343	355
AN	40	43	62	65	46	36	35	35	41	46
APC	...	...	...	...	...	...	82	68	68	69
BC	35	39	36	35	39	41	45	41	41	51
BN	53	58	49	49	43	42	40	42	48	49
CNR	513	503	505	481	479	524	554	597	649	660
COMM	52	...	...	...	...	...	...	...	...	...
CRDI	107	115	102	88	88	78	85	82	80	76
CRM	257	259	265	252	242	238	277	...	...	...
CRSNG	501	496	494	471	453	436	499	549	563	613
CRSSH	103	102	103	101	93	96	104	127	152	183
CT	28	37	36	35	32	35	37	44	44	36
DEFN	275	256	252	233	253	311	304	335	326	324
DRHC	...	62	66	60	60	65	74	60	78	78
ÉACL	167	161	169	168	240	174	135	132	136	147
E-I	42	...	...	...	...	...	...	...	...	...
EMR	334	352	...	...	...	...	...	...	...	...
ENV ¹	631	663	549	529	456	453	427	538	498	571
FCI	...	...	...	...	...	2	31	118	187	306
FOR	99	115	...	...	...	...	...	...	...	...
IRSC	...	...	...	...	...	...	...	317	411	476
IND ²	...	374	388	324	291	407	343	301	412	486
ISTC	258	...	...	...	...	...	...	...	...	...
MCC	46	46	56	53	56	55	54	55	61	60
PC ¹	..	8	84	82	82	78	1	1	1	1
P-O	231	239	237	244	246	204	281	287	325	323
RNCan	...	...	464	475	430	396	386	421	401	408
SC	174	191	180	201	214	210	204	236	275	260
STCAN	351	347	353	406	535	400	437	461	591	683
Autres ministères ou organismes³	359	347	333	292	297	278	310	324	343	375
TOTAL	5 780	5 951	5 827	5 693	5 694	5 509	5 802	6 252	6 846	7 391

* Voir le tableau 1.20

Voir notes à la fin de la section.

TABLEAU 1.11 Dépenses fédérales en R-D, selon les principaux ministères ou organismes, 1992-1993 à 2001-2002^e

Ministère ou organisme	1992-93 ^f	1993-94 ^f	1994-95 ^f	1995-96 ^f	1996-97 ^f	1997-98 ^f	1998-99 ^f	1999-2000 ^f	2000-2001 ^p	2001-2002 ^e
en millions de dollars										
Agence canadienne de développement international	69	61	62	51	52	48	49	50	41	39
Agence spatiale canadienne	360	379	314	291	245	224	337	300	324	341
Agriculture	319	328	323	328	350	340	335	370	338	345
Centre de recherches pour le développement international	95	103	89	78	76	64	67	71	70	66
Communications	44	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Conseil national de recherches	458	441	449	419	429	470	499	530	582	599
Conseil de recherches médicales	247	249	257	244	234	229	266	...	...	...
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	445	439	440	425	410	393	443	481	495	539
Conseil de recherches en sciences sociales et humaines	69	68	69	70	64	65	68	92	110	133
Défense nationale	270	251	248	229	223	264	263	293	283	283
Développement économique Canada pour les régions du Québec	28	30	35	24	28	22	23	12	10	6
Énergie atomique du Canada Ltée	159	155	163	163	240	174	135	132	136	147
Énergie, Mines et Ressources (EMR)	268	271	...	...	...	...	...	...	...	...
Environnement ¹	119	135	174	163	135	127	116	196	149	195
Fondation canadienne de l'innovation	...	...	...	...	...	2	31	118	187	306
Forêts Canada (FOR)	92	106	...	...	...	...	...	...	...	...
Industrie Canada ²	...	317	322	268	230	345	274	239	346	420
Industrie, Sciences et Technologie Canada	242	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Instituts de recherche en santé du Canada	...	...	...	...	...	...	...	304	403	458
Pêches et Océans	111	114	114	99	95	78	109	110	124	123
Ressources naturelles Canada	...	...	374	403	372	350	345	376	357	362
Santé Canada	49	53	58	63	74	65	54	55	65	55
Statistique Canada	12	10	10	10	9	11	12	13	14	13
Autres	131	167	156	137	125	108	152	148	177	216
TOTAL	3 587	3 677	3 657	3 465	3 391	3 379	3 578	3 890	4 211	4 646

Voir notes à la fin de la section.

TABLEAU 1.12 Dépenses fédérales en S-T selon le ministère ou l'organisme et le secteur d'exécution³, 2001-2002^e

Ministère ou organisme	Secteur d'exécution					Total
	Intra-muros	Entreprises commerciales canadiennes	Enseignement supérieur	Autres exécutants canadiens	Exécutants à l'étranger	
en millions de dollars						
Affaires étrangères et commerce international	10	-	14	-	24	48
Agence canadienne de développement international	17	175	60	16	76	344
Agence Parcs Canada	66	1	1	1	--	69
Agence spatiale canadienne	82	243	6	-	23	355
Agriculture	343	--	1	18	--	363
Banque du Canada	51	-	-	-	-	51
Bibliothèque nationale	49	-	-	-	--	49
Centre de recherches pour le développement international	45	--	3	2	26	76
Conseil national de recherches	526	85	40	2	7	660
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	31	14	544	12	12	613
Conseil de recherches en sciences sociales et humaines	16	--	142	20	4	183
Défense nationale	178	127	4	1	15	324
Développement des ressources humaines Canada	36	4	2	35	-	78
Énergie atomique du Canada Ltée	131	15	--	-	2	147
Environnement	458	36	10	63	5	571
Fondation canadienne de l'innovation	6	-	300	-	-	306
Industrie Canada	107	369	-	3	7	486
Instituts de recherche en santé du Canada	23	-	433	11	8	476
Pêches et Océans	311	1	3	8	-	323
Ressources naturelles Canada	333	51	4	18	2	408
Santé Canada	242	3	4	9	1	260
Statistique Canada	682	-	-	1	-	683
Autres	365	34	27	92	1	518
TOTAL	4 108	1 159	1 598	313	214	7 391

Voir notes à la fin de la section.

TABLEAU 1.13 Dépenses fédérales, selon l'activité, 1992-1993 à 2001-2002^e

Activité scientifique	1992-93 ^f	1993-94 ^f	1994-95 ^f	1995-96 ^f	1996-97 ^f	1997-98 ^f	1998-99 ^f	1999-2000 ^f	2000-2001 ^P	2001-2002 ^e
en millions de dollars										
R-D										
Dépenses courantes	3 227	3 319	3 287	3 140	3 086	3 062	3 241	3 559	3 865	4 260
Administration des programmes extra-muros	159	163	164	162	164	163	200	186	205	219
Dépenses en immobilisations	201	195	205	163	141	154	137	144	140	167
Total partiel R-D	3 587	3 677	3 657	3 465	3 391	3 379	3 578	3 890	4 211	4 646
ASC										
Collecte de données	901	969	882	923	1 048	1 004	1 059	1 146	1 314	1,442
Services de renseignements	524	527	543	539	482	425	432	446	498	500
Études et services spéciaux	418	406	369	447	463	436	452	485	527	494
Aide à l'éducation	181	176	170	139	139	142	157	168	174	197
Administration des programmes extra-muros	34	32	36	34	33	32	35	40	45	43
Dépenses en immobilisations	134	164	171	147	139	91	89	77	78	69
Total partiel ASC	2 193	2 274	2 170	2 228	2 303	2 130	2 224	2 362	2 635	2 745
TOTAL	5 780	5 951	5 827	5 693	5 694	5 509	5 802	6 252	6 846	7 391

TABLEAU 1.14 Dépenses fédérales, selon le type de science et l'exécutant³, 1992-1993 à 2001-2002^e

Secteur d'exécution	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96	1996-97	1997-98	1998-99 ^f	1999-2000 ^f	2000-2001 ^p	2001-2002 ^e
en millions de dollars										
Sciences totales :										
Intra-muros	3 349	3 457	3 399	3 427	3 575	3 351	3 455	3 658	3 942	4 108
Entreprises commerciales										
canadiennes	952	954	930	885	801	927	952	926	1 104	1 159
Enseignement supérieur canadien	980	973	983	933	894	860	989	1 173	1 354	1 598
Institutions à but non lucratif	99	116	127	103	112	110	122	181	136	232
Autres exécutants canadiens	112	138	91	86	65	39	50	84	82	81
Exécutants étrangers	288	313	297	259	247	222	233	229	228	214
TOTAL	5 780	5 951	5 827	5 693	5 694	5 509	5 802	6 252	6 846	7 391
Sciences naturelles et génie :										
Intra-muros	2 464	2 570	2 519	2 486	2 507	2 417	2 459	2 648	2 774	2 841
Entreprises commerciales										
canadiennes	913	915	885	846	767	892	924	896	1 070	1 126
Enseignement supérieur canadien	805	804	818	773	737	702	836	1 002	1 171	1 389
Institutions à but non lucratif	48	56	67	59	66	57	56	128	77	170
Autres exécutants canadiens	72	92	71	69	56	28	42	57	53	51
Exécutants étrangers	157	162	166	144	140	126	134	134	134	131
TOTAL	4 459	4 599	4 526	4 377	4 273	4 222	4 450	4 866	5 279	5 708
Sciences sociales et humaines :										
Intra-muros	884	887	880	941	1 068	934	996	1 010	1 168	1 267
Entreprises commerciales										
canadiennes	39	39	45	40	34	35	29	30	33	33
Enseignement supérieur canadien	175	169	165	159	157	158	153	171	183	209
Institutions à but non lucratif	51	60	59	44	46	53	65	52	59	61
Autres exécutants canadiens	41	47	20	17	9	11	9	27	29	30
Exécutants étrangers	131	150	132	115	107	96	99	95	94	83
TOTAL	1 321	1 352	1 301	1 316	1 421	1 287	1 352	1 386	1 567	1 683

Voir notes à la fin de la section.

TABLEAU 1.15 Dépenses fédérales en R-D, selon le domaine scientifique et l'exécutant³, 1992-93 à 2001-2002^e

Secteur d'exécution	1992-93 ^f	1993-94 ^f	1994-95 ^f	1995-96 ^f	1996-97 ^f	1997-98 ^f	1998-99 ^f	1999-2000 ^f	2000-2001 ^p	2001-2002 ^e
en millions de dollars										
Sciences totales:										
Intra-muros	1 716	1 757	1 754	1 727	1 792	1 720	1 743	1 859	1 909	1 953
Entreprises commerciales canadiennes	768	773	756	665	573	721	749	713	854	924
Enseignement supérieur canadien	820	814	835	797	761	725	842	1 010	1 200	1 426
Institutions à but non lucratif	50	66	74	59	75	71	82	130	88	186
Administrations provinciales et municipales	12	35	33	38	27	6	9	13	14	12
Autres exécutants canadiens	53	55	29	27	23	16	29	46	43	45
Exécutants étrangers	168	178	177	151	141	120	124	118	104	101
TOTAL	3 587	3 677	3 657	3 465	3 391	3 379	3 578	3 890	4 211	4 646
Sciences naturelles et génie:										
Intra-muros	1 656	1 694	1 694	1 669	1 724	1 651	1 667	1 774	1 822	1 867
Entreprises commerciales canadiennes	762	770	750	662	570	720	747	711	853	923
Enseignement supérieur canadien	733	729	749	713	680	644	762	913	1 091	1 298
Institutions à but non lucratif	25	33	43	34	52	47	43	109	58	151
Administrations provinciales et municipales	10	32	30	37	25	4	8	13	13	11
Autres exécutant canadiens	48	49	25	23	21	15	27	37	32	32
Exécutants étrangers	119	127	131	114	110	94	97	95	81	80
TOTAL	3 353	3 434	3 422	3 252	3 181	3 174	3 350	3 653	3 951	4 363
Sciences sociales et humaines:										
Intra-muros	61	63	60	58	68	69	76	85	86	86
Entreprises commerciales canadiennes	5	2	5	3	3	2	3	2	1	1
Enseignement supérieur canadien	86	85	86	85	81	80	80	97	109	128
Institutions à but non lucratif	26	33	30	24	24	24	39	21	29	35
Administrations provinciales et municipales	2	3	3	1	2	2	1	1	--	--
Autres exécutants canadiens	5	6	4	4	2	1	2	9	11	13
Exécutants étrangers	48	52	46	38	31	27	27	23	23	21
TOTAL	233	243	235	213	210	205	228	237	260	283

Voir notes à la fin de la section

TABLEAU 1.16 Dépenses fédérales en ASC, selon le domaine scientifique et l'exécutant³, 1992-1993 à 2001-2002^e

Secteur d'exécution	1992-93 ^f	1993-94 ^f	1994-95 ^f	1995-96 ^f	1996-97 ^f	1997-98 ^f	1998-99 ^f	1999-2000 ^f	2000-2001 ^p	2001-2002 ^e
en millions de dollars										
Sciences totales :										
Intra-muros	1 632	1 700	1 646	1 699	1 783	1 631	1 712	1 799	2 034	2 155
Entreprises commerciales canadiennes	184	181	174	221	228	206	203	212	250	235
Enseignement supérieur canadien	160	159	147	135	133	135	147	164	154	172
Institutions à but non lucratif	49	51	53	45	37	40	40	51	49	46
Administrations provinciales et municipales	10	9	11	9	6	6	5	5	3	3
Autres exécutants canadiens	36	40	17	12	11	11	9	20	22	21
Exécutants étrangers	121	134	121	107	105	101	109	111	123	113
TOTAL	2 193	2 274	2 170	2 228	2 303	2 130	2 224	2 362	2 635	2 745
Sciences naturelles et génie :										
Intra-muros	808	876	825	816	783	766	792	874	952	974
Entreprises commerciales canadiennes	151	145	135	184	197	172	177	185	218	203
Enseignement supérieur canadien	71	75	69	60	58	58	74	89	80	91
Institutions à but non lucratif	23	23	24	25	14	11	14	19	19	20
Administrations provinciales et municipales	7	5	10	6	5	4	3	3	3	3
Autres exécutants canadiens	7	5	6	4	5	4	4	4	4	5
Exécutants étrangers	38	36	35	30	30	33	37	39	53	50
TOTAL	1 104	1 164	1 104	1 125	1 091	1 048	1 100	1 213	1 329	1 346
Sciences sociales et humaines :										
Intra-muros	824	824	820	883	1 000	866	920	925	1 082	1 181
Entreprises commerciales canadiennes	33	37	40	37	31	33	26	28	32	31
Enseignement supérieur canadien	89	84	78	75	76	77	73	75	75	82
Institutions à but non lucratif	26	27	29	20	23	29	26	31	30	26
Administrations provinciales et municipales	4	3	1	3	1	2	2	2	1	--
Autres exécutants canadiens	30	35	12	8	5	7	5	16	18	16
Exécutants étrangers	83	98	86	77	75	69	72	72	70	62
TOTAL	1 089	1 109	1 066	1 103	1 211	1 082	1 124	1 149	1 307	1 399

Voir notes à la fin de la section.

TABLEAU 1.17 Dépenses fédérales, selon l'activité et l'exécutant, 1999-2000

Activité	Exécutant							Total
	Intra-muros	Entreprises commerciales	Enseignement supérieur	Institutions à but non lucratif	Admin. provin. et municipales	Exécutants étrangers	Autres exécutants	
en millions de dollars								
R-D								
R-D interne	1 401	...	...	...	...	...	...	1 401
Contrats de R-D	37	362	21	5	2	14	11	452
Contrats secondaires	82	...	...	...	...	...	...	82
Subventions et contributions de R-D	...	340	958	115	11	92	27	1 543
Bourses de recherche	9	12	31	10	-	13	8	82
Administration des programmes extra-muros	186	...	...	...	...	...	...	186
Dépenses en immobilisations	144	...	...	...	...	...	...	144
Total partiel R-D	1 859	713	1 010	130	13	118	46	3 890
ASC								
Collecte de données	1 063	43	10	18	3	7	3	1 146
Services de renseignements ⁵	380	13	12	13	-	24	4	446
Études et services spéciaux ⁶	231	154	5	17	2	70	7	485
Aide à l'éducation	9	3	136	4	-	10	6	168
Administration des programmes extra-muros	40	...	...	...	...	...	...	40
Dépenses en immobilisations	77	...	...	...	...	...	...	77
Total partiel ASC	1 799	212	164	51	5	111	20	2 362
TOTAL	3 658	926	1 173	181	18	229	66	6 252

Voir notes à la fin de la section.

TABLEAU 1.18 Dépenses fédérales, selon l'activité et l'exécutant, 2000-2001^P

Activité	Exécutant							Total
	Intra-muros	Entreprises commerciales	Enseignement supérieur	Institutions à but non lucratif	Admin. provin. et municipales	Exécutants étrangers	Autres exécutants	
en millions de dollars								
R-D								
R-D interne	1 447	...	...	...	...	...	...	1 447
Contrats de R-D	37	380	22	6	2	12	9	467
Contrats secondaires	69	...	...	...	...	...	...	69
Subventions et contributions de R-D	...	462	1 141	73	12	85	25	1 798
Bourses de recherche	10	12	37	9	--	8	9	97
Administration des programmes extra-muros	219	...	...	...	...	...	...	219
Dépenses en immobilisations	140	...	...	...	...	...	...	140
Total partiel R-D	1 909	854	1 200	88	14	104	43	4 211
ASC								
Collecte de données	1 225	48	11	18	3	7	3	1 314
Services de renseignements ⁵	429	15	11	12	--	25	4	498
Études et services spéciaux ⁶	247	183	5	15	--	69	7	527
Aide à l'éducation	10	3	127	3	-	22	8	174
Administration des programmes extra-muros	45	...	...	...	...	...	...	45
Dépenses en immobilisations	78	...	...	...	...	...	...	78
Total partiel ASC	2 034	250	154	49	3	123	22	2 635
TOTAL	3 942	1 104	1 354	136	17	228	65	6 846

Voir notes à la fin de la section.

TABLEAU 1.19 Dépenses fédérales, selon l'activité et l'exécutant, 2001-2002^e

Activité	Exécutant							Total
	Intra-muros	Entreprises commerciales	Enseignement supérieur	Institutions à but non lucratif	Admin. provin. et municipales	Exécutants étrangers	Autres exécutants	
en millions de dollars								
R-D								
R-D interne	1 446	...	...	...	...	...	...	1 446
Contrats de R-D	37	377	23	6	2	13	10	468
Contrats secondaires	74	...	...	...	...	...	...	74
Subventions et contributions de R-D	...	534	1 363	170	10	74	24	2 175
Bourses de recherche	10	12	40	9	-	15	11	85
Administration des programmes extra-muros	205	...	...	...	...	...	...	205
Dépenses en immobilisations	167	...	...	...	...	...	...	167
Total partiel R-D	1 953	924	1 426	186	12	101	45	4 646
ASC								
Collecte de données	1 361	48	5	17	2	7	3	1 442
Services de renseignements ⁵	429	14	15	14	--	24	5	500
Études et services spéciaux ⁶	244	170	4	12	--	59	4	494
Aide à l'éducation	9	3	147	4	-	23	10	197
Administration des programmes extra-muros	43	...	...	...	...	...	...	43
Dépenses en immobilisations	69	...	...	...	...	...	...	69
Total partiel ASC	2 155	235	172	46	3	113	21	2 745
TOTAL	4 108	1 159	1 598	232	15	214	66	7 391

Voir notes à la fin de la section.

TABLEAU 1.20 Dépenses fédérales en S-T, des ministères ou organismes, 1992-1993 à 2001-2002^e

Ministère ou organisme	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96	1996-97	1997-98	1998-99	1999-2000 ^f	2000-2001 ^p	2001-2002 ^e
en millions de dollars										
ACIA	..	..	..	..	28	30	30	32	36	33
AIN	16	16	13	8	5	4	2	4	4	4
APECA	16	35	41	34	21	7	29	27	25	14
BCP	24	28	4	2	--	--	--	5	6	3
BFDR / DEC(Qué)	29	31	35	25	29	22	23	13	10	6
BSTC	--	--	...	...	...	...	...	...	...	...
CC	34	...	...	...	...	...	...	...	...	...
CCÉA	8	8	7	7	4	3	3	...	...	...
CCDP	1	--	1	1	--	1	1	1	1	1
CCG	--	1	2	2	2	1	2	1	2	2
CCN	1	--	...	...	...	...	...	...	...	...
CCSN	...	...	...	...	...	...	...	3	3	3
CFC	--	--	--	1	1	2	4	3	4	4
CFP	1	1	1	1	2	7	6	7	7	7
C-I	...	1	2	1	2	2	2	3	4	4
CLO	5	5	4	3	4	1	1	1	1	1
DEOC	24	30	18	16	14	9	13	24	43	43
FIN	24	24	22	20	19	20	22	26	24	24
GC	...	...	...	...	...	...	...	...	...	47
GRC	1	1	1	--	1	1	1	1	1	1
IC	2	...	...	...	...	...	...	...	...	...
JUS	6	7	7	6	6	6	9	14	14	14
MBA	29	30	34	37	33	46	49	42	42	46
M-C	9	...	...	...	...	...	...	...	...	...
MCN	20	22	26	29	35	26	23	23	26	26
MNST	18	18	24	24	25	24	23	24	26	25
ONE	3	5	5	4	3	2	1	1	1	1
ONF	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
ONT	1	1	1	...	...	...	...	...	...	...
PCC	-	--	1	1	--	--	...	...	...	...
REVN / ADRC	7	7	8	7	6	7	9	9	7	7
SCHL	23	23	24	21	19	20	25	30	24	26
SE	6	--	...	...	...	...	...	...	...	...
SGEN	7	7	6	6	6	5	5	5	6	6
SRC	7	8	8	7	7	6	...	...	...	...
TP	7	...	...	...	...	...	...	...	...	...
TP-SG	...	7	6	6	6	5	6	6	6	6
TPT	28	30	30	21	17	20	20	17	20	21
TRAV	1	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres ministères ou organismes	359	347	333	292	297	278	310	324	343	375
Principaux ministères ou organismes*	5 421	5 604	5 494	5 401	5 397	5 231	5 492	5 928	6 503	7 016
Total	5 780	5 951	5 827	5 693	5 694	5 509	5 802	6 252	6 846	7 391

*Voir le tableau 1.10

TABLEAU 1.21 Dépenses intra-muros fédérales en R-D, selon le ministère ou l'organisme, 1992-1993 à 2001-2002^e

Ministère ou organisme	1992-93 ^f	1993-94 ^f	1994-95 ^f	1995-96 ^f	1996-97 ^f	1997-98 ^f	1998-99 ^f	1999-2000 ^f	2000-2001 ^p	2001-2002 ^e
en millions de dollars										
ACIA	...	...	...	...	12	13	11	10	15	13
AGR	304	313	306	317	346	338	333	351	319	326
ASC	78	79	54	63	57	49	81	51	58	69
CNR	343	326	321	294	300	340	349	389	437	465
COMM	31	...	...	...	...	...	...	...	...	...
CRDI	22	21	21	20	28	27	28	38	37	35
CRSNG	16	17	17	17	17	17	20	22	25	27
DEFN	159	145	146	127	136	140	142	173	160	157
ÉACL	138	136	140	143	219	154	114	123	127	131
EMR	226	223	...	...	...	...	...	...	...	...
ENV ¹	107	120	146	131	113	106	93	115	126	123
FOR	76	80	...	...	...	...	...	...	...	...
IND ²	21	77	85	82	43	38	39	39	38	41
P - O	101	110	111	89	92	75	105	108	122	121
RNCan	...	...	305	342	320	309	303	307	291	296
SC	23	34	29	33	41	40	39	43	52	43
Autres	71	76	73	69	68	74	86	133	102	106
Total	1 716	1 757	1 754	1 727	1 792	1 720	1 743	1 859	1 909	1 953

¹ La réorganisation du gouvernement a rattaché le Service canadien des parcs au ministère du Patrimoine canadien à partir de 1994-1995. L'Agence Parcs Canada a été créée par une loi qui est entrée en vigueur en décembre 1998.

² Les données d'Industrie Canada, 1993-1994 reflètent la réorganisation d'Industrie, Science et Technologie Canada et certains éléments de programmes du ministère des Communications, de Consommation et Affaires commerciales et d'Investissement Canada.

³ Dépenses déclarées selon la source de financement, en occurrence l'administration fédérale, et non par l'exécutant.

⁴ Les autres exécutants canadiens incluent les administrations provinciales et municipales.

⁵ Comprend services de renseignements et musées.

⁶ Comprend essai et normalisation, études économiques et de faisabilité et études sur les opérations et la politique.

2. Personnel fédéral

2. Personnel fédéral

Dans cette section les données sur les dépenses intra-muros sont complétées par des données sur les années-personnes allouées aux activités scientifiques et technologiques.

Une année-personne est la mesure du temps réellement consacré aux activités scientifiques. Un employé qui se livre à des activités scientifiques pendant six mois représente l'équivalence plein temps (ÉPT) de 0.5 année-personne.

Les statistiques pour 2001-2002 au titre du personnel étaient fondées sur les projections des ministères et organismes au début de l'exercice financier.

En 2001-2002, 31 681 années-personnes de l'administration fédérale étaient employées à des activités S-T, dont 55 % travailleront à des activités scientifiques connexes.

Le tableau 2.1 montre les comparaisons internationales du personnel total de R-D du secteur de l'État.

TABLEAU 2.1 Personnel total de R-D du secteur de l'État (ÉPT) dans certains pays de l'OCDE

Pays	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
	Équivalents temps plein							
Australie	19 804	..	19 309	..	19 388	..	18 946	..
Autriche	..	2 107	..	..	..	..	..	..
Belgique	..	2 019	2 026	2 019	2 012	2 070	..	..
Canada*	20 074	19 820	19 246	17 743	16 613	15 645	15 296	15 698
Danemark	4 648	4 916	..	5 439	5 506	5 675	..	6 236
Finlande	..	6 655	6 849	6 430	..	6 826	7 498	7 454
France	67 934	67 958	68 082	68 539	69 184	52 693	52 082	..
Allemagne	73 500	71 363	72 825	75 148	74 725	73 495	73 369	72 700
Italie	32 868	33 164	32 768	33 039	32 225	31 292	..	..
Japon	55 376	56 015	55 633	55 990	56 176	56 554	58 762	59 025
Pays-Bas	14 930	15 190	15 970	16 020	16 030	16 160	16 451	..
Espagne	16 678	17 266	17 546	17 153	17 866	19 189	20 170	22 283
Suède	..	3 289	..	3 518	..	3 334	..	3 195
Royaume-Uni	38 000	34 000	32 000	28 919	27 486	25 897	29 197	29 672
États-Unis	..	..	..	..	..	..	..	..

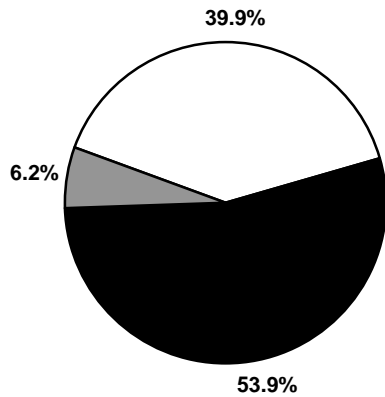
* Comprend le personnel des administrations provinciales.

Source: OCDE. Principaux indicateurs de la science et de la technologie 2001.

Graphique 2.1

Personnel fédéral affecté aux activités de S-T, 2001-2002^e

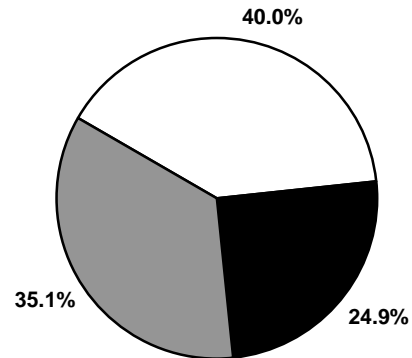
Par activité



- Personnel affecté à la R-D
- Personnel affecté aux ASC
- ▒ Personnel affecté à l'administration des programmes extra-muros

Source: Tableau 2.2.

Par catégorie



- Scientifiques et professionnels
- Techniciens
- ▒ Personnel auxiliaires

Source: Tableau 2.5.

Le nombre total d'employés affectés à des activités scientifiques et technologiques au sein de l'administration fédérale demeurait relativement stable au cours de la période 1991-1992 à 1993-1994. Cependant, le total estimé des années-personnes a diminué de 4 660 ou 13,7 % pour la période 1993-1994 à 1998-1999, soit une moyenne de 2,7 % par année. Une augmentation de 1,1 % était prévue pour l'année 2001-2002 soit 355 années-personnes.

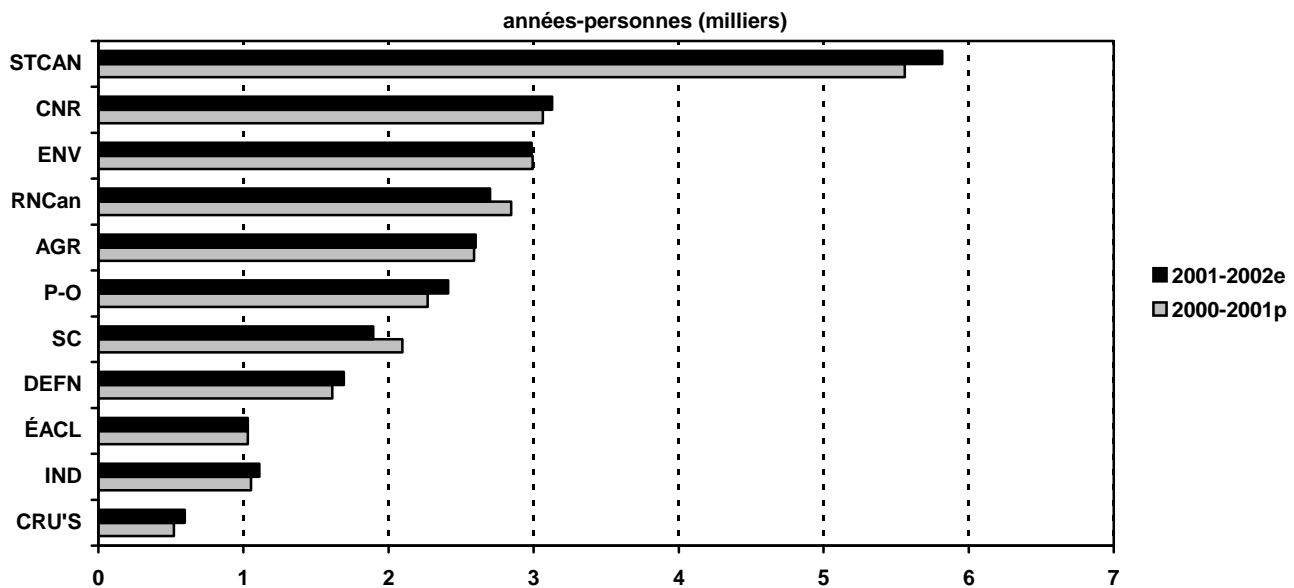
En 2001-2002, 66 % des années-personnes estimées seront affectées aux sciences naturelles et génie, dont 65 % travailleront à la recherche et au développement (R-D). Par ailleurs, le personnel en sciences sociales et humaines comptera pour 34 % du total, dont seulement 5 % sera affecté aux travaux de R-D.

Dans le domaine des activités S-T en sciences sociales et humaines, Statistique Canada demeure l'employeur le plus important. Notons que le recensement de 2001 est la raison de l'augmentation importante du personnel de Statistique Canada pour les années 2000-2001 et 2001-2002.

Soixante-cinq pourcent des employés en S-T sont répartis dans deux catégories d'emploi : la catégorie scientifique et professionnelle (40 %) et la catégorie technique (25 %).

Graphique 2.2

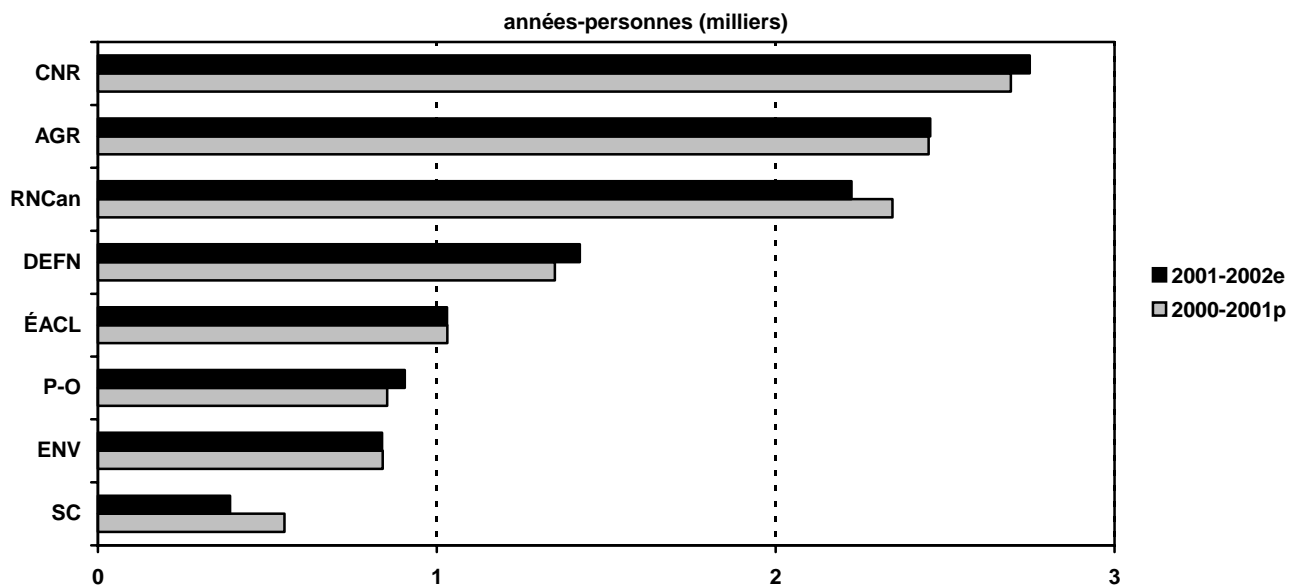
Personnel fédéral affecté aux activités de S-T, selon le ministère ou l'organisme, 2000-2001^p et 2001-2002^e



Source: Tableau 2.3

Graphique 2.3

Personnel fédéral affecté aux activités de R-D, selon le ministère ou l'organisme, 2000-2001^p et 2001-2002^e



Source :Tableau 2.4

TABLEAU 2.2 Personnel fédéral affecté aux activités de S-T, 1992-1993 à 2001-2002^e

Activité	1992-93 ^f	1993-94 ^f	1994-95 ^f	1995-96 ^f	1996-97 ^f	1997-98 ^f	1998-99 ^f	1999-2000 ^f	2000-2001 ^p	2001-2002 ^e
années-personnes										
Sciences totales :										
Recherche et développement	15 834	15 818	15 369	14 312	13 645	12 798	12 533	12 765	12 692	12 633
Activités scientifiques connexes	16 797	16 473	16 189	16 021	15 329	15 437	15 372	16 189	16 734	17 092
Administration des programmes R-D extra-muros	1 437	1 419	1 363	1 243	1 191	1 155	1 196	1 315	1 448	1 489
Administration des programmes ASC extra-muros	420	435	429	430	429	398	384	441	451	467
Total	34 489	34 145	33 349	32 005	30 594	29 787	29 485	30 711	31 326	31 681
Sciences naturelles et génie :										
Recherche et développement	15 416	15 405	14 966	13 926	13 235	12 429	12 179	12 353	12 309	12 255
Activités scientifiques connexes	7 623	7 434	7 155	7 129	6 487	6 656	6 457	7 035	7 070	7 128
Administration des programmes R-D extra-muros	1 219	1 195	1 148	1 045	1 025	998	1 039	1 144	1 271	1 314
Administration des programmes ASC extra-muros	260	266	247	255	259	230	217	241	240	245
Total	24 518	24 300	23 516	22 355	21 006	20 313	19 891	20 773	20 890	20 942
Sciences sociales et humaines :										
Recherche et développement	418	413	403	385	410	369	355	412	383	378
Activités scientifiques connexes	9 174	9 039	9 034	8 892	8 842	8 781	8 915	9 154	9 664	9 964
Administration des programmes R-D extra-muros	218	224	215	198	166	157	157	171	177	175
Administration des programmes ASC extra-muros	160	169	181	175	170	168	167	200	212	222
Total	9 971	9 845	9 833	9 650	9 588	9 475	9 594	9 938	10 436	10 739

TABLEAU 2.3 Personnel fédéral affecté aux activités de S-T, selon les principaux ministères ou organismes, 1992-1993 à 2001-2002^e

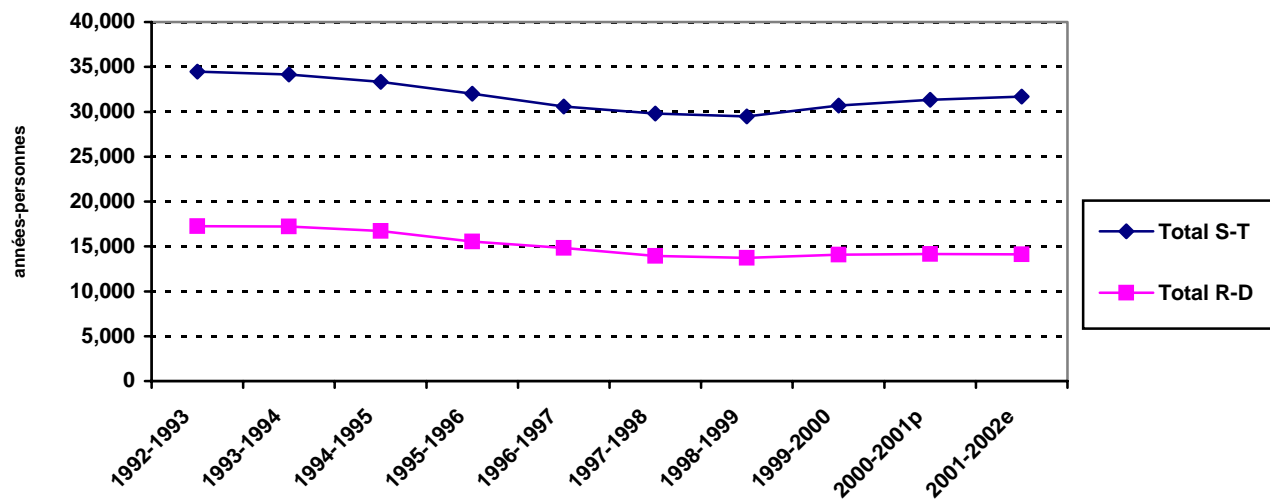
Ministère ou organisme	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96	1996-97	1997-98	1998-99 ^r	1999-2000 ^r	2000-2001 ^p	2001-2002 ^e
	années-personnes									
Agriculture	3 681	3 726	3 635	3 365	2 981	2 593	2 569	2 546	2 590	2 600
Énergie atomique du Canada, Limitée	2 762	2 572	2 568	2 560	1 700	1 460	1 195	1 170	1 031	1 030
Patrimoine Canadien	...	...	708	628	565	537	...	...	...	...
Environnement ¹	4 702	4 662	3 523	3 417	2 967	2 901	2 844	3 001	2 993	2 987
Pêches et océans	2 332	2 182	2 101	2 318	2 319	2 124	2 059	2 257	2 270	2 410
Santé Canada	1 399	1 359	1 412	1 334	1 622	1 872	1 807	1 911	2 096	1 895
Communications	461	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Industrie Canada	...	1 064	878	880	901	931	1 001	987	1 053	1 110
Défense nationale	1 828	1 819	1 664	1 248	1 428	1 424	1 567	1 560	1 612	1 691
Conseil national de recherches du Canada	3 220	3 325	3 307	3 099	3 097	3 202	3 266	3 310	3 063	3 127
Énergie, Mines et Ressources	2 638	2 607	...	...	...	...	...	...	...	...
Forêts	957	993	...	...	...	...	...	...	...	...
Ressources naturelles Canada	...	...	3 562	3 265	3 052	2 848	2 698	2 807	2 845	2 699
Statistique Canada	4 617	4 489	4 607	4 894	5 004	4 959	5 042	5 096	5 560	5 818
Autres	5 892	5 347	5 384	4 997	4 958	4 936	5 437	6 066	6 213	6 314
Total	34 489	34 145	33 349	32 005	30 594	29 787	29 485	30 711	31 326	31 681

^r La réorganisation du gouvernement a rattaché le Service canadien des parcs au ministère du Patrimoine canadien à partir de 1994-1995.

TABLEAU 2.4 Personnel fédéral affecté aux activités de R-D, selon les principaux ministères ou organismes, 1992-1993 à 2001-2002^e

Ministère ou organisme	1992-93 ^f	1993-94 ^f	1994-95 ^f	1995-96 ^f	1996-97 ^f	1997-98 ^f	1998-99 ^f	1999-2000 ^f	2000-2001 ^p	2001-2002 ^e
	années-personnes									
Agriculture	3 294	3 327	3 244	3 011	2 820	2 427	2 426	2 410	2 452	2 456
Énergie atomique du Canada, Limitée	2 240	2 147	2 024	2 015	1 700	1 460	1 195	1 170	1 031	1 030
Environnement	794	784	815	976	832	771	736	830	840	838
Pêches et océans	1 099	1 042	1 004	902	877	798	772	853	853	905
Santé Canada	337	322	327	353	477	539	517	515	550	390
Communications	360	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Industrie Canada ¹	...	519	428	411	360	350	395	401	435	454
Défense nationale	1 748	1 742	1 602	1 179	1 236	1 169	1 298	1 291	1 348	1 422
Conseil national de recherches du Canada	2 796	2 926	2 897	2 692	2 651	2 729	2 777	2 808	2 694	2 750
Énergie, Mines et Ressources	2 212	2 179	...	...	...	...	...	...	...	...
Forêts	812	833	...	...	...	...	...	...	...	...
Ressources naturelles Canada	...	...	2 976	2 646	2 536	2 371	2 284	2 306	2 345	2 224
Statistique Canada	133	118	118	127	125	144	141	158	136	136
Autres	1 446	1 298	1 297	1 243	1 222	1 194	1 188	1 338	1 457	1 517
Total	17 271	17 237	16 732	15 555	14 836	13 952	13 729	14 080	14 141	14 122

^f Les données d'Industrie Canada, 1994-1995 reflètent la réorganisation d'Industrie, Sciences et Technologie Canada et de certains éléments de programme du ministère des Communications, de Consommation et Affaires commerciales et d'Investissement Canada.

Graphique 2.4
Personnel fédéral affecté aux activités de R-D et S-T, 1992-1993 à 2001-2002^e


Source: Tableaux 2.3 et 2.4

TABLEAU 2.5 Personnel fédéral affecté aux activités en S-T, selon la catégorie et l'activité, 1992-1993 à 2001-2002^e

Catégorie	1992-93 ^f	1993-94 ^f	1994-95 ^f	1995-96 ^f	1996-97 ^f	1997-98 ^f	1998-99 ^f	1999-2000 ^f	2000-2001 ^p	2001-2002 ^e
années-personnes										
Personnel de S-T										
Direction	753	713	682	653	...	...	...	...	...	...
Scientifique et professionnel ¹	11 360	11 536	11 917	11 327	11 770	11 544	11 732	12 142	12 565	12 679
Administration et service extérieur	4 416	4 510	4 458	4 590	...	...	...	...	...	...
Technique ¹	8 402	8 526	8 196	7 846	7 773	7 653	7 426	7 775	7 849	7 880
Soutien administratif ¹	6 369	5 674	5 001	4 786	11 051	10 590	10 327	10 794	10 912	11 122
Exploitation	2 996	2 992	2 906	2 726	...	...	...	...	...	...
Personnel militaire	194	195	188	76	...	...	...	...	...	...
Personnel total de S-T²	34 489	34 145	33 349	32 005	30 594	29 787	29 485	30 711	31 326	31 681
Personnel de R-D										
Direction	266	253	232	229	...	...	...	...	...	...
Scientifique et professionnel ¹	6 311	6 389	6 341	5 999	6 312	5 848	5 852	6 018	6 273	6 290
Administration et service extérieur	1 513	1 603	1 550	1 560	...	...	...	...	...	...
Technique ¹	4 483	4 523	4 689	4 296	4 098	3 906	3 824	3 870	3 800	3 708
Soutien administratif ¹	2 424	2 272	1 863	1 727	4 426	4 198	4 053	4 192	4 068	4 124
Exploitation	2 097	2 019	1 883	1 677	...	...	...	...	...	...
Personnel militaire	177	179	173	67	...	...	...	...	...	...
Personnel total de R-D²	17 271	17 237	16 732	15 555	14 836	13 952	13 729	14 080	14 141	14 122

¹ Les catégories de ressources humaines ont été réduites de sept à trois catégories : le personnel scientifique et professionnel (inclu le personnel de direction), le personnel technique et le personnel de soutien administratif (inclu le personnel d'administration et de service extérieur, d'exploitation et militaire).

² Incluant le personnel affecté à l'administration des programmes extra-muros.

TABLEAU 2.6 Personnel fédéral affecté aux activités de S-T, selon la catégorie et les principaux ministères ou organismes, 2001-2002^e

Ministère ou organisme	Personnel de R-D ¹				Personnel de S-T ¹			
	Scientifique et professionnel ²	Technique	Autres ³	Total	Scientifique et professionnel ²	Technique	Autres ³	Total
années-personnes								
Agriculture	734	796	926	2 456	801	844	955	2 600
Énergie atomique du Canada Limitée	550	370	110	1 030	550	370	110	1 030
Environnement	505	215	117	838	1 455	896	636	2 987
Pêches et océans	345	352	208	905	936	909	566	2 410
Santé Canada	201	167	22	390	1 168	383	344	1 895
Industrie Canada	196	26	232	454	393	32	685	1 110
Défense nationale	693	285	444	1 422	846	354	492	1 692
Conseil national de recherches du Canada	1 217	753	780	2 750	1 388	814	925	3 127
Ressources naturelles Canada	1 237	584	403	2 224	1 413	794	492	2 699
Statistique Canada	87	11	38	136	1 299	1 468	3 051	5 818
Autres	525	149	844	1 517	2 430	1 016	2 866	6 312
Total	6 290	3 708	4 124	14 122	12 679	7 880	11 122	31 681

¹ Incluant le personnel affecté à l'administration des programmes extra-muros.

² Comprend le personnel de la direction.

³ Comprend le personnel dans les catégories de l'administration, soutien administratif, du service extérieur, de l'exploitation et du personnel militaire.

TABLEAU 2.7 Personnel fédéral affecté aux activités de S-T en sciences naturelles et génie, selon la catégorie et l'activité, 1992-1993 à 2001-2002^e

Catégorie	1992-93 ^f	1993-94 ^f	1994-95 ^f	1995-96 ^f	1996-97 ^f	1997-98 ^f	1998-99 ^f	1999-2000 ^f	2000-2001 ^p	2001-2002 ^e
années-personnes										
Personnel de S-T										
Direction	387	370	342	329	...	...	...	...	...	...
Scientifique et professionnel ¹	8 777	8 839	9 158	8 709	8 937	8 655	8 681	9 005	9 325	9 348
Administration et service extérieur	2 257	2 301	2 217	2 231	...	...	...	...	...	...
Technique ¹	6 751	6 782	6 474	6 131	6 020	5 816	5 553	5 833	5 770	5 713
Soutien administratif ¹	3 688	3 333	2 707	2 591	6 049	5 842	5 657	5 935	5 795	5 881
Exploitation	2 493	2 507	2 453	2 308	...	...	...	...	...	...
Personnel militaire	167	168	66	54	...	...	...	...	...	...
Personnel total de S-T²	24 518	24 300	23 516	22 355	21 006	20 313	19 891	20 773	20 890	20 942
Personnel de R-D										
Direction	240	229	208	204	...	...	...	...	...	...
Scientifique et professionnel ¹	6 077	6 156	6 107	5 783	6 032	5 609	5 617	5 749	6 020	6 045
Administration et service extérieur	1 403	1 490	1 448	1 461	...	...	...	...	...	...
Technique ¹	4 408	4 448	4 620	4 231	4 039	3 837	3 761	3 795	3 725	3 636
Soutien administratif ¹	2 260	2 108	1 697	1 570	4 188	3 981	3 839	3 953	3 835	3 888
Exploitation	2 086	2 007	1 874	1 668	...	...	...	...	...	...
Personnel militaire	161	162	160	54	...	...	...	...	...	...
Personnel total de R-D²	16 635	16 600	16 114	14 971	14 260	13 427	13 217	13 497	13 580	13 569

¹ Les catégories de ressources humaines ont été réduites de sept à trois catégories : le personnel scientifique et professionnel (inclu le personnel de direction), le personnel technique et le personnel de soutien administratif (inclu le personnel d'administration et de service extérieur, d'exploitation et militaire).

² Incluant le personnel affecté à l'administration des programmes extra-muros.

TABLEAU 2.8 Personnel fédéral affecté aux activités de S-T en sciences sociales et humaines, selon la catégorie et l'activité, 1992-1993 à 2001-2002^e

Catégorie	1992-93 ^f	1993-94 ^f	1994-95 ^f	1995-96 ^f	1996-97 ^f	1997-98 ^f	1998-99 ^f	1999-2000 ^f	2000-2001 ^p	2001-2002 ^e
	années-personnes									
Personnel de S-T										
Direction	366	343	341	324	...	...	...	...	...	...
Scientifique et professionnel ¹	2 583	2 697	2 759	2 618	2 833	2 889	3 051	3 137	3 239	3 331
Administration et service extérieur	2 160	2 209	2 242	2 359	...	...	...	...	...	...
Technique ¹	1 651	1 744	1 723	1 715	1 752	1 837	1 873	1 942	2 079	2 167
Soutien administratif ¹	2 681	2 341	2 295	2 195	5 003	4 748	4 670	4 859	5 118	5 240
Exploitation	503	485	453	417	...	...	...	...	...	...
Personnel militaire	27	27	22	22	...	...	...	...	...	...
Personnel total de S-T²	9 971	9 845	9 833	9 651	9 588	9 475	9 594	9 938	10 436	10 739
Personnel de R-D										
Direction	25	24	24	25	...	...	...	...	...	...
Scientifique et professionnel ¹	235	233	234	217	279	240	236	269	253	245
Administration et service extérieur	110	113	103	98	...	...	...	...	...	...
Technique ¹	75	75	69	65	58	69	63	75	76	72
Soutien administratif ¹	164	164	166	157	238	217	213	239	232	236
Exploitation	11	12	9	9	...	...	...	...	...	...
Personnel militaire	17	17	13	13	...	...	...	...	...	...
Personnel total de R-D²	637	638	618	584	576	526	512	583	561	553

¹ Les catégories de ressources humaines ont été réduites de sept à trois catégories : le personnel scientifique et professionnel (inclu le personnel de direction), le personnel technique et le personnel de soutien administratif (inclu le personnel d'administration et de service extérieur, d'exploitation et militaire).

² Incluant le personnel affecté à l'administration des programmes extra-muros

3. Faits saillants des ministères ou organismes

3. Dépenses et personnel des ministères ou organismes affectés aux sciences et à la technologie

Cette section fournit des renseignements sur les programmes et les activités scientifiques exécutés par les ministères et organismes en conformité avec leur mandat. Les ministères et organismes les plus importants pour l'exécution et le financement sont examinés séparément. À des fins de comparaison, nous avons regroupé les trois conseils de recherche universitaires au Tableau 3.18.

Les ministères qui dépensaient le plus au titre des activités scientifiques en 2001-2002 étaient Environnement Canada, le Conseil national de recherches, le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, et Statistique Canada. En effet, en 2001-2002, ils comptaient pour 34 % du total des dépenses. Les trois conseils de recherche : les Instituts de recherche en santé du Canada, le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, le Conseil de recherches en sciences sociales et humaines et la Fondation canadienne pour l'innovation étaient à l'origine de 89 % du financement des dépenses de l'administration fédérale dans le secteur universitaire.

Le Conseil national de recherches, les ministères de l'Agriculture, de l'Environnement, Pêches et Océans, Statistique Canada, et Ressources naturelles étaient les principaux exécutants des activités S-T du gouvernement fédéral. Ensemble, ils comptaient pour 65 % des activités intra-muros.

Graphique 3.1

Dépenses fédérales en S-T, selon le ministère ou l'organisme, 2001-2002^o (Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente)

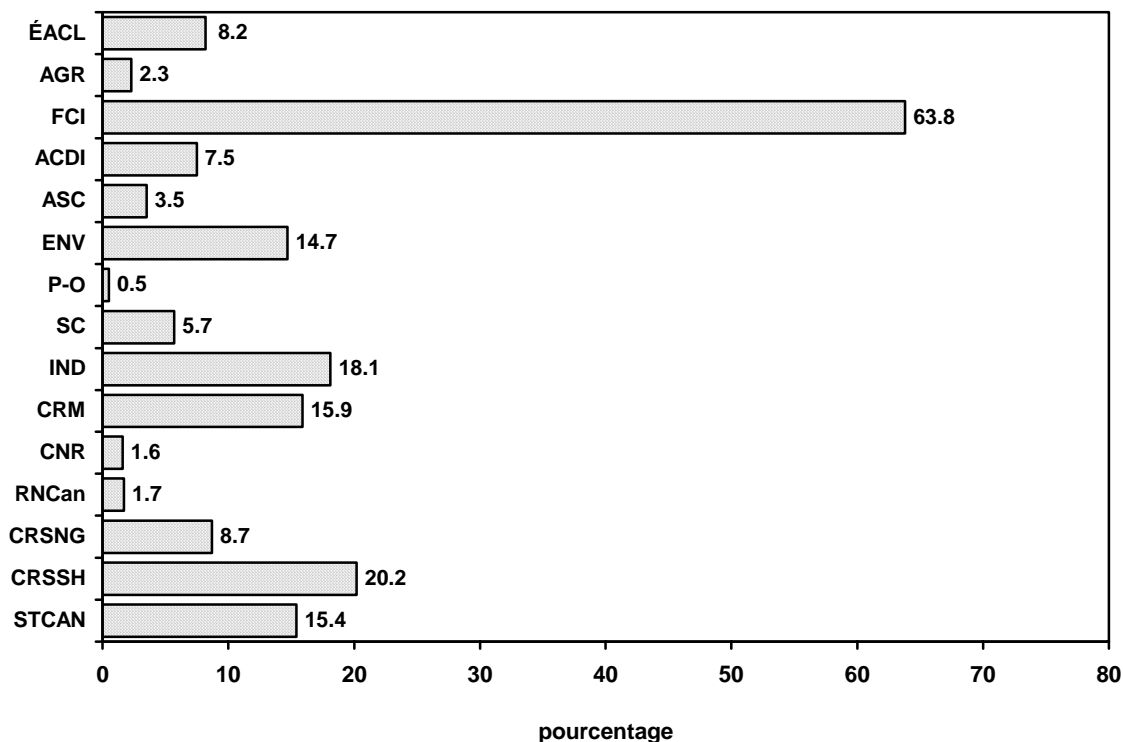


TABLEAU 3.1 Pourcentage des dépenses fédérales au titre de la S-T et R-D au budget fédéral des dépenses principales selon les principaux ministères, 2001-2002^o

Ministère ou organisme	Budget des dépenses principales ¹		S - T		R - D	
	000 000\$		000 000\$	% ²	000 000\$	% ²
ACDI	1 793		344	19.2	39	2.2
ASC	352		355	100.9	341	96.9
AGR	1 832		363	19.8	345	18.8
CNR	577		660	114.4	599	103.8
CRSNG	607		613	101.0	539	88.8
CRSSH	161		183	113.7	133	82.6
DEFN	11 390		324	2.8	283	2.5
ÉACL	122		147	120.5	147	120.5
ENV	622		571	91.8	195	31.4
IND	1 207		486	40.3	420	34.8
IRSC	431		476	110.4	458	106.3
P-O	1 310		323	24.7	123	9.4
RNCan	639		408	63.8	362	56.7
SC	2 302		260	11.3	55	2.4
STCAN	547		683	124.9	13	2.4
Autres	141 344		1 195	0.8	594	0.4
Total	165 236		7 391		4 646	

¹ Partie 1, Plan de dépenses du gouvernement, Budget des dépenses.

² La S-T et la R-D de certains ministères excèdent 100 % du Budget fédéral des dépenses principales dû aux recettes, aux revenus ainsi qu'aux coûts des services fournis par d'autres ministères sans frais.

Agriculture et agro-alimentaire Canada (AGR)

Le mandat d'Agriculture et agro-alimentaire Canada en matière de R-D est "d'améliorer la compétitivité du secteur agricole et agro-alimentaire canadien par le développement et le transfert de technologies novatrices"⁶. Le ministère Agriculture et agro-alimentaire Canada, prévoit dépenser 363 millions de dollars aux activités de S-T en 2001-2002, dont 95 % pour la R-D. La presque totalité du budget de S-T sera affectée à des activités intra-muros ; seulement 5 % des dépenses sont réparties entre le secteur industriel, les universités et les autres exécutants. Des activités de S-T du ministère sont exécutés par l'entremise de centres de recherches dans tout le Canada qui mettent l'accent sur les problèmes propres à chaque région. Le ministère administre aussi les centres de recherches sur les propriétés des sols, la foresterie, l'utilisation et la gestion des eaux, l'énergie, la qualité de l'environnement et l'accroissement de la production, notamment le croisement d'animaux, l'engraissement en parcs, l'amélioration génétique, la transformation, la distribution, la vente au détail et les préoccupations des consommateurs.

TABLEAU 3.2 Agriculture et agro-alimentaire Canada : Ressources en S-T, selon l'activité et l'exécutant, 1992-1993 à 2001-2002⁹

Ressources en S-T	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96	1996-97	1997-98	1998-99 ^f	1999-2000 ^f	2000-2001 ^p	2001-2002 ^e
	en millions de dollars									
Dépenses totales en S-T	357	366	356	358	368	359	351	387	354	363
SNG	345	354	347	348	359	350	344	380	348	356
R-D ¹	319	328	321	327	350	340	335	370	338	345
ASC	26	26	26	21	9	10	9	10	9	11
SSH	12	12	9	10	9	9	7	7	7	7
R-D ¹	--	--	2	--	--	-	-	-	-	-
ASC	12	12	7	10	9	9	7	7	7	7
Dépenses totales en immobilisations	41	22	24	23	35	34	32	26	24	25
	pourcentage									
Selon l'exécutant										
Intra-muros	95	95	94	96	98	99	99	95	94	94
Entreprises commerciales	2	2	2	1	1	--	--	--	--	--
Enseignement supérieur	1	1	1	1	--	--	--	--	--	--
Autres canadiens ³	2	2	3	2	--	--	--	5	5	5
Étranger	--	--	--	--	1	1	--	--	--	--
	années-personnes									
Personnel en S-T										
Total	3 681	3 726	3 635	3 635	2 981	2 593	2 569	2 546	2 590	2 600
Scientifique et professionnel ⁴	1 011	1 039	1 044	1 014	866	748	789	780	799	801
Technique	1 198	1 228	1 190	1 119	947	836	812	810	834	844
Autres ⁵	1 472	1 459	1 401	1 232	1 168	1 009	968	956	957	955

Voir notes à la fin de la section.

Énergie atomique du Canada Limitée (ÉACL)

ÉACL a été établie en 1952 pour entreprendre la recherche en énergie atomique et aussi pour préparer et développer les applications commerciales. En 2001-2002, Énergie atomique du Canada Limitée prévoit dépenser 147 millions de dollars dans le domaine des sciences naturelles et génie à la recherche et au développement. Quatre-vingt-treize pour cent des activités seront exécutées intra-muros, dans ses propres laboratoires. L'ÉACL exploite deux établissements de recherche majeurs, les laboratoires nucléaires de Chalk River et l'établissement de recherche nucléaire de Whiteshell, Pinawa, Manitoba. Les laboratoires de Whiteshell sont actuellement en mode de fermeture en préparation du déclassement.

TABLEAU 3.3 Énergie atomique du Canada : Ressources en S-T, selon l'activité et l'exécutant, 1992-1993 à 2001-2002^e

Ressources en S-T	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96	1996-97	1997-98	1998-99	1999-2000 ^r	2000-2001 ^p	2001-2002 ^e
	en millions de dollars									
Dépenses totales en S-T	167	161	169	168	240	174	135	132	136	147
SNG	167	161	169	168	240	174	135	132	136	147
R-D ¹	159	155	163	163	240	174	135	132	136	147
ASC	8	6	6	5	-	-	-	-	-	-
Dépenses totales en immobilisations	11	5	8	7	-	--	1	--	1	3
	pourcentage									
Selon l'exécutant										
Intra-muros	87	88	86	88	91	89	84	93	93	89
Entreprises commerciales	9	9	12	9	7	8	12	5	6	10
Enseignement supérieur	1	1	1	1	--	--	1	--	--	--
Autres canadiens ³	2	--	--	--	-	-	-	-	--	--
Étranger	1	2	1	2	2	3	3	2	1	1
	années-personnes									
Personnel en S-T										
Total	2 762	2 572	2 568	2 560	1 700	1 460	1 195	1 170	1 031	1 030
Scientifique et professionnel ⁴	930	870	891	897	780	670	578	576	549	550
Technique	682	674	754	745	550	470	392	391	370	370
Autres ⁵	1 150	1 028	923	918	370	320	225	203	112	110

Voir notes à la fin de la section.

Fondation canadienne pour l'innovation (FCI)

Le gouvernement fédéral tient beaucoup à promouvoir l'innovation. La Fondation canadienne pour l'innovation a été créée en 1997 et dotée d'un budget de 800 millions de dollars afin de financer une infrastructure nouvelle et moderne de recherche pour les universités, collèges, hôpitaux de recherche et établissements de recherche à but non lucratif. Pour les années à venir, du financement considérable a été alloué à la FCI.

TABLEAU 3.4 Fondation canadienne pour l'innovation : Ressources en S-T, selon l'activité et l'exécutant, 1997-1998 à 2001-2002^e

Ressources en S-T	1997-98	1998-99	1999-2000 ^f	2000-2001 ^p	2001-2002 ^e
en millions de dollars					
Dépenses totales en S-T	2	31	118	187	306
SNG & SSH	2	31	118	187	306
R-D ¹	2	31	118	187	306
ASC	-	-	-	-	-
Selon l'exécutant	pourcentage				
Intra-muros	100	13	3	3	2
Enseignement supérieur	-	87	97	97	98

Voir notes à la fin de la section.

Agence canadienne de développement international (ACDI)

L'Agence canadienne de développement international, grâce à son Programme d'aide publique au développement (APD), aide les pays en voie de développement à assurer leur propre croissance économique et sociale. En 2001-2002, l'Agence engagera des dépenses de S-T de 231 millions de dollars dans le domaine des sciences naturelles et du génie, soit 67 % de son budget pour les sciences, et elle prévoit affecter 113 millions de dollars à des activités de S-T en sciences sociales et humaines soit 33 % de ce budget.

L'estimation de la composante scientifique de l'ACDI provient d'un modèle d'ordinateur basé sur les modèles typiques de dépenses antérieures. Les données obtenues devraient être considérées seulement comme des évaluations brutes étant donné que les modèles de dépenses ne sont pas facilement identifiables.

TABLEAU 3.5 Agence canadienne de développement international : Ressources en S-T, selon l'activité et l'exécutant, 1992-1993 à 2001-2002^e

Ressources en S-T	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96	1996-97	1997-98	1998-99	1999-2000 ^r	2000-2001 ^p	2001-2002 ^e
en millions de dollars										
Dépenses totales en S-T	342	333	308	334	339	303	314	335	372	344
SNG	200	186	177	218	222	194	200	216	251	231
R-D ¹	51	45	45	37	37	34	35	35	26	24
ASC	149	141	132	181	185	160	165	181	225	207
Collecte de données et services de renseignements	29	27	24	33	34	27	28	30	36	33
Études et services spéciaux	105	98	94	133	134	117	121	132	158	143
Autres ²	15	16	14	15	17	16	16	20	30	31
SSH	142	147	131	116	117	109	114	119	121	113
R-D ¹	19	16	17	15	15	14	15	15	15	14
ASC	123	131	114	101	102	95	99	104	106	98
Collecte de données et services de renseignements	37	52	31	26	26	25	25	25	25	24
Études et services spéciaux	41	38	44	38	38	34	39	41	47	37
Autres ²	45	41	39	37	38	36	35	37	34	37
Selon l'exécutant	pourcentage									
Intra-muros	3	3	4	4	4	5	5	5	5	5
Entreprises commerciales	35	34	34	48	48	46	46	47	51	51
Enseignement supérieur	23	21	21	19	19	19	18	18	14	17
Autres canadiens ³	6	6	6	5	5	5	5	4	4	5
Étranger	33	36	35	24	24	25	26	26	26	22
Personnel en S-T	années-personnes									
Total	148	142	155	188	194	194	196	210	211	211
Scientifique et professionnel ⁴	32	29	32	36	34	32	33	32	35	35
Technique	3	3	3	3	3	3	3	3	1	1
Autres ⁵	113	110	120	149	157	159	160	175	175	175

Voir notes à la fin de la section.

Agence spatiale canadienne (ASC)

Les objectifs de l'Agence spatiale canadienne sont les suivants : "le développement et la mise en application de S-T spatiales axés sur la satisfaction des besoins des canadiens et la promotion au Canada d'une industrie spatiale concurrentielle à l'échelle internationale"⁶. L'ASC est responsable de la coordination de toutes les politiques et de tous les programmes du gouvernement fédéral concernant les activités spatiales civiles menées dans les domaines de la recherche, des sciences et des technologies, du développement industriel et de la coopération internationale. En 2001-2002, l'ASC subventionnera plus de 57 % du total de 377 millions de dollars en contrats de R-D accordés à l'industrie par le gouvernement. Le total des dépenses au titre des S-T de l'ASC a diminué de 371 millions de dollars en 1992-1993 à 355 millions en 2001-2002. La totalité de ce montant servira à appuyer les sciences naturelles et le génie.

L'ASC est chargée d'assurer la mise en oeuvre des programmes suivants :

- observation de la terre
- télécommunications par satellites
- programme canadien de la Station spatiale
- programme des astronautes canadiens
- sciences spatiales
- technologie spatiale
- direction et coordination horizontale

TABLEAU 3.6 Agence spatiale canadienne : Ressources en S-T, selon l'activité et l'exécutant, 1992-1993 à 2001-2002⁹

Ressources en S-T	1992-93	1993-94	1994-95 ¹	1995-96	1996-97	1997-98	1998-99	1999-2000 ¹	2000-2001 ^P	2001-2002 ⁹
en millions de dollars										
Dépenses totales en S-T	371	387	320	299	253	230	343	305	343	355
SNG	371	387	320	299	253	230	343	305	343	355
R-D ¹	360	379	314	291	245	224	337	300	324	341
ASC	11	8	6	8	8	6	5	5	19	14
Dépenses totales en immobilisations	35	33	7	7	5	3	4	4	18	12
Selon l'exécutant										
pourcentage										
Intra-muros	24	22	19	24	25	24	25	18	22	23
Entreprises commerciales	68	69	68	62	56	62	65	70	70	68
Enseignement supérieur	2	1	2	2	3	3	2	2	2	2
Autres canadiens ³	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Étranger	6	8	11	12	16	11	8	9	6	6
Personnel en S-T										
années-personnes										
Total	341	355	355	370	392	344	324	377	419	429
Scientifique et professionnel ⁴	170	193	195	212	180	164	148	175	185	193
Technique	29	23	23	26	28	25	22	24	23	22
Autres ⁵	142	139	137	132	184	155	154	178	211	214

Voir notes à la fin de la section.

Ministère de l'Environnement (ENV)

Le ministère exécute des programmes visant à préserver la santé de la population et à protéger l'environnement, offre des services d'intervention en cas d'urgence, de prévisions et d'alertes météorologiques et environnementales visant à renforcer la sécurité de la population contre les risques environnementaux. Près de 90 % des dépenses du ministère sont affectées à des activités scientifiques et technologiques et près des deux tiers de ses employés sont classifiés dans les groupes professionnels des sciences et de la technologie.

Ce ministère appuie principalement les activités en sciences naturelles et en génie. Avec des dépenses de 571 millions en S-T pour 2001-2002, il s'agit du plus gros investisseur en S-T du gouvernement fédéral. La majeure partie du budget du ministère (78 %) est affectée aux travaux réalisés dans ses propres laboratoires, dont 66 % pour des ASC et 34 % pour la R-D. Environnement Canada exploite un réseau de laboratoires à la grandeur du pays pour l'étude des problèmes régionaux et nationaux relatifs à l'environnement.

TABLEAU 3.7 Ministère de l'Environnement: Ressources en S-T, selon l'activité et l'exécutant, 1992-1993 à 2001-2002^e

Ressources en S-T	1992-93	1993-94 ^f	1994-95	1995-96	1996-97	1997-98	1998-99	1999-2000 ^f	2000-2001 ^p	2001-2002 ^e
	en millions de dollars									
Dépenses totales en S-T	631	663	549	529	456	453	427	538	498	571
SNG	535	574	544	525	452	450	423	534	494	567
R-D ¹	116	132	173	163	134	127	115	196	148	194
ASC	419	442	371	362	318	323	308	338	346	373
Collecte de données et services de renseignements	375	396	323	317	283	300	290	320	336	362
Autres ²	44	46	48	45	35	23	18	18	9	10
SSH	96	89	5	4	4	3	4	4	4	4
R-D ¹	3	3	1	1	--	--	--	--	--	--
ASC	93	86	4	3	4	3	4	4	4	4
Dépenses totales en immobilisations	69	63	51	38	26	29	23	25	19	16
	pourcentage									
Selon l'exécutant										
Intra-muros	93	93	87	88	88	89	86	78	88	80
Entreprises commerciales	3	3	5	5	7	6	8	6	7	6
Enseignement supérieur	1	1	3	3	2	2	2	2	2	2
Autres canadiens ³	2	2	4	3	2	2	3	14	2	11
Étranger	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
	années-personnes									
Personnel en S-T										
Total	4 702	4 662	3 523	3 417	2 967	2 901	2 844	3 001	2 993	2 987
Scientifique et professionnel ⁴	1 465	1 476	1 607	1 646	1 408	1 384	1 351	1 465	1 459	1 455
Technique	1 455	1 493	1 065	1 036	972	927	882	903	896	896
Autres ⁵	1 782	1 693	851	735	587	590	611	633	638	636

Voir notes à la fin de la section.

Ministère des Pêches et des Océans (P-O)

Le secteur des Sciences des P-O s'occupe de recueillir, d'analyser et d'interpréter les données dans les domaines de la biologie des pêches, des sciences aquacoles et de l'océanographie, de l'habitat du poisson et du milieu marin, ainsi que de l'hydrographie. Grâce à ces travaux d'analyse et d'interprétation, les scientifiques peuvent donner des conseils opportuns aux gestionnaires en vue de la conservation, de la protection et de l'utilisation durable des ressources marines et aquatiques et d'une navigation sans danger. Les deux principaux centres de recherche sont l'Institut océanographique de Bedford, en Nouvelle-Écosse, et l'Institut des sciences de la mer, en Colombie-Britannique. On trouve également des centres majeurs à l'Institut Maurice-Lamontagne au Québec et à l'Institut d'eau douce au Manitoba. Le ministère des P-O consacrera environ 323 millions de dollars aux activités de S-T en 2001-2002, soit 1 % de moins qu'en 2000-2001. Quatre-vingt-seize pourcent des activités sont exécutées intra-muros.

TABLEAU 3.8 Ministère des Pêches et Océans*: Ressources en S-T, selon l'activité et l'exécutant, 1992-1993 à 2001-2002^e

Ressources en S-T	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96	1996-97	1997-98	1998-99	1999-2000 ^f	2000-2001 ^p	2001-2002 ^e
	en millions de dollars									
Dépenses totales en S-T	231	239	237	244	246	204	281	287	325	323
SNG	221	233	231	238	237	194	271	279	316	314
R-D ¹	110	114	114	99	95	78	109	110	124	123
ASC	111	119	116	139	142	116	162	169	192	191
Collecte de données et services de renseignements	96	100	102	115	119	97	136	142	161	160
Autres ²	14	19	14	24	23	19	26	27	31	31
SSH	10	6	6	6	9	10	10	8	9	9
R-D ¹	-	-	-	-	--	--	--	--	--	--
ASC	10	6	6	6	9	10	10	8	9	9
Dépenses totales en immobilisations	16	29	27	12	7	4	3	3	3	3
Selon l'exécutant	pourcentage									
Intra-muros	91	95	97	95	97	96	96	97	96	96
Entreprises commerciales	7	4	2	4	2	3	3	--	--	--
Enseignement supérieur	1	--	--	--	--	--	--	1	1	1
Autres canadiens ³	1	1	1	1	1	1	1	2	3	3
Étranger	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Personnel en S-T	années-personnes									
Total	2 332	2 182	2 101	2 318	2 319	2 124	2 059	2 257	2 270	2 410
Scientifique et professionnel ⁴	890	831	821	892	887	814	789	871	881	936
Technique	862	830	789	882	889	810	786	856	856	909
Autres ⁵	580	521	491	544	543	500	484	530	533	566

Voir notes à la fin de la section.

* Comprend la Garde côtière canadienne (GCC)

Affaires extérieures/Affaires étrangères et commerce international (AE /AÉ-CI)

La raison d'être du ministère des Affaires étrangères et du commerce international est de servir les intérêts du Canada et des Canadiens dans leurs rapports avec le reste de la planète. En 2001-2002 le ministère prévoit dépenser 48 millions de dollars aux activités de S-T, dont 50 % pour des études sur les opérations et la politique des exécutants étrangers, 29 % pour l'enseignement supérieur et 21 % intra-muros. Les communications mondiales de masse, alliées aux progrès révolutionnaires accomplis dans le domaine de la technologie de l'électronique, ont fait de l'utilisation stratégique de l'information un élément clé de la politique étrangère. Avec les initiatives en S-T, Affaires extérieures et commerce international peut faire entendre la voix du Canada et faire connaître ses valeurs dans le monde.

TABLEAU 3.9 Affaires extérieures/Affaires étrangères et commerce international : Ressources en S-T, selon l'activité et l'exécutant, 1992-1993 à 2001-2002^e

Ressources en S-T	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96	1996-97	1997-98	1998-99	1999-2000 ^r	2000-2001 ^p	2001-2002 ^e
en millions de dollars										
Dépenses totales en S-T	54	52	60	58	59	58	49	54	46	48
SSH	54	52	60	58	59	58	49	54	46	48
R-D ¹	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ASC	54	52	60	58	59	58	49	54	46	48
Dépenses totales en immobilisations	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Selon l'exécutant	pourcentage									
Intra-muros	22	20	17	19	19	20	20	20	23	21
Entreprises commerciales	1	1	9	1	1	-	-	-	-	-
Enseignement supérieur	33	31	27	24	24	31	29	30	29	29
Autres canadiens ³	-	-	-	2	4	3	-	-	-	-
Étranger	44	48	47	54	52	46	51	50	48	50
Personnel en S-T	années-personnes									
Total	111	111	106	75	75	80	74	74	74	72
Scientifique et professionnel ⁴	29	29	27	24	24	34	28	29	29	24
Technique	-	-	2	1	1	1	1	2	2	2
Autres ⁵	82	82	77	50	50	45	45	43	43	46

Voir notes à la fin de la section.

Santé Canada (SC)

Santé Canada est responsable d'aider les Canadiens à maintenir et à améliorer leur état de santé. Les activités majeures du ministère sont: l'élaboration de politiques en santé ; l'administration de la "*loi canadienne sur la santé*", protéger la santé de la population par la réglementation des aliments, des médicaments, l'environnement et réduire au minimum les risques associés aux produits antiparasitaires ; promouvoir la prévention des maladies et la promotion de la santé ; et veiller à ce que des services de santé soient offerts aux Premières nations et aux Inuit.

En 2001-2002, Santé Canada prévoit dépenser environ 260 millions de dollars aux activités de S-T, soit une diminution d'environ 6 % par rapport à 2000-2001. Quatre-vingt-seize pourcent (96 %) des dépenses seront consacrées aux activités en SNG et 4 % en SSH. Santé Canada consacrera 93 % de son budget de S-T aux activités intra-muros.

TABLEAU 3.10 Santé Canada : Ressources en S-T, selon l'activité et l'exécutant, 1992-1993 à 2001-2002⁹

Ressources en S-T	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96	1996-97	1997-98	1998-99	1999-2000 ^r	2000-2001 ^p	2001-2002 ⁹
en millions de dollars										
Dépenses totales en S-T	174	191	180	201	214	210	204	236	275	260
SNG	128	144	154	170	187	185	189	219	258	250
R-D ¹	30	37	42	49	60	51	45	47	58	51
ASC	98	107	112	121	127	134	144	172	200	199
Collecte de données et services de renseignements	52	71	76	89	87	95	99	125	134	135
Études et services spéciaux	41	31	29	26	34	34	36	42	56	58
Autres ²	5	5	7	6	6	5	9	5	10	5
SSH	46	47	26	31	27	25	15	16	17	10
R-D ¹	19	17	16	14	15	14	9	9	7	3
ASC	27	30	10	17	12	11	6	7	10	6
Dépenses totales en immobilisations	6	7	9	7	6	4	11	5	16	8
Selon l'exécutant										
pourcentage										
Intra-muros	73	75	76	74	76	80	85	89	90	93
Entreprises commerciales	3	2	3	3	2	2	2	1	1	1
Enseignement supérieur	11	9	12	13	12	9	7	6	5	2
Autres canadiens ³	12	12	8	9	9	8	5	4	3	3
Étranger	1	2	1	1	1	1	1	--	--	--
Personnel en S-T										
années-personnes										
Total	1 399	1 359	1 412	1 334	1 622	1 872	1 807	1 911	2 096	1 895
Scientifique et professionnel ⁴	808	836	884	789	1 008	1 172	1 161	1 123	1 248	1 168
Technique	214	198	217	235	329	404	367	446	473	383
Autres ⁵	377	325	311	310	285	296	279	342	376	344

Voir notes à la fin de la section.

Développement des ressources humaines Canada (DRHC)

Le ministère du développement des ressources humaines Canada (DRHC) fut constitué en novembre 1993 dans le cadre d'une initiative visant à moderniser le fonctionnement de l'administration fédérale, à améliorer la prestation des services et à assurer une approche plus intégrée en matière d'investissement national du Canada dans les ressources humaines. En 2001-2002 DRHC prévoit dépenser 77 millions de dollars aux activités de S-T. Au cours des prochaines années, DRHC améliorera l'exécution des programmes et la prestation des services. On procède maintenant à la mise en oeuvre d'un plan d'information stratégique destiné à orienter les activités futures du ministère en matière de développement de systèmes et à maximiser l'utilisation des nouvelles technologies ; ce plan deviendra un élément clé dans la construction du réseau de prestation des services.

TABLEAU 3.11 Développement des ressources humaines : Ressources en S-T, selon l'activité et l'exécutant, 1993-1994 à 2001-2002^o

Ressources en S-T	1993-94	1994-95	1995-96	1996-97	1997-98	1998-99	1999-2000 ^f	2000-2001 ^p	2001-2002 ^o
en millions de dollars									
Dépenses totales en S-T	62	66	60	60	65	74	60	78	77
SSH	62	66	60	60	65	74	60	78	77
R-D ¹	34	35	22	18	17	31	14	23	25
ASC	28	31	38	42	48	43	46	55	52
Dépenses totales en immobilisations	-	-	-	-	-	--	--	--	--
Selon l'exécutant	pourcentage								
Intra-muros	26	24	49	53	44	32	41	46	46
Entreprises commerciales	13	13	8	5	5	4	6	5	5
Enseignement supérieur	8	7	4	4	6	5	5	3	3
Autres canadiens ³	52	55	39	37	44	59	48	46	46
Étranger	1	1	--	1	--	--	-	-	-
Personnel en S-T	années-personnes								
Total	251	363	338	273	268	337	428	445	448
Scientifique et professionnel ⁴	183	280	254	184	179	248	316	328	330
Technique	25	32	32	21	24	24	31	32	33
Autres ⁵	43	51	52	68	65	65	81	85	85

Voir notes à la fin de la section.

Industrie Canada (IND)

La composante Sciences et technologie (S-T) d'Industrie Canada vise à déterminer les nouveaux domaines des sciences et de la technologie, à l'échelle nationale et internationale, qui sont essentiels pour maintenir une infrastructure industrielle concurrentielle, établir un lien entre les sciences, la technologie et l'industrie afin d'exploiter la technologie et d'offrir des programmes qui encouragent la recherche fondamentale et la découverte des sciences chez les jeunes canadiens.

En 2001-2002, Industrie Canada prévoit dépenser 486 millions de dollars en S-T et 412 millions de dollars en 2000-2001, ce qui reflète l'augmentation des subventions en S-T en vertu du Programme de partenariats technologiques.

Partenariat technologique Canada est un élément central du programme du gouvernement visant à stimuler le développement technologique en tant que catalyseur de la croissance économique et de la création d'emplois grâce à l'accroissement de la productivité et de la compétitivité.

TABLEAU 3.12 Industrie Canada : Ressources en S-T, selon l'activité et l'exécutant, 1992-1993 à 2001-2002⁹

Ressources en S-T	ISTC		IND							
	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96	1996-97	1997-98	1998-99	1999-2000 ^f	2000-2001 ^p	2001-2002 ⁹
en millions de dollars										
Dépenses totales en S-T	258	374	388	324	291	407	343	301	412	486
SNG	247	357	376	309	277	392	326	283	396	473
R-D ¹	242	317	322	268	230	345	274	239	346	420
ASC	5	40	54	41	47	47	52	45	50	52
SSH - ASC	11	17	12	15	14	15	17	17	16	14
Dépenses totales en immobilisations	--	52	71	56	21	8	4	2	3	9
Selon l'exécutant	pourcentage									
Intra-muros	12	35	38	42	36	25	32	33	25	22
Entreprises commerciales	81	58	58	54	61	73	65	64	72	76
Autres canadiens ³	7	6	3	3	3	2	1	1	1	1
Étranger	-	1	1	1	-	-	2	2	2	1
Personnel en S-T	années-personnes									
Total	322	1 064	878	880	901	931	1 001	987	1 053	1 110
Scientifique et professionnel ⁴	37	357	320	332	333	346	361	345	374	393
Technique	3	137	40	32	34	32	34	27	31	32
Autres ⁵	282	570	518	516	534	553	606	615	648	685

Voir notes à la fin de la section.

Centre de recherches pour le développement international (CRDI)

L'objectif de CRDI est d'entreprendre, encourager, soutenir et poursuivre des recherches sur les problèmes des régions en développement du monde et sur les moyens d'application et d'adaptation des connaissances scientifiques, techniques et autres au progrès économique et social de ces régions.

En 2001-2002, le CRDI consacrera 76 millions de dollars aux activités de S-T. Par la nature du mandat qui lui est confié, le CRDI dépense 34 % de son budget à l'étranger.

TABLEAU 3.13 Centre de recherches pour le développement international : Ressources en S-T, selon l'activité et l'exécutant, 1992-1993 à 2001-2002^e

Ressources en S-T	1992-93 ^f	1993-94 ^f	1994-95 ^f	1995-96 ^f	1996-97 ^f	1997-98 ^f	1998-99 ^f	1999-2000 ^f	2000-2001 ^p	2001-2002 ^e
	en millions de dollars									
Dépenses totales en S-T	107	115	102	88	88	78	85	82	80	76
SNG	38	41	35	30	27	22	19	23	23	22
R-D ¹	37	41	35	30	27	21	18	21	21	20
ASC	--	--	--	--	--	--	1	2	2	2
Collecte de données et services de renseignements	--	--	--	--	--	--	1	1	1	1
Autres ²	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
SSH	69	73	67	58	61	56	66	59	57	54
R-D ¹	58	62	54	49	49	43	50	50	49	46
ASC	11	11	13	9	12	14	16	9	8	8
Collecte de données et services de renseignements	6	7	8	5	6	7	7	7	7	6
Études et services spéciaux	--	--	--	--	--	--	--	-	-	-
Autres ²	4	4	4	3	5	6	9	2	2	2
Selon l'exécutant	pourcentage									
Intra-muros	30	30	29	32	45	52	53	59	59	59
Entreprises commerciales	--	--	--	--	1	--	--	--	--	--
Enseignement supérieur	4	4	4	3	4	3	3	4	4	4
Autres canadiens ³	2	1	6	5	4	5	7	3	3	3
Étranger	64	65	61	60	46	40	37	34	34	34
Personnel en S-T	années-personnes									
Total	206	225	229	208	168	161	161	177	172	156
Scientifique et professionnel ⁴	81	88	90	82	66	62	67	80	81	82
Technique	33	36	37	33	27	29	22	21	25	16
Autres ⁵	92	101	102	93	75	70	72	76	66	58

Voir notes à la fin de la section.

Ministère de la défense nationale (DEFN)

Le but du programme de R-D de la DEFN est d'utiliser la science et la technologie pour améliorer l'efficacité des ressources des Forces canadiennes. Pour réaliser son programme de R-D, le DEFN utilise les ressources internes dont il dispose dans cinq centres de recherches pour la défense et il confie des travaux à l'industrie canadienne, à des universités et à d'autres ministères. Les centres de recherches pour la défense sont : le Centre de recherches pour la défense Atlantique, Valcartier, Ottawa, Suffield et l'Institut militaire et civil de médecine environnementale.

La Défense Nationale vient de mettre sur pied une nouvelle agence scientifique et technologique, Recherche et développement pour la défense Canada (RDDC), pour répondre aux besoins des Forces canadiennes en matière de recherche et de développement.

En 2001-2002, dans le cadre du programme de R-D, 115 millions de dollars seront consacrés à l'industrie canadienne, et 4 millions de dollars à des universités canadiennes.

TABLEAU 3.14 Ministère de la Défense nationale : Ressources en S-T, selon l'activité et l'exécutant, 1992-1993 à 2001-2002^e

Ressources en S-T	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96	1996-97	1997-98	1998-99	1999-2000 ^f	2000-2001 ^p	2001-2002 ^e
en millions de dollars										
Dépenses totales en S-T	275	256	252	233	253	311	304	335	325	324
SNG	271	251	249	230	240	294	288	319	309	308
R-D ¹	267	248	246	227	215	259	259	290	280	279
ASC	4	3	3	3	25	35	29	29	29	29
SSH	4	5	3	3	13	16	16	16	16	16
R-D ¹	3	3	2	2	8	4	4	4	4	4
ASC	2	2	1	1	5	12	12	12	12	12
Dépenses totales en immobilisations	25	15	20	12	14	17	12	35	32	32
pourcentage										
Selon l'exécutant										
Intra-muros	60	58	59	56	60	53	54	58	56	55
Entreprises commerciales	34	35	35	38	33	39	39	36	38	39
Enseignement supérieur	2	3	2	3	3	2	2	1	1	1
Autres canadiens ³	1	1	1	--	2	--	--	--	--	--
Étranger	3	3	3	3	2	6	5	4	5	5
années-personnes										
Personnel en S-T										
Total	1 828	1 819	1 664	1 248	1 428	1 424	1 567	1 561	1 612	1 692
Scientifique et professionnel ⁴	599	611	578	449	505	514	781	771	792	846
Technique	446	428	382	324	416	424	370	356	349	354
Autres ⁵	783	780	704	475	507	486	416	434	471	492

Voir notes à la fin de la section.

Conseil national de recherches du Canada (CNRC)

La recherche et le développement sont les activités les plus importantes de l'organisme, qui met l'accent sur des secteurs économiques canadiens importants, tels que les technologies de l'information, la fabrication automatisée, les transports, les matériaux de pointe, la biotechnologie, les ressources naturelles et l'environnement. Le CNRC effectue aussi de la recherche dans les domaines d'intérêt public comme la sûreté publique et la sécurité nationale. Le CNRC est responsable de l'exploitation et de l'administration des observatoires astronomiques installés ou entretenus par le gouvernement canadien. Il est également chargé d'assurer des services scientifiques et technologiques essentiels à la communauté scientifique et industrielle. Le CNRC appuie l'infrastructure scientifique et technique nationale en fournissant des installations, des programmes d'aide financière et des services spécialisés.

Le CNRC est un des plus gros investisseurs du fédéral en matière de S-T avec des dépenses de 660 millions de dollars pour 2001-2002. La majeure partie du budget du CNRC (80 %) sera affectée à des activités intra-muros, 13 % ira à l'industrie et 6 % aux universités.

TABLEAU 3.15 Conseil national de recherches du Canada : Ressources en S-T, selon l'activité et l'exécutant, 1992-1993 à 2001-2002^e

Ressources en S-T	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96	1996-97	1997-98	1998-99	1999-2000 ^f	2000-2001 ^p	2001-2002 ^e
en millions de dollars										
Dépenses totales en S-T	513	503	505	481	479	524	554	597	649	660
SNG	513	503	505	481	479	524	554	597	649	660
R-D ¹	458	441	449	419	429	470	499	530	582	599
ASC	55	62	56	62	50	54	55	66	67	61
Collecte de données et services de renseignements	37	35	32	38	34	37	39	50	50	45
Autres ²	18	27	24	24	16	17	16	16	17	16
Dépenses totales en immobilisations	50	53	62	41	44	60	51	33	37	64
Selon l'exécutant pourcentage										
Intra-muros	77	77	75	74	73	75	73	76	78	80
Entreprises commerciales	12	13	14	16	17	16	18	15	15	13
Enseignement supérieur	7	6	7	7	7	7	7	6	6	6
Autres canadiens ³	2	2	1	1	1	1	1	1	--	--
Étranger	2	2	3	2	2	1	1	2	1	1
Personnel en S-T années-personnes										
Total	3 220	3 325	3 307	3 099	3 097	3 202	3 266	3 310	3 063	3 127
Scientifique et professionnel ⁴	1 389	1 425	1 424	1 328	1 322	1 272	1 258	1 248	1 359	1 388
Technique	808	864	856	812	814	875	900	906	797	814
Autres ⁵	1 023	1 036	1 027	959	961	1 055	1 108	1 156	907	925

Voir notes à la fin de la section.

Ressources naturelles Canada (RNCan)

Le programme de RNCan assure le développement de l'économie canadienne en offrant ses compétences scientifiques et économiques aux Canadiens et en encourageant le développement durable et l'utilisation à long terme des ressources naturelles du Canada ainsi que la compétitivité des industries oeuvrant dans les domaines de l'énergie, des forêts, de l'exploitation minière, de la géomatique et des sciences de la Terre.

RNCan oeuvre sur deux fronts : la science et les politiques. Environ 64 % de son budget est consacré aux activités en science et technologie. RNCan était fruit de la fusion, en 1994, des anciens ministères d'Énergie, Mines et Ressources et de Forêts Canada. Entre 1995-1996 et 2001-2002, les allocations budgétaires en S-T du ministère devront subir une baisse de 14 %; elles passeront de 475 millions à 408 millions de dollars. Au cours de la même période, les effectifs du ministère chuteront de quelques 17 %, soit 566 équivalents temps plein (ETP).

TABLEAU 3.16 Ressources naturelles Canada : Ressources en S-T, selon l'activité et l'exécutant 1992-1993 à 2001-2002⁹

Ressources en S-T	EMR		RNCan							
	1992-93	1993-94 ^f	1994-95	1995-96	1996-97	1997-98	1998-99	1999-2000 ^f	2000-2001 ^p	2001-2002 ^e
en millions de dollars										
Dépenses totales en S-T	334	352	464	475	430	396	386	421	401	408
SNG	334	352	464	475	430	396	386	421	401	408
R-D ¹	268	271	373	403	372	351	345	376	357	362
ASC	66	81	91	72	58	45	41	45	45	46
Collecte de données et services de renseignements	47	60	79	66	47	39	37	39	40	40
Autres ²	19	21	12	6	11	6	4	5	5	5
Dépenses totales en immobilisations	39	42	33	30	37	36	34	26	25	25
Selon l'exécutant	pourcentage									
Intra-muros	85	84	82	85	86	88	86	82	82	82
Entreprises commerciales	10	10	7	7	7	7	9	12	13	12
Enseignement supérieur	2	2	2	1	1	--	--	1	1	1
Autres canadiens ³	3	3	9	7	6	4	4	4	4	4
Étranger	--	1	--	--	--	1	1	1	--	1
Personnel en S-T	années-personnes									
Total	2 638	3 600	3 562	3 265	3 052	2 848	2 698	2 807	2 845	2 699
Scientifique et professionnel ⁴	1 260	1 682	1 658	1 455	1 576	1 454	1 400	1 466	1 482	1 413
Technique	709	1 012	1 016	866	886	834	802	833	844	794
Autres ⁵	669	906	888	944	590	560	496	508	519	492

Voir notes à la fin de la section.

Statistique Canada (STCAN)

Statistique Canada a pour mandat de recueillir et de diffuser les données nécessaires à la compréhension des activités commerciales, industrielles, financières, sociales, économiques et générales de la population et sur l'état de celle-ci. Statistique Canada produit des données sur une liste très détaillée de sujet, par exemple, la santé et la protection sociale, l'éducation, le commerce de gros et de détail, l'administration publique, les services communautaires, commerciaux et personnels, le travail et l'emploi. Le bureau mène aussi des recensements quinquennaux de la population et le recensement de l'agriculture.

Statistique Canada fournit des renseignements aux administrations publiques de tous les niveaux, au monde des affaires, au monde du travail, aux établissements d'enseignements, aux institutions sociales, aux associations professionnelles, à la communauté statistique internationale et au public. Il s'agit de l'organisme qui consacrera le plus de ressources financières aux sciences sociales et humaines, soit 683 millions de dollars en 2001-2002 par rapport à 591 millions de dollars en 2000-2001.

TABLEAU 3.17 Statistique Canada : Ressources en S-T, selon l'activité et l'exécutant, 1992-1993 à 2001-2002^o

Ressources en S-T	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96	1996-97	1997-98	1998-99	1999-2000 ^f	2000-2001 ^p	2001-2002 ^e
en millions de dollars										
Dépenses totales en S-T	351	347	353	406	535*	400	437	461	591	683*
SSH	351	347	353	406	535	400	437	461	591	683
R-D ¹	12	10	10	10	10	11	12	13	13	13
ASC	339	337	343	396	525	389	425	448	578	670
Collecte de données et services de renseignements	309	304	312	365	480	360	394	412	553	647
Études et services spéciaux	20	19	20	17	17	18	20	20	20	19
Autres ²	10	14	11	14	28	11	11	15	5	3
Dépenses totales en immobilisations	10	13	11	15	29	11	12	15	5	3
Selon l'exécutant	pourcentage									
Intra-muros	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Entreprises commerciales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enseignement supérieur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres canadiens ³	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Étranger	--	--	--	--	--	-	-	-	-	-
Personnel en S-T	années-personnes									
Total	4 617	4 489	4 607	4 894	5 004*	4 959	5 042	5 096	5 560	5 818*
Scientifique et professionnel ⁴	1 013	1 077	1 105	1 129	1 090	1 195	1 210	1 234	1 265	1 299
Technique	893	1 002	1 054	1 104	1 108	1 193	1 242	1 281	1 408	1 468
Autres ⁵	2 711	2 410	2 448	2 661	2 806	2 571	2 590	2 581	2 887	3 051

Voir notes à la fin de la section.

* Année du recensement.

Conseils de recherche universitaires

La plupart des subventions pour la R-D que le gouvernement fédéral accorde aux universités proviennent de trois conseils subventionnaires : le Conseil de recherches en sciences naturelles et génie (CRSNG), les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC) et le Conseil de recherches en sciences sociales et humaines (CRSSH). Au total, les trois conseils auront distribués 1 271 millions de dollars en 2001-2002.

En 2001-2002, le CRSNG accordera approximativement 613 millions de dollars en subventions pour les sciences naturelles et le génie. Environ 88 % du budget du CRSNG sera alloué aux universités canadiennes, 1 % à l'industrie, 1 % aux organismes de recherche étrangers et le reste à l'administration. L'IRSC consacrera pour sa part 476 millions aux sciences de la santé. Le CRSSH versera, en 2001-2002, environ 183 millions de dollars en subventions à la recherche en sciences sociales, dont des projets majeurs de recherches et d'édition, des travaux de chercheurs professionnels et des échanges internationaux de chercheurs.

TABLEAU 3.18 Conseils de recherche universitaires : Ressources en S-T, 1992-1993 à 2001-2002⁹

Ressources en S-T	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96	1996-97	1997-98	1998-99	1999-2000 ^f	2000-2001 ^p	2001-2002 ⁹
en millions de dollars										
Dépenses totales en S-T	861	857	862	824	788	770	880	993	1 126	1 271
CRSNG	501	496	494	471	453	436	499	549	563	613
R-D ¹	445	439	440	425	410	393	443	481	495	538
ASC	56	57	54	46	43	43	56	68	68	74
CRM	257	259	265	252	242	238	277	...	...	...
R-D ¹	247	249	257	244	234	229	266	...	...	...
ASC	10	10	8	8	8	9	11	...	...	...
IRSC	...	...	...	...	...	...	...	317	411	476
R-D ¹	...	...	...	...	...	...	...	304	403	458
ASC	...	...	...	...	...	...	...	12	7	18
CRSSH	103	102	103	101	93	96	104	127	152	183
R-D ¹	69	68	69	70	64	65	68	92	110	133
ASC	34	34	34	31	29	31	36	35	42	50
Selon l'exécutant	pourcentage									
Intra-muros	4	4	4	4	5	5	5	5	6	6
Entreprises commerciales	1	1	2	2	2	2	1	1	1	1
Enseignement supérieur	89	89	89	89	90	89	89	88	88	88
Autres canadiens ³	3	3	1	1	1	1	2	3	3	3
Étranger	3	3	3	3	3	3	3	1	1	1
Personnel en S-T	années-personnes									
Total	354	355	356	359	357	374	392	444	520	595
CRSNG	183	183	184	183	183	197	200	230	250	177
CRM	65	66	72	77	78	80	85	...	...	...
CRSSH	106	106	100	99	96	97	107	123	136	154
IRSC	...	...	...	...	...	...	...	91	134	177

¹ Comprend les dépenses courantes et les dépenses en immobilisation.

² Peut comprendre un ou plusieurs de : études et services spéciaux, l'aide à l'éducation, musées, administration des programmes extra-muros et dépenses en immobilisation.

³ Comprend les administrations provinciales et municipales, les organismes privés sans but lucratif et les autres exécutants canadiens.

⁴ Comprend le personnel de direction.

⁵ Comprend le personnel dans les catégories de l'administration et du service extérieur et de l'exploitation et du personnel militaire.

⁶ Budget des dépenses 1999-2000, Partie III Plan de dépenses.

4. Dépenses extra-muros

4. Dépenses extra-muros

Cette section est consacrée aux dépenses au titre des activités de S-T que l'administration fédérale exécute de façon extra-muros, c'est-à-dire en dehors de ses propres laboratoires. On y présente le total des paiements versés aux industries, aux universités, aux organismes privés sans but lucratif, aux exécutants étrangers et aux autres exécutants. On a estimé qu'en 2001-2002, l'État consacrera 3,3 milliards de \$, soit 44 % de son budget total de S-T, à des activités extra-muros. Les principaux bénéficiaires seront les entreprises commerciales (1 159 million de \$) et les universités (1 598 million de \$). En outre, les organismes privés sans but lucratif recevront 232 millions de \$, les exécutants étrangers 214 millions de \$ et les autres, y compris les particuliers et les administrations provinciales et municipales, 81 millions de \$.

Les paiements extra-muros se font sous forme de contrats, de subventions ou de contributions. Les contrats sont habituellement accordés à l'issue d'un appel d'offres pour fournir un service ou effectuer une activité nécessaire à un ministère ou à un organisme fédéral. Presque tous les contrats sont accordés à des entreprises commerciales. L'État octroie des subventions ou des contributions pour des activités jugées utiles et nécessaires au bien-être des organismes qui les reçoivent. Les paiements versés au titre des programmes de soutien aux universités et aux branches d'activité se présentent habituellement sous la forme de subventions ou de contributions.

Entreprises commerciales

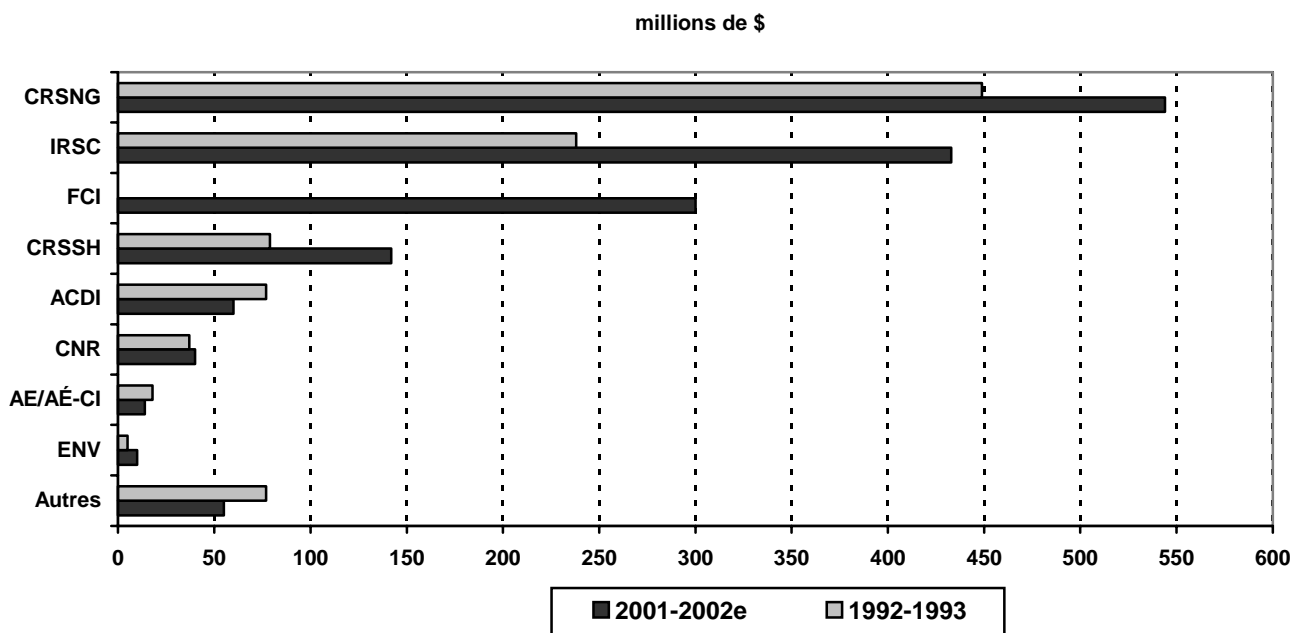
- Les dépenses fédérales de S-T dans le secteur industriel s'élevaient à environ 1 159 million de \$ en 2001-2002, soit une augmentation des dépenses prévues de 2001-2002 de 1 104 million de \$ (5 %).
- Les paiements au titre de la R-D en 2001-2002 totalisaient 924 millions de \$, soit une augmentation de 8 % de 854 millions de \$ prévues en 2000-2001.
- Les contrats de R-D totalisaient 380 millions de \$ en 2000-2001, et diminuent de 1 % en 2001-2002 à 377 millions de \$.
- Les subventions et contributions au titre de la R-D totalisaient 462 millions de \$ en 2000-2001, et augmentent de 16 % en 2001-2002 (534 millions de \$).
- En 2001-2002, l'Agence spatiale canadienne a déboursé 214 millions de \$, soit 57 % des paiements au titre des contrats de R-D, suivi par le ministère de la Défense nationale pour 31 % ou 115 millions de \$.
- Les paiements d'Industrie Canada au titre des subventions R-D totalisaient 369 millions de \$ ou 69 % du total, suivi par le Conseil national de recherches Canada pour 16 % ou 83 millions de \$.

Enseignement supérieur

- Les universités recevaient en 2001-2002 des fonds de 1 426 million de \$ pour la R-D et de 172 millions de \$ pour les ASC. Les trois conseils de recherche, à savoir les Instituts de recherche en santé du Canada, le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, et le Conseil de recherches en sciences sociales et humaines et aussi la Fondation canadienne pour l'innovation sont les principaux bailleurs de fonds de l'administration fédérale en ce qui concerne les travaux de R-D exécutés dans le secteur de l'enseignement supérieur.
- Les subventions et contributions au titre de la R-D représentent 96 % du total des paiements de R-D au secteur de l'enseignement supérieur.
- En tout, le budget estimé de 2001-2002 des conseils subventionnaires s'élevait à 1 271 million de \$.
- Parmi les trois conseils subventionnaires, le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie est le plus gros bailleur de fonds au titre de la recherche universitaire. Les dépenses R-D du CRSNG dans le secteur universitaire étaient estimées à 482 millions de \$ en 2001-2002, soit une augmentation de 11 %.
- Les Instituts de recherche en santé du Canada planifiaient dépenser environ 433 millions de \$ au titre des activités de S-T dans les universités, soit 40 % de plus en financement.
- Le Conseil de recherches en sciences sociales et humaines a planifié dépenser environ 142 millions de \$ au titre des activités de S-T dans les universités.

Graphique 4.1

Dépenses fédérales en S-T dans le secteur de l'enseignement supérieur, selon le ministère ou l'organisme, 1992-1993 et 2001-2002^e



Source: Tableau 4.4

Étranger

- En 2001-2002 les paiements fédéraux au titre de la S-T au secteur étranger s'élevaient à environ 214 millions de \$.
- L'ACDI (76 millions de \$) et le CRDI (26 millions de \$) sont les principaux bailleurs de fonds pour des activités de S-T exécutées à l'étranger comptant ainsi pour 48 % des dépenses totales de S-T dans le secteur étranger de 214 millions de \$.

TABLEAU 4.1 Dépenses extra-muros fédérales en S-T, selon le type de paiement et le secteur d'exécution, 2001-2002^e

Paiement	Entreprises commerciales canadiennes	Enseignement supérieur	Institutions à but non lucratif	Autres exécutants canadiens	Exécutants à l'étranger	Total
en millions de dollars						
Contrats de R-D	377	23	6	12	13	431
Subventions et contributions en R-D	534	1 363	170	34	74	2 175
Bourses de recherche	12	40	9	11	15	87
ASC	235	172	46	24	113	590
Total	1 159	1 598	232	81	214	3 283

TABLEAU 4.2 Dépenses extra-muros fédérales en S-T, selon le secteur d'exécution, 1992-1993 à 2001-2002^e

Secteur d'exécution	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96	1996-97	1997-98	1998-99	1999-2000 ^f	2000-2001 ^p	2001-2002 ^e
en millions de dollars										
Entreprises commerciales canadiennes	952	954	930	885	801	927	952	926	1 104	1 159
Enseignement supérieur	980	973	983	933	894	860	989	1 173	1 354	1 598
Institutions à but non lucratif	99	116	127	103	112	110	122	181	136	232
Administrations provinciales et municipales	23	44	44	47	32	12	14	18	17	15
Autres exécutants canadiens	89	94	46	39	33	27	37	66	65	66
Exécutants étrangers	288	313	297	259	247	222	233	229	228	214
TOTAL	2 431	2 494	2 427	2 266	2 119	2 158	2 347	2 594	2 904	3 283
pourcentage										
Entreprises commerciales canadiennes	39	38	38	39	38	43	40	36	38	35
Enseignement supérieur	40	39	41	41	42	40	42	45	46	49
Institutions à but non lucratif	4	5	5	5	5	5	5	7	5	7
Administrations provinciales et municipales	1	2	2	2	2	1	1	1	1	--
Autres exécutants canadiens	4	4	2	2	2	1	2	2	2	2
Exécutants étrangers	12	12	12	11	11	10	10	9	8	7
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

TABLEAU 4.3 Dépenses extra-muros fédérales en R-D, selon le secteur d'exécution, 1992-1993 à 2001-2002^o

Secteur d'exécution	1992-93 ^r	1993-94 ^r	1994-95 ^r	1995-96 ^r	1996-97 ^r	1997-98 ^r	1998-99 ^r	1999-2000 ^r	2000-2001 ^p	2001-2002 ^o
en millions de dollars										
Entreprises commerciales canadiennes	768	773	756	665	573	721	749	713	854	924
Enseignement supérieur	820	814	835	797	761	725	842	1 010	1 200	1 426
Institutions à but non lucratif	50	66	74	59	75	71	82	130	88	186
Administrations provinciales et municipales	12	35	33	38	27	6	9	13	14	12
Autres exécutants canadiens	53	55	29	27	23	16	29	46	43	45
Exécutants étrangers	168	178	177	151	141	120	124	118	104	101
TOTAL	1 870	1 921	1 903	1 737	1 600	1 659	1 835	2 031	2 302	2 693
pourcentage										
Entreprises commerciales canadiennes	41	40	40	38	36	43	41	35	37	34
Enseignement supérieur	44	42	44	46	47	44	46	50	52	53
Institutions à but non lucratif	3	4	4	3	5	4	4	6	4	7
Administrations provinciales et municipales	1	2	2	2	2	1	--	1	1	--
Autres exécutants canadiens	2	3	1	2	1	1	2	2	2	2
Exécutants étrangers	9	9	9	9	9	7	7	6	4	4
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

TABLEAU 4.4 Dépenses extra-muros fédérales en S-T, selon le ministère ou l'organisme et le secteur d'exécution, 2001-2002^e

Ministère ou organisme	Entreprises commerciales canadiennes	Enseignement supérieur	Institutions à but non lucratif	Autres exécutants canadiens	Exécutants à l'étranger	Total
en millions de dollars						
AE-CI	-	14	-	-	24	38
ACDI	175	60	9	7	76	327
ASC	243	6	-	-	23	273
CNR	85	40	-	2	7	134
CRDI	--	3	2	--	26	31
CRSNG	14	544	2	10	12	581
CRSSH	--	142	3	17	4	167
DEFN	127	4	1	--	15	146
DEOC	10	21	11	1	-	43
DRHC	4	2	33	3	-	41
ENV	36	10	58	5	5	113
FCI	-	300	-	-	-	300
GC	-	-	47	-	-	47
IRSC	-	433	8	3	8	453
IND	369	-	3	-	7	379
RNCan	51	4	14	4	2	75
SC	3	4	1	8	1	17
Autres	42	11	40	21	4	118
Total	1 159	1 598	232	81	214	3 283

Graphique 4.2 Dépenses extra-muros fédérales en S-T, selon le secteur d'exécution, 2001-2002^e

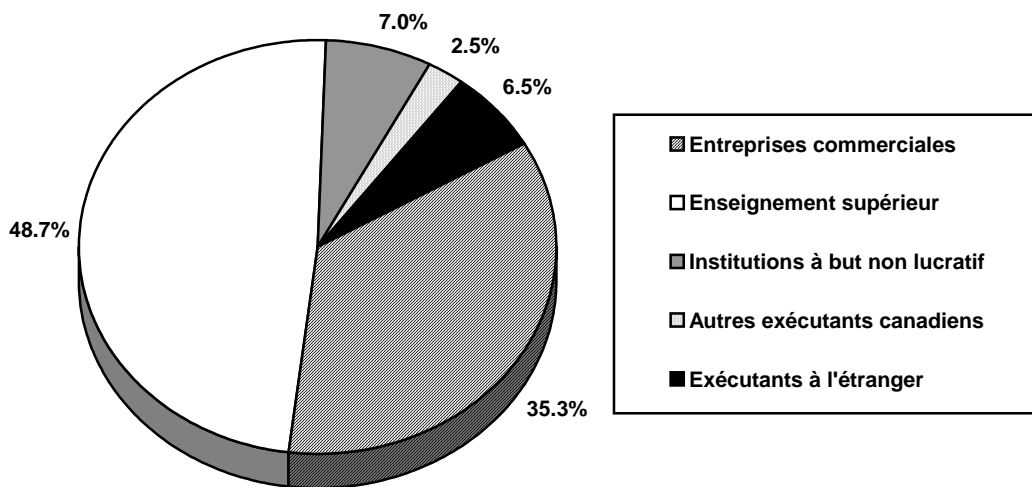


TABLEAU 4.5 Dépenses extra-muros fédérales en R-D, selon le ministère ou l'organisme et le secteur d'exécution, 2001-2002^o

Ministère ou organisme	Entreprises commerciales canadiennes	Enseignement supérieur	Institutions à but non lucratif	Autres exécutants canadiens	Exécutants à l'étranger	Total
en millions de dollars						
ACDI	--	19	1	6	10	37
APECA	4	1	1	7	-	14
ASC	243	6	-	-	23	273
CNR	85	40	-	2	7	134
CRDI	--	3	2	--	26	31
CRSNG	11	482	2	9	8	511
CRSSH	-	112	--	11	1	124
DEC(Qué)	2	--	3	-	-	5
DEFN	115	4	1	1	5	126
DEOC	10	21	11	1	-	42
DRHC	-	2	23	--	-	25
ÉACL	15	--	-	-	1	16
ENV	10	8	52	1	1	72
FCI	-	300	-	-	-	300
GC	-	-	47	-	-	47
IRSC	-	418	7	3	8	435
IND	369	-	3	-	7	379
RNCan	45	3	12	4	2	67
Autres	15	7	21	12	2	56
Total	924	1 426	186	57	101	2 693

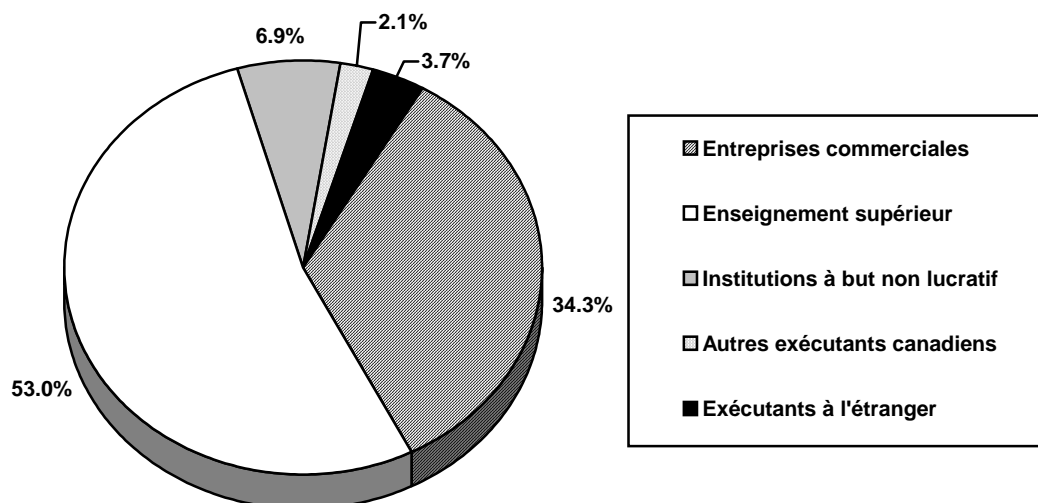
Graphique 4.3 Dépenses extra-muros fédérales en R-D, selon le secteur d'exécution, 2001-2002^o


TABLEAU 4.6 Dépenses fédérales en S-T, dans le secteur des entreprises commerciales, selon le type de paiement et le ministère ou l'organisme, 1992-1993 à 2001-2002^e

Paiement et ministère	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96	1996-97	1997-98	1998-99	1999-2000 ^r	2000-2001 ^p	2001-2002 ^e
	en millions de dollars									
Total des paiements en S-T	952	954	930	885	801	927	952	926	1 104	1 159
Paiements en R-D (total)	768	773	756	665	573	721	749	713	854	924
Contrats de R-D (total)	406	409	367	341	267	295	381	362	380	377
ASC	254	266	217	185	142	143	223	213	226	214
CNR	1	--	--	--	--	-	-	--	--	--
DEFN	84	81	88	88	73	105	107	110	113	115
ÉACL	15	14	20	15	17	14	16	7	8	15
EMR*	14	17	...	...	...	...	...	...	...	...
ENV	5	4	8	12	9	8	10	8	10	10
P-O	6	2	2	8	1	1	1	--	--	--
RNCan	...	...	15	12	10	11	12	10	10	10
TPT	11	11	12	11	8	7	8	7	8	8
Autres	16	14	5	10	7	6	4	7	5	5
Subventions et contributions en R-D (total)	360	361	382	321	300	422	363	340	462	534
APECA	15	15	14	11	5	7	11	8	7	4
ASC	-	-	-	--	-	-	1	1	13	29
CNR	60	65	73	76	78	82	97	87	95	83
COMM	5	...	...	...	...	...	...	...	...	...
CRSNG	-	-	15	13	7	12	7	6	7	8
DEC(Qué)	19	23	19	15	9	8	4	5	4	2
DEFN	11	9	-	-	-	-	-	-	-	-
DEOC	15	13	11	12	6	4	2	11	10	10
EMR*	12	11	...	...	...	...	...	...	...	...
FOR*	8	9	...	...	...	...	...	...	...	...
IND	...	208	223	173	177	298	223	191	298	369
ISTC	206	...	...	...	...	...	...	...	...	...
RNCan	...	...	20	16	13	10	15	29	28	28
Autres	9	8	7	5	4	1	3	2	-	1
Bourses de recherche	2	3	6	3	7	4	5	12	12	12
Autres paiements en S-T	184	181	174	221	228	206	203	212	250	235
ACDI	120	113	104	160	162	140	143	157	191	175
DEFN	--	--	--	--	12	15	11	11	11	11
DRHC	...	8	7	4	2	3	3	4	4	4
E-I	5	...	...	...	...	...	...	...	...	...
EMR*	9	7	...	...	...	...	...	...	...	...
ENV	13	14	18	16	22	17	24	22	25	26
P-O	9	7	3	11	5	4	5	1	1	1
RNCan	...	...	6	4	6	7	7	6	6	6
TPT	3	3	5	1	1	2	1	1	1	1
Autres	25	29	31	25	18	18	9	10	11	11

* Ressources naturelles de 1994-1995.

TABLEAU 4.7 Dépenses fédérales en S-T, dans le secteur d'enseignement supérieur, selon le type de paiement et le ministère ou l'organisme, 1992-1993 à 2001-2002^e

Paiement et ministère	1992-93 ^f	1993-94 ^f	1994-95 ^f	1995-96 ^f	1996-97 ^f	1997-98 ^f	1998-99 ^f	1999-2000 ^f	2000-2001 ^p	2001-2002 ^e
	en millions de dollars									
Total des paiements en S-T	980	973	982	933	894	860	989	1 173	1 354	1 598
Paiements en R-D (total)	820	814	835	797	761	725	842	1 010	1 200	1 426
Subventions en R-D (total)	734	736	761	724	702	671	789	958	1 141	1 363
CNR	37	31	35	35	33	36	39	39	39	40
CRDI	4	5	4	3	4	2	3	3	3	3
CRM	221	224	231	220	208	204	233	...	...	...
CRSNG	386	379	385	368	372	351	394	426	437	474
CRSSH	57	56	56	58	53	54	55	77	90	111
BFDR / DEC(Qué)	5	3	10	5	8	3	5	--	--	--
ENV	3	8	14	12	5	8	6	7	7	6
FCI	...	...	...	...	...	...	27	114	182	300
IRSC	...	...	...	...	...	...	...	266	349	379
SC	7	5	10	9	10	7	4	4	3	1
Autres	14	25	16	14	9	6	23	22	31	49
Contrats de R-D (total)	38	33	29	30	26	25	23	21	22	23
ACDI	11	10	9	9	9	8	8	8	8	9
ASC	6	5	6	6	5	7	7	6	5	6
DEFN	7	6	6	6	5	5	3	2	2	2
EMR*	4	5	...	...	...	...	...	...	...	...
RNCan	...	...	4	2	1	1	1	1	1	1
Autres	10	7	4	7	6	4	4	4	6	5
Bourses de recherche(total)	47	45	45	43	32	29	30	31	37	40
Appui à l'éducation (total)	138	135	125	110	109	113	123	136	127	147
AE (AE-CI)	18	16	16	14	14	18	14	16	13	14
ACDI	44	41	37	35	36	33	33	35	31	34
CRM	7	7	7	6	6	7	9	...	...	...
CRSNG	47	49	46	38	36	37	48	60	57	62
CRSSH	16	18	17	16	14	17	19	17	20	25
IRSC	...	...	...	...	...	...	...	8	4	12
Autres	6	4	2	1	3	1	-	-	2	-
Autres paiements en S-T (Total)	23	24	22	25	25	22	24	27	27	25

*Ressources naturelles de 1994-1995.

TABLEAU 4.8 Dépenses fédérales en S-T, engagées dans le secteur des institutions à but non lucratif, selon le ministère ou l'organisme de financement, 1992-1993 à 2001-2002^e

Ministère ou organisme	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96	1996-97	1997-98	1998-99	1999-2000 ^f	2000-2001 ^p	2001-2002 ^e
en millions de dollars										
ACDI	12	11	10	10	9	8	9	8	8	9
AGR	3	3	4	1	1	1	1	15	14	14
BFDR / DEC(Qué)	...	...	2	3	9	9	12	5	4	3
CRM	1	1	2	3	5	5	7	...	...	...
CRSSH	6	5	5	2	2	3	2	2	3	3
DEOC	6	11	2	2	5	2	2	3	11	11
DRHC	...	28	30	22	20	25	40	25	33	33
E-I	14	...	...	...	...	...	...	...	...	...
ENV	13	12	8	8	4	4	5	67	7	58
EMR*	2	7	...	...	...	...	...	...	...	...
GC	...	...	...	...	...	...	...	...	...	47
IRSC	...	...	...	...	...	...	...	5	6	8
IND (ISTC)	7	9	8	7	9	9	4	4	3	3
RNCan	...	...	28	21	16	14	12	14	14	14
SC	15	13	12	14	15	12	8	4	3	1
Autres	20	16	16	10	16	18	20	33	30	28
Total	99	116	127	103	111	110	122	181	136	232

* Ressources naturelles de 1994-1995

TABLEAU 4.9 Dépenses fédérales en S-T, dans le secteur étranger, selon le ministère ou l'organisme, 1992-1993 à 2001-2002^e

Ministère ou organisme	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96	1996-97	1997-98	1998-99	1999-2000 ^f	2000-2001 ^p	2001-2002 ^e
en millions de dollars										
AE (AE-CI)	24	25	28	32	31	27	25	27	22	24
ACDI	114	121	110	80	83	74	83	86	96	76
ASC	23	29	37	35	40	25	26	27	21	23
CNR	10	11	15	9	11	9	9	9	7	7
CRDI	68	75	62	52	40	32	31	28	28	26
CRM	9	8	8	7	6	5	5	...	...	...
CRSNG	9	10	10	9	8	8	10	11	11	12
CRSSH	8	7	8	8	7	7	8	3	3	4
DEFN	7	8	7	8	5	18	17	15	15	15
IRSC	...	...	...	...	...	...	...	5	7	8
RNCan	3	3	2	2	2	2	3	2	2	2
Autres	13	16	11	16	14	15	16	16	16	17
Total	288	313	298	258	247	222	233	229	228	214

5. Activités scientifiques de l'administration fédérale selon la province ou les territoires

5. Activités scientifiques de l'administration fédérale selon la province ou les territoires

Cette section présente la distribution géographique des ressources de l'administration fédérale au titre de S-T. Les ministères et organismes fédéraux doivent identifier les dépenses et le personnel de leurs établissements scientifiques par province ou territoire.

Étant donné qu'on ne cherche pas à prévoir ou à estimer les dépenses provinciales, on n'obtient que les dépenses réelles à la fin de l'exercice financier. On dispose donc de données provinciales que jusqu'en 1999-2000.

En 1999-2000, le gouvernement fédéral a dépensé au total 6 252 millions de dollars pour la S-T. De ce montant, 3 703 millions de dollars, soit 59 %, sont attribués aux provinces et territoires. Le reste est constitué de catégories de dépenses qui ne sont pas réparties géographiquement. Ce sont les suivantes :

- Toutes les dépenses fédérales effectuées dans la Région de la Capitale nationale (RCN) pour l'exécution de S-T dans les institutions fédérales (S-T intra-muros). Ces dépenses s'élevaient à 1 937 million de dollars.
- Tous les paiements à l'étranger pour la S-T. Ceux-ci s'élevaient à 229 millions de dollars.
- Diverses autres catégories de dépenses fédérales de S-T qui ne peuvent être attribuées géographiquement. Celles-ci s'élevaient à 383 millions de dollars.

Les dépenses et personnels pour l'exécution de la S-T effectuées par l'administration fédérale dans la RCN sont exclues des totaux provinciaux et présentées séparément. La RCN est en effet traitée comme une entité séparée. Les données encourues par l'administration fédérale dans cette région sont toutefois ventilées géographiquement et les données sont disponibles dans les Tableaux 5.8, 5.9 et 5.13.

Les données sur les activités de S-T par région peuvent être aisément mal interprétées. Ainsi, les données financières sont attribuées à la région où est situé l'emplacement physique de l'unité de S-T. Cependant, il est erroné de supposer que toutes les dépenses de cette unité sont effectuées dans sa région. Les fournitures et équipements peuvent provenir d'autres régions ou de l'extérieur du pays de même que, dans des cas comme celui de la Région de la Capitale nationale, la main-d'oeuvre utilisée est mobile de telle façon que les salaires et traitements versés par l'unité de S-T sont partiellement partagés entre deux régions.

Du financement fédéral total pour les sciences et la technologie en 1999-2000, qui peut être distribué régionalement, la part de l'Ontario était de 36 % et de 23 % pour le Québec. Ces chiffres excluent le financement pour les sciences et la technologie exécutées dans les ministères et agences de l'administration fédérale situés dans la Région de la Capitale nationale, et sont restés stables au cours des dernières années.

En 1999-2000 de l'ensemble des subventions et contrats octroyés en R-D au secteur industriel dans les sciences naturelles par l'administration fédérale, 42 % allaient en Ontario, 24 % au Québec et 22 % en Colombie-Britannique.

Du total des subventions de l'administration fédérale en R-D, 37 % était octroyé au titre de la R-D à l'industrie québécoise, comparativement à 35 % en Ontario et 13 % en Colombie-Britannique. Les industries ontariennes ont reçues la plus grande part (50 %) des contrats fédéraux, alors que les industries du Québec et de la Colombie-Britannique recevaient respectivement 9 % et 33 %.

TABLEAU 5.1 Dépenses fédérales au titre des sciences et de la technologie, selon la province ou les territoires 1990-1991 à 1999-2000

Province ou territoire	Année							
	1990-91	1992-93	1994-95	1995-96	1996-97	1997-98	1998-99 ^f	1999-2000
	millions de dollars							
Terre-Neuve	92	87	93	87	75	67	86	87
Île-du-Prince-Édouard	16	15	21	16	15	12	17	20
Nouvelle-Écosse	215	201	191	188	186	163	200	197
Nouveau-Brunswick	74	82	79	76	62	60	75	71
Québec	795	836	808	764	789	755	788	837
Ontario	1 094	1 107	1 122	1 034	1 036	1 098	1 143	1 350
Manitoba	176	173	172	166	166	136	136	161
Saskatchewan	96	98	99	100	87	110	122	131
Alberta	258	263	230	237	230	230	254	300
Colombie-Britannique	381	390	402	366	332	354	446	529
Yukon, T.N.-O. et NT	22	24	22	13	16	15	15	20
Canada (Excluant la RCN*)	3 219	3 276	3 239	3 047	2 994	3 000	3 282	3 703
Région de la capitale nationale*	1 630	1 599	1 722	1 759	1 796	1 658	1 942	1 937
Canada (Incluant la RCN)	4 849	4 875	4 961	4 806	4 790	4 658	5 224	5 640

* Dépenses fédérales intramurales seulement.

Graphique 5.1

Dépenses fédérales au titre des sciences et de la technologie, selon la province ou les territoires, 1999-2000

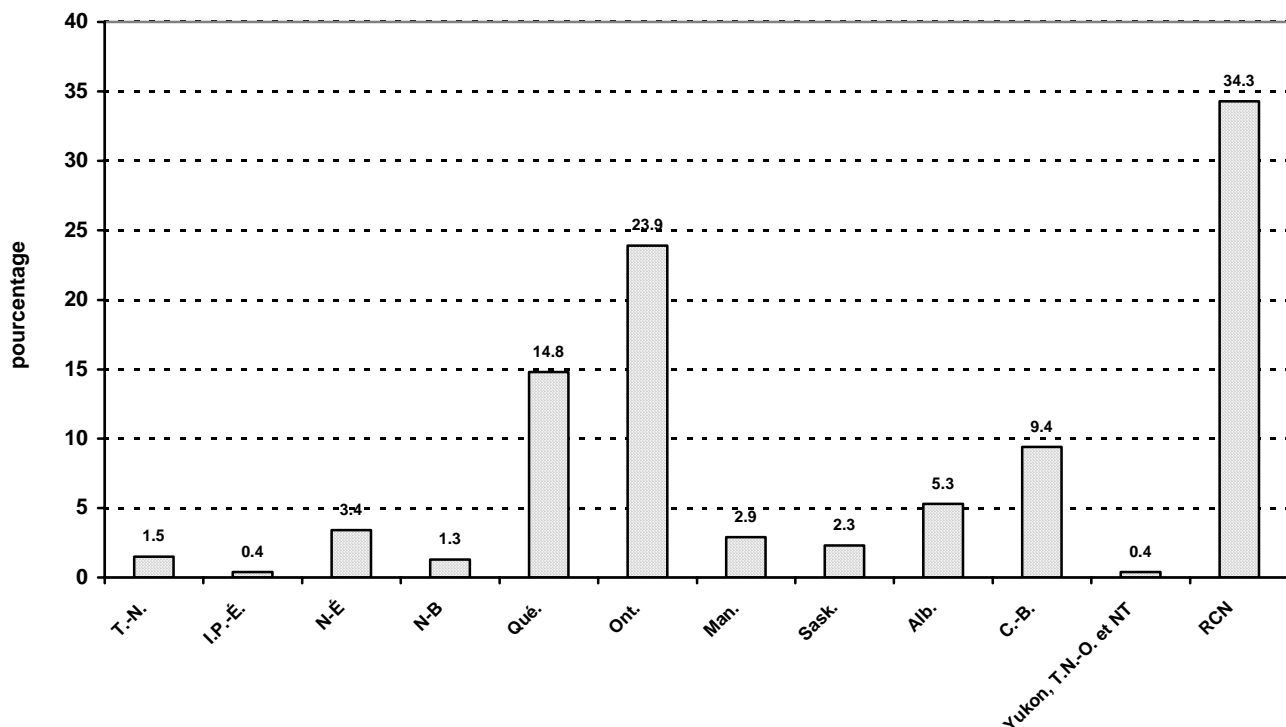


TABLEAU 5.2 Dépenses fédérales au titre des sciences et de la technologie, selon le type de science, la province ou les territoires et le secteur d'exécution, 1999-2000

Province ou territoire	Administration fédérale	Entreprises commerciales canadiennes	Enseignement supérieur	Autres ¹ exécutants canadiens	Total	Total extra-muros ²
Sciences et technologie (total)			millions de dollars			
Terre-Neuve	56	10	17	4	87	31
Île-du-Prince-Édouard	15	2	2	1	20	5
Nouvelle-Écosse	142	10	40	5	197	55
Nouveau-Brunswick	48	8	11	4	71	23
Québec	376	164	279	18	837	461
Ontario	523	285	408	134	1 350	827
Manitoba	110	14	31	6	161	51
Saskatchewan	82	11	29	9	131	49
Alberta	142	26	114	18	300	158
Colombie-Britannique	210	146	166	7	529	319
Yukon, T.N.-O. et NT	17	1	--	2	20	3
Canada (Excluant la RCN*)	1 721	677	1 097	208	3 703	1 982
Région de la Capitale nationale*	1 937	...	...	...	1 937	...
Canada (Incluant la RCN)	3 658	677	1 097	208	5 640	1 982
Sciences naturelles						
Terre-Neuve	53	10	15	3	81	28
Île-du-Prince-Édouard	14	2	2	1	19	5
Nouvelle-Écosse	123	10	36	3	172	49
Nouveau-Brunswick	47	8	10	3	68	21
Québec	356	163	245	11	775	419
Ontario	509	280	354	97	1 240	731
Manitoba	103	13	28	3	147	44
Saskatchewan	79	11	28	7	125	46
Alberta	137	26	105	16	284	147
Colombie-Britannique	200	145	148	2	495	295
Yukon, T.N.-O. et NT	13	1	--	1	15	2
Canada (Excluant la RCN*)	1 634	669	971	147	3 421	1 787
Région de la Capitale nationale*	1 014	...	...	...	1 014	...
Canada (Incluant la RCN)	2 648	669	971	147	4 435	1 787
Sciences sociales						
Terre-Neuve	3	--	2	1	6	3
Île-du-Prince-Édouard	1	--	--	--	1	--
Nouvelle-Écosse	19	--	4	2	25	6
Nouveau-Brunswick	1	--	1	1	3	2
Québec	20	1	34	7	62	42
Ontario	14	5	54	37	110	96
Manitoba	7	1	3	3	14	7
Saskatchewan	3	--	1	2	6	3
Alberta	5	--	9	2	16	11
Colombie-Britannique	10	1	18	5	34	24
Yukon, T.N.-O. et NT	4	--	--	1	5	1
Canada (Excluant la RCN*)	87	8	126	61	282	195
Région de la Capitale nationale*	923	...	...	...	923	...
Canada (Incluant la RCN)	1 010	8	126	61	1 205	195

¹ Comprend les institutions à but non lucratif, les administrations provinciales et municipales et les autres exécutants canadiens.

² Comprend les entreprises commerciales canadiennes, l'enseignement supérieur et tous les autres exécutants canadiens.

* Dépenses fédérales intramurales seulement.

TABLEAU 5.3 Dépenses intra-muros des établissements scientifiques fédéraux, selon le ministère ou l'organisme, l'activité, la province ou les territoires, 1999-2000

Ministère ou organisme	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qué.*	Ont.*	Man	Sask	Alb	C.-B.	Total partiel ¹	RCN Ont	RCN Qué	Total Canada
millions de dollars														
S-T														
APC	2	1	13	1	10	4	6	3	4	4	52	-	13	65
ASC	-	-	-	-	42	-	-	-	-	-	42	13	-	55
AGR	3	10	6	12	60	49	37	41	47	27	292	74	-	366
CNR	8	--	12	--	52	13	11	14	1	22	134	321	-	455
DEFN	-	-	23	-	49	33	-	-	24	1	130	61	2	193
ÉACL	-	-	-	-	-	112	9	-	-	-	121	2	-	123
ENV	3	--	14	5	73	149	24	19	20	40	353	27	40	420
IND	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	56	44	100
P-O	36	3	55	17	31	20	18	-	-	74	256	21	-	277
RNCan	2	-	12	12	32	40	--	1	35	27	164	179	-	343
SC	--	-	1	--	7	91	2	--	--	5	107	102	-	209
STCAN	-	-	5	-	5	8	1	--	4	4	28	433	-	461
Autres	2	--	1	1	12	4	2	4	7	6	39	406	145	591
TOTAL	56	15	142	48	373	523	110	82	142	210	1 718	1 696	244	3 658
R-D														
ASC	-	-	-	-	42	-	-	-	-	-	42	9	-	51
AGR	3	10	6	12	60	49	30	41	47	27	285	66	-	351
CNR	6	-	9	-	39	8	8	12	-	16	98	291	-	389
DEFN	-	-	23	-	48	33	-	-	24	-	128	42	2	172
ÉACL	-	-	-	-	-	112	9	-	-	-	121	2	-	123
ENV	--	--	2	1	16	57	3	5	2	8	94	-	19	113
P-O	14	1	22	6	12	8	7	-	-	29	100	8	-	108
RNCan	2	-	10	12	25	32	--	--	34	26	147	160	-	307
Autres	-	1	--	1	7	23	1	2	1	--	36	196	13	245
TOTAL	25	12	72	32	249	322	58	60	108	106	1 051	774	34	1 859

* Excluant la RCN

¹ Incluant les Territoires.

TABLEAU 5.4 Dépenses intra-muros des établissements scientifiques fédéraux, selon l'activité et la province ou les territoires, 1990-1991 à 1999-2000

Province ou territoire	Année									
	1990-91	1991-92 ^f	1992-93 ^f	1993-94 ^f	1994-95 ^f	1995-96 ^f	1996-97 ^f	1997-98 ^f	1998-99 ^f	1999-2000
millions de dollars										
S-T										
Terre-Neuve	69	71	58	60	58	52	51	44	57	56
Île-du-Prince-Édouard	10	11	10	13	13	10	9	9	11	15
Nouvelle-Écosse	151	149	142	149	139	137	140	122	152	142
Nouveau-Brunswick	48	50	49	46	36	46	44	41	50	58
Québec	268	303	311	323	308	296	314	296	350	375
Ontario	376	392	384	361	359	348	434	402	398	523
Manitoba	125	121	117	121	119	116	120	94	92	110
Saskatchewan	60	61	59	68	59	65	55	82	84	82
Alberta	127	147	145	137	117	126	123	119	129	142
Colombie-Britannique	154	162	159	163	138	160	146	152	176	210
Yukon, T.N.-O. et NT	19	17	19	19	19	10	14	13	14	17
Total partiel	1 407	1 484	1 453	1 459	1 365	1 365	1 449	1 374	1 513	1 721
Ontario - RCN	1 477	1 546	1 448	1 518	1 475	1 524	1 559	1 444	1 694	1 693
Québec - RCN	153	145	151	192	247	235	237	214	248	244
Canada (incluant la RCN)	3 037	3 175	3 052	3 169	3 087	3 124	3 246	3 032	3 455	3 658
R-D										
Terre-Neuve	30	30	30	31	31	26	24	21	26	25
Île-du-Prince-Édouard	8	9	8	10	10	8	8	8	10	12
Nouvelle-Écosse	86	86	77	80	79	71	73	64	77	72
Nouveau-Brunswick	29	32	32	29	26	27	29	26	31	32
Québec	158	191	207	224	212	203	207	193	226	249
Ontario	207	217	236	242	238	241	328	280	276	322
Manitoba	87	83	70	73	75	68	69	53	49	58
Saskatchewan	43	44	49	48	44	47	42	66	54	60
Alberta	80	85	84	82	86	90	84	85	94	108
Colombie-Britannique	89	93	84	89	98	75	71	76	85	106
Yukon, T.N.-O. et NT	1	--	1	2	7	1	5	4	4	7
Total partiel	818	871	878	910	906	857	939	878	932	1 051
Ontario - RCN	712	694	698	734	705	727	696	693	781	774
Québec - RCN	14	14	15	13	38	26	18	17	30	34
Canada (incluant la RCN)	1 544	1 579	1 590	1 657	1 648	1 610	1 653	1 588	1 743	1 859

À l'origine de ces changements (référence au Tableau 5.5) on retrouve une augmentation de plus de 76 millions de dollars allant au Réseau canadien pour l'avancement de la recherche, de l'industrie et de l'enseignement (CANARIE), entièrement attribués à l'Ontario (Voir <http://www.canarie.ca>).

Par l'intermédiaire de CANARIE, Industrie Canada a supervisé le démarrage de plus de 150 projets innovateurs de haute technologie auxquels participaient des entreprises de toutes les régions du Canada

TABLEAU 5.5 Subventions versées et contrats accordés au titre de la R-D en sciences naturelles, à l'industrie canadienne, par l'administration fédérale, selon la province ou les territoires, 1990-1991 à 1999-2000

Province ou territoire	Année							
	1990-91	1992-93	1994-95	1995-96	1996-97	1997-98	1998-99	1999-2000
	millions de dollars							
Terre-Neuve	6	13	8	7	6	6	9	9
Île-du-Prince-Édouard	2	3	3	2	2	2	4	2
Nouvelle-Écosse	13	16	17	15	15	16	10	10
Nouveau-Brunswick	7	19	27	14	3	8	9	8
Québec	173	263	229	211	209	226	176	158
Ontario	257	314	340	282	213	327	311	267
Manitoba	11	20	16	17	11	11	10	12
Saskatchewan	8	10	9	12	6	6	8	8
Alberta	20	22	18	23	20	24	21	25
Colombie-Britannique	57	60	59	47	48	58	117	142
Yukon, T.N.-O. et NT	--	--	--	--	--	--	--	--
Canada	554	740	726	631	533	684	675	641

* *Compte public du Canada, 1997-1998, Transferts - Industrie Canada (p. 44)*

TABLEAU 5.6 Subventions versées et contrats accordés au titre de la R-D en sciences naturelles, à l'industrie canadienne, par l'administration fédérale, selon la province ou les territoires, 1999-2000

Ministère/Programme	T.-N.	Î.P.É.	N.-É.	N.-B.	Qué*	Ont*	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon, T.N.-O., NT	Canada
millions de dollars												
A. Subventions												
DEC(QUÉ)	-	-	-	-	5.2	-	-	-	-	-	-	5.2
IND:												
EADE	-	-	-	-	--	-	-	-	-	-	-	--
PPIMD	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	--
PMVT	-	-	-	-	0.5	0.5	-	-	-	-	-	1.0
PIC	0.5	-	-	0.2	86.8	52.3	-	-	2.7	20.7	-	163.2
Autres	-	-	-	-	--	26.3	--	--	-	-	-	26.5
Total	0.5	-	-	0.2	87.3	79.3	-	-	2.7	20.7	-	190.7
CNR:												
PARI	2.4	1.5	3.2	3.8	19.5	28.5	3.3	2.8	9.9	13.5	0.4	88.8
Total	2.4	1.5	3.2	3.8	19.5	28.5	3.3	2.8	9.9	13.5	0.4	88.8
DEOC	-	-	-	-	-	-	1.3	1.0	4.9	3.3	-	10.5
Autres	6.4	0.1	3.0	3.7	20.6	16.7	0.1	0.2	1.7	10.6	-	63.1
Total	9.3	1.6	6.2	7.7	132.6	124.5	4.7	4.0	19.2	48.1	0.4	358.3
% des subventions	2.6	0.5	1.7	2.2	37.0	34.7	1.3	1.1	5.4	13.4	0.1	100.0
B. Contrats												
ASC	-	-	-	0.1	12.4	99.4	5.7	4.0	0.7	87.1	-	209.4
DEFN	0.1	-	3.4	-	7.6	27.5	1.3	0.1	4.0	3.0	-	47.0
RNCan	--	0.4	-	0.1	1.2	5.2	0.3	-	0.4	3.2	-	10.8
Autres	0.2	0.1	0.1	0.1	4.0	10.0	0.6	0.1	0.3	0.4	--	15.9
Total	0.3	0.5	3.5	0.3	25.2	142.1	7.9	4.2	5.4	93.7	--	283.1
% des contrats	0.1	0.2	1.2	0.1	8.9	50.2	2.8	1.5	1.9	33.1	--	100.0
Total, subventions et contrats	9.6	2.1	9.7	8.0	157.8	266.6	12.6	8.2	24.6	141.8	0.4	641.4
% du total	1.5	0.3	1.5	1.2	24.6	41.6	2.0	1.3	3.8	22.1	0.1	100.0

TABLEAU 5.7 Subventions versées et contrats accordés aux universités au titre de la R-D par l'administration fédérale, selon la province ou les territoires, 1990-1991 à 1999-2000

Province ou territoire	Année							
	1990-91	1992-93	1994-95	1995-96	1996-97	1997-98	1998-99	1999-2000
	millions de dollars							
Terre-Neuve	11	11	9	9	8	9	10	15
Île-du-Prince-Édouard	1	1	1	1	1	1	1	2
Nouvelle-Écosse	30	34	24	23	20	20	23	36
Nouveau-Brunswick	8	9	8	8	7	7	11	10
Québec	198	211	225	206	205	185	209	252
Ontario	278	285	292	276	257	246	292	360
Manitoba	24	23	25	23	21	20	23	28
Saskatchewan	19	18	20	17	19	14	22	27
Alberta	70	71	74	73	74	73	85	104
Colombie-Britannique	126	137	137	131	120	120	131	149
Yukon, T.N.-O. et NT	--	--	--	--	--	--	--	--
Canada	765	800	815	768	733	695	807	983

TABLEAU 5.8 Dépenses intra-muros fédérales au titre des sciences et de la technologie pour la Région de la Capitale nationale, 1990-1991 à 1999-2000

Activité et domaine scientifique	Année									
	1990-91	1991-92 ^f	1992-93 ^f	1993-94 ^f	1994-95 ^f	1995-96 ^f	1996-97 ^f	1997-98 ^f	1998-99 ^f	1999-2000
millions de dollars										
RÉGION CAPITALE NATIONALE										
(TOTAL) - Recherche et développement										
SSH	59	66	54	56	54	53	64	65	76	85
SNG	667	642	659	691	688	700	650	645	735	723
Total	726	708	713	747	742	753	714	710	811	808
Activités scientifiques connexes										
SSH	614	726	636	641	654	696	799	697	821	839
SNG	290	257	250	322	326	310	283	251	310	290
Total	904	983	886	963	980	1 006	1 082	948	1 131	1 129
Science et technologie (total)										
SSH	673	792	690	697	708	749	863	762	897	924
SNG	957	899	909	1 013	1 014	1 010	933	896	1 045	1 013
Total	1 630	1 691	1 599	1 710	1 722	1 759	1 796	1 658	1 942	1 937
RÉGION CAPITALE NATIONALE (ONTARIO)										
(TOTAL) Recherche et développement										
SSH	51	61	47	51	48	47	58	60	70	78
SNG	661	633	651	683	657	680	638	633	711	696
Total	712	694	698	734	705	727	696	693	781	774
Activités scientifiques connexes										
SSH	505	621	530	539	524	555	670	581	700	723
SNG	260	231	220	245	246	242	193	170	213	196
Total	765	852	750	784	770	797	863	751	913	919
Science et technologie (total)										
SSH	556	682	577	590	572	602	728	641	770	801
SNG	921	864	871	928	903	922	831	803	924	892
Total	1 477	1 546	1 448	1 518	1 475	1 524	1 559	1 444	1 694	1 693
RÉGION CAPITALE NATIONALE (QUÉBEC)										
Recherche et développement										
SSH	8	5	7	5	6	6	6	5	6	7
SNG	6	9	8	8	31	20	12	12	24	27
Total	14	14	15	13	37	26	18	17	30	34
Activités scientifiques connexes										
SSH	110	105	106	102	130	141	129	116	121	116
SNG	29	26	30	77	80	68	90	81	97	94
Total	139	131	136	179	210	209	219	197	218	210
Science et technologie (total)										
SSH	118	110	113	107	136	147	135	121	127	123
SNG	35	35	38	85	111	88	102	93	121	121
Total	153	145	151	192	247	235	237	214	248	244

TABLEAU 5.9 Dépenses fédérales, au titre des sciences et de la technologie pour la Région de la Capitale nationale, 1999-2000

Activité et domaine scientifique	Administration fédérale	Entreprises commerciales canadiennes	Enseignement supérieur	Autres ¹ exécutants canadiens	Total
millions de dollars					
RÉGION CAPITALE NATIONALE (ONTARIO)					
Recherche et développement					
SSH	78	--	6	11	95
SNG	696	89	38	69	892
Total	774	89	44	80	987
Activités scientifiques connexes					
SSH	723	3	12	9	747
SNG	196	6	3	2	207
Total	919	9	15	11	954
Science et technologie (total)					
SSH	801	3	18	20	842
SNG	892	95	41	71	1 099
Total	1 693	98	59	91	1 941
RÉGION CAPITALE NATIONALE (QUÉBEC)					
Recherche et développement					
SSH	7	--	--	-	7
SNG	27	2	--	--	29
Total	34	2	--	--	36
Activités scientifiques connexes					
SSH	116	--	-	--	116
SNG	94	1	--	-	95
Total	210	1	--	--	211
Science et technologie (total)					
SSH	123	--	--	--	123
SNG	121	3	--	--	124
Total	244	3	--	--	247

¹ Comprend les institutions à but non lucratif, les administrations provinciales et municipales et les autres exécutants canadiens.

TABLEAU 5.10 Personnel des établissements fédéraux exécutant des activités en S-T, selon le ministère ou l'organisme, la province ou les territoires, 1999-2000

Ministère ou organisme	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qué. *	Ont. *	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon , T.N.-O., NT.	Total partiel	RCN	Total
	années-personnes ¹													
AÉ-CI	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	74	74
ACDI	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	211	211
ACIA	14	12	30	10	46	15	8	59	41	31	-	267	139	406
ADRC	2	-	-	-	9	6	9	-	-	4	-	30	102	132
APC	22	8	108	11	81	34	49	25	54	45	39	477	109	586
APECA	-	-	-	8	-	-	-	-	-	-	-	8	-	8
ASC	-	-	-	-	327	-	-	-	-	-	-	327	50	377
AGR	23	68	38	79	408	336	265	294	323	192	-	2 026	520	2 546
AN	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	380	380
BC	-	-	-	-	6	9	-	-	-	-	-	15	191	206
BN	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	431	431
CCSN	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8	8
CLO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8	8
CNR	78	1	89	3	440	70	101	144	20	163	-	1 109	2 201	3 310
CRDI	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	177	177
CRSNG	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	230	230
CRSSH	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	123	123
CT	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	375	375
DEC(QUÉ)	-	-	-	-	18	-	-	-	-	-	-	18	-	18
DEFN	-	-	240	-	372	226	-	-	152	3	-	993	567	1 560
DEOC	-	-	-	-	-	-	2	1	2	1	-	6	-	6
DRHC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	428	428
ÉACL	-	-	-	-	-	1 090	70	-	-	-	-	1 160	10	1 170
ENV	36	3	166	65	459	944	168	135	159	349	53	2 537	464	3 001
FIN	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	267	267
IND	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	987	987
IRSC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	91	91
JUS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	37	37
MBA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	250	250
MCC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	437	437
MCN	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	154	154
MNST	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	244	244
ONE	-	-	-	-	-	-	-	-	12	-	-	12	-	12
P-O	305	27	446	138	250	162	140	-	-	588	21	2 077	180	2 257
RNCan	22	-	87	109	283	317	-	3	255	206	4	1 286	1 521	2 807
SC	1	-	26	2	125	765	38	2	1	82	-	1 042	869	1 911
SCHL	-	-	4	-	10	14	-	-	7	10	-	45	76	121
SGEN	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	35	35
STCAN	-	-	57	-	60	85	15	4	50	49	-	320	4 776	5 096
TPT	-	-	-	-	18	-	-	-	-	-	-	18	27	45
TP-SG	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	40	40
Autres	-	1	-	-	2	-	-	-	-	-	-	3	146	149
TOTAL	503	119	1 291	425	2 914	4 073	865	668	1 077	1 724	117	13 776	16 935	30 711

* Excluant la Région de la Capitale nationale.

¹ Incluant le personnel affecté à l'administration des programmes extra-muros.

TABLEAU 5.11 Personnel scientifique et professionnel des établissements fédéraux exécutant des activités en S-T, selon le ministère ou l'organisme, la province ou les territoires, 1999-2000

Ministère ou organisme	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qué. *	Ont. *	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon, T.N.-O., NT.	Total partiel	RCN	Total
	années-personnes ¹													
ADRC	2	-	-	-	9	6	9	-	-	4	-	30	102	132
APC	8	4	24	5	20	11	12	7	31	19	10	151	26	177
ASC	-	-	-	-	153	-	-	-	-	-	-	153	22	175
AGR	7	20	11	23	120	99	82	89	95	56	-	602	178	780
AN	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	103	103
BN	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	177	177
CNR	44	1	30	3	188	29	50	50	20	71	-	486	762	1 248
DEFN	-	-	103	-	151	112	-	-	60	-	-	426	345	771
DRHC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	316	316
ÉACL	-	-	-	-	-	542	30	-	-	-	-	572	4	576
ENV	28	2	128	49	204	421	82	66	78	143	26	1 227	238	1 465
FIN	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	207	207
IND	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	345	345
MBA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	39	39
MCC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	80	80
MCN	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	93	93
MNST	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9	9
P-O	113	9	171	52	95	62	54	-	-	227	8	791	80	871
RNCAN	16	-	48	49	163	172	-	1	138	130	1	718	748	1 466
SC	1	-	16	2	84	469	24	2	1	52	-	651	472	1 123
SCHL	-	-	2	--	7	10	-	--	5	7	-	31	56	87
STCAN	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 234	1 234
Autres	3	3	15	3	37	10	3	16	23	17	-	129	539	668
TOTAL	222	39	548	186	1 231	1 943	346	231	451	725	45	5 967	6 175	12 142

* Excluant la Région de la Capitale nationale.

¹ Incluant le personnel affecté à l'administration des programmes extra- muros.

TABLEAU 5.12 Personnel des établissements fédéraux exécutant des activités de la R-D, selon le ministère ou l'organisme et la province ou les territoires, 1999-2000

Ministère ou organisme	T.-N	Î.-P.-É	N.-É	N.-B	Qué. *	Ont. *	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon, T.N.-O., NT.	Total partiel	RCN	Total
années-personnes ¹														
ASC	-	-	-	-	321	-	-	-	-	-	-	321	17	338
AGR	23	68	38	79	406	334	214	288	322	191	-	1 963	447	2 410
CNR	57	-	63	-	335	30	75	123	-	111	-	794	2 014	2 808
CRSNG	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	207	207
DEFN	-	-	240	-	361	226	-	-	151	-	-	978	313	1 291
ÉACL	-	-	-	-	-	1 090	70	-	-	-	-	1 160	10	1 170
ENV	2	-	10	4	152	381	16	49	14	71	-	699	131	830
IND	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	401	401
P-O	111	9	170	51	94	64	55	-	-	229	9	792	61	853
RNCan	22	-	87	109	211	219	-	1	239	185	4	1 077	1 229	2 306
SC	-	-	-	-	3	299	-	-	-	5	-	307	208	515
STCAN	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	158	158
Autres	-	12	1	8	41	-	6	27	5	5	-	105	688	793
TOTAL	215	89	609	251	1 924	2 643	436	488	731	797	13	8 196	5 884	14 080

* Excluant la Région de la Capitale nationale.

¹ Incluant le personnel affecté à l'administration des programmes extra-muros en R-D.

TABLEAU 5.13 Personnel des établissements fédéraux exécutant des activités de S-T, selon le ministère ou l'organisme dans la Région de la Capitale nationale, 1999-2000

Ministère ou organisme	Ontario - RCN			Québec - RCN			Total - RCN		
	R-D	ASC	Total S-T	R-D	ASC	Total S-T	R-D	ASC	Total S-T
années-personnes ¹									
ACDI	-	-	-	24	187	211	24	187	211
ACIA	44	95	139	-	-	-	44	95	139
APC	-	-	-	-	109	109	-	109	109
AGR	447	73	520	-	-	-	447	73	520
AN	-	282	282	-	98	98	-	380	380
BC	64	127	191	-	-	-	64	127	191
BN	-	173	173	-	258	258	-	431	431
CNR	2 014	187	2 201	-	-	-	2 014	187	2 201
CRDI	144	33	177	-	-	-	144	33	177
CRSNG	207	23	230	-	-	-	207	23	230
CT	-	375	375	-	-	-	-	375	375
DEFN	302	255	557	11	-	11	313	255	567
DRHC	-	11	11	7	410	417	7	421	428
ENV	11	144	155	120	189	309	131	333	464
FIN	-	267	267	-	-	-	-	267	267
IND	401	174	575	-	412	412	401	586	987
IRSC	88	3	91	-	-	-	88	3	91
MBA	47	203	250	-	-	-	47	203	250
MCC	1	36	37	52	348	400	53	384	437
MCN	1	30	31	25	98	123	26	128	154
MNST	-	244	244	-	-	-	-	244	244
P-O	61	119	180	-	-	-	61	119	180
RNCan	1 229	292	1 521	-	-	-	1 229	292	1 521
SC	208	661	869	-	-	-	208	661	869
STCAN	158	4 618	4 776	-	-	-	158	4 618	4 776
Autres	150	291	441	68	227	295	218	518	736
TOTAL	5 577	8 715	14 292	307	2 336	2 643	5 884	11 051	16 935

¹ Incluant le personnel affecté à l'administration des programmes extra-muros en R-D.

TABLEAU 5.14 Personnel scientifique et professionnel des établissements fédéraux exécutant des activités de la R-D, selon le ministère ou l'organisme et la province ou les territoires, 1999-2000

Ministère ou organisme	T.-N.	Î.-P.-É	N.-É	N.-B	Qué. *	Ont. *	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon, T.N.-O, NT.	Total partiel	RCN	Total
	années-personnes ¹													
ASC	-	-	-	-	135	-	-	-	-	-	-	135	17	152
AGR	7	20	11	23	120	99	65	89	95	56	-	585	130	715
CNR	24	-	22	-	156	-	40	44	-	51	-	337	687	1 024
DEFN	-	-	103	-	151	112	-	-	60	-	-	426	192	618
ÉACL	-	-	-	-	-	542	30	-	-	-	-	572	4	576
ENV	2	-	10	4	82	220	16	36	13	33	-	416	83	499
IND	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	162	162
P-O	42	3	65	19	36	24	21	-	-	88	3	301	24	325
RNCan	16	-	48	49	134	120	-	1	134	123	1	626	658	1 284
SC	-	-	-	-	2	139	-	-	-	3	-	144	90	234
Autres	-	3	1	-	21	-	2	10	3	2	-	42	387	429
TOTAL	91	26	260	95	837	1 256	174	180	305	356	4	3 584	2 434	6 018

* Excluant la Région de la Capitale nationale.

¹ Incluant le personnel affecté à l'administration des programmes extra- muros en R-D.

6. Dépenses en S-T selon les objectifs socio-économiques

Dépenses de l'administration fédérale en S-T selon les objectifs socio-économiques

Les objectifs socio-économiques permettent aux ministères de classer l'allocation des ressources en S-T selon l'objectif visé par les dépenses. Les objectifs apparaissent au plus haut niveau d'aggrégation. Il est arrivé souvent que certains projets présentent des applications multiples. Les dépenses pour ces projets étaient imputées sur les domaines les plus prioritaires.

Les objectifs sont basés sur la Nomenclature pour l'analyse et la comparaison des budgets et des programmes scientifiques (NABS) qui sont produits par l'office statistique des communautés européennes (Eurostat).

Les objectifs du financement de la R-D ont de tous temps été importants pour les décideurs. Pendant de nombreuses années, un sous-comité du Eurostat a été chargé des statistiques de R-D et du traitement des données concernant le financement public de la R-D. Le système de classification utilisé était la NABS, dont la première version date de 1969 et la première révision de 1975.

Les données selon les objectifs socio-économiques étaient amassées auparavant comme partie des suppléments scientifiques annexés à la demande pour le budget principal de dépenses. Ce dernier exercice utilisait la classification de l'OCDE.

Exploration et exploitation du milieu terrestre

Ce chapitre couvre les activités scientifiques dont les objectifs sont liés à l'exploration de la croûte et de l'enveloppe terrestre, des mers, des océans et de l'atmosphère, ainsi que les activités scientifiques sur leur utilisation. Les activités scientifiques climatologiques et météorologiques ainsi que l'exploration polaire et l'hydrologie sont également incluses.

Infrastructures et aménagement du territoire

Ce chapitre couvre les activités scientifiques dans le domaine des infrastructures et de l'aménagement du territoire, ainsi que dans celui de la construction des bâtiments. D'une manière générale, ce chapitre comprend toutes les activités scientifiques se rapportant à l'organisation générale du territoire. Il couvre aussi la protection de celui-ci contre les effets nuisibles de l'aménagement des espaces urbains et ruraux. Il ne comprend pas les activités scientifiques relatives à d'autres types de pollution.

Pollution, protection et conservation de l'environnement

Ce chapitre couvre les activités scientifiques relatives à la lutte contre la pollution, axées sur l'identification et l'analyse des sources de pollution et leurs causes, et les substances polluantes de tous ordres, y compris leur diffusion et leurs effets sur l'homme, sur les espèces vivantes (faune, flore, micro-organismes) et sur la biosphère. Cette division comprend les recherches de développement d'installations de contrôle pour la mesure de tout type de pollution, ainsi que pour l'élimination et la prévention de tout type de pollution dans tous les biotopes.

Santé publique

Ce chapitre comprend les activités scientifiques visant à protéger, promouvoir et rétablir la santé publique au sens le plus large, c'est-à-dire y compris également les aspects sanitaires de la nutrition et de l'hygiène alimentaire. Il couvre un domaine qui va de la médecine préventive, y compris tous les aspects de la médecine et de la chirurgie curatives tant au plan individuel que collectif, et de la fourniture des soins en milieu hospitalier et à domicile, à la médecine sociale, à la pédiatrie et à la gériatrie.

Production, distribution et utilisation rationnelle de l'énergie

Ce chapitre comprend les activités scientifiques relatives à la production, au stockage, au transport, à la distribution et à l'utilisation rationnelle de toutes les formes d'énergie. Il englobe également les activités scientifiques relatives aux procédés permettant d'accroître le rendement de la production et de la distribution d'énergie, ainsi que celles visant aux économies d'énergie.

Production et technologie agricoles

Ce chapitre couvre toutes les activités scientifiques visant à promouvoir les activités de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche et des produits alimentaires. Il comprend les activités scientifiques sur les engrais chimiques, les biocides, la lutte biologique et la mécanisation agricole, les études traitant de l'influence sur l'environnement des activités agricoles et sylvicoles, ainsi que les activités scientifiques visant à développer la productivité et la technologie des produits alimentaires.

Production et technologie industrielles

Ce chapitre couvre les activités scientifiques sur l'amélioration de la productivité et de la technologie industrielle. Il comprend les activités scientifiques sur les produits industriels et sur les procédés de production dans la mesure où elles ne font pas partie des effets de suite d'autres objectifs (par exemple, défense, espace, énergie, agriculture).

Structures et relations sociales

Ce chapitre couvre les activités scientifiques portant sur des objectifs sociaux, analysé notamment par les sciences sociales et humaines, qui n'ont pas de liens évidents avec d'autres objectifs. L'analyse en question englobe les aspects qualitatifs, quantitatifs, organisationnels et prospectifs des problèmes de comportement.

Exploration et exploitation de l'espace

Ce chapitre couvre l'ensemble des activités scientifiques civiles dans le domaine de la technologie spatiale. Si la recherche spatiale civile n'est généralement pas axée sur un objectif spécifique, elle n'en est pas moins entreprise dans un but déterminé, par exemple, l'extension des connaissances (astronomie) ou la réalisation d'applications particulières (satellites de télécommunications).

Recherches non orientées

Ce chapitre couvre les activités fondamentales motivées par une curiosité scientifique avec l'objectif d'élargir le domaine des connaissances scientifiques. Il comprend aussi le financement des études et bourses de deuxième ou troisième cycle.

Autres recherches civiles

Ce chapitre couvre les activités scientifiques civiles ne pouvant pas (encore) être classées dans un objectif particulier.

Défense

Ce chapitre couvre les activités scientifiques et le développement dans le domaine militaire. Il inclut la recherche fondamentale et la recherche nucléaire et spatiale financé par le ministère de la Défense. Il y a lieu de classer dans les chapitres concernés les activités scientifiques civiles financé par le ministère de la Défense, par exemple dans le domaine de la météorologie, des télécommunications et de la santé.

TABLEAU 6.1 Dépenses en S-T selon le domaine des classifications socio-économiques, 1997-1998 à 1999-2000

Objectifs socio-économiques	1997-98 ^r		1998-99 ^r		1999-2000	
	Intra-muros ¹	Extra-muros	Intra-muros ¹	Extra-muros	Intra-muros ¹	Extra-muros
en millions de dollars						
1. Exploration et exploitation du milieu terrestre	345	39	362	45	384	128
2. Infrastructures et aménagement du territoire :						
2.1 Transport	39	38	49	32	53	24
2.2 Télécommunications	37	22	35	36	26	44
2.3 Autres	141	19	146	22	121	23
3. Pollution, protection et conservation de l'environnement	246	103	250	118	288	117
4. Santé publique	191	308	215	347	249	435
5. Production, distribution et utilisation rationnelle de l'énergie	221	60	173	68	173	68
6. Production et technologie agricoles :						
6.1 Agriculture	348	43	352	49	381	73
6.2 Pêcheries	81	10	110	13	112	16
6.3 Sylviculture	79	25	83	27	85	45
7. Production et technologie industrielles	139	437	170	417	165	406
8. Structures et relations sociales	803	100	826	167	762	178
9. Exploration et exploitation de l'espace	65	191	99	270	76	270
10. Recherches non orientées	59	296	65	271	206	295
11. Autres recherches civiles	33	3	20	3	22	2
12. Défense	149	147	156	141	187	141
13. Autres	57	317	62	320	57	329
Dépenses totales en S-T	3 033	2 158	3 173	2 346	3 347	2 594
pourcentage						
Pourcentage	58	42	57	43	56	44

¹ Excluent les coûts hors-programme

TABLEAU 6.2 Dépenses en R-D selon le domaine des classifications socio-économiques, 1997-1998 à 1999-2000

Objectifs socio-économiques	1997-98 ¹		1998-99 ¹		1999-2000	
	Intra-muros ¹	Extra-muros	Intra-muros ¹	Extra-muros	Intra-muros ¹	Extra-muros
en millions de dollars						
1. Exploration et exploitation du milieu terrestre	178	25	179	29	186	99
2. Infrastructures et aménagement du territoire :						
2.1 Transport	34	32	38	28	42	23
2.2 Télécommunications	32	22	32	35	24	34
2.3 Autres	54	13	51	15	42	16
3. Pollution, protection et conservation de l'environnement	97	73	98	83	122	88
4. Santé publique	80	282	87	318	103	390
5. Production, distribution et utilisation rationnelle de l'énergie	209	57	170	65	171	68
6. Production et technologie agricoles :						
6.1 Agriculture	317	37	308	44	334	67
6.2 Pêcheries	30	8	42	10	43	13
6.3 Sylviculture	73	24	74	24	77	43
7. Production et technologie industrielles	119	429	123	406	137	398
8. Structures et relations sociales	110	31	125	90	50	87
9. Exploration et exploitation de l'espace	59	190	92	270	68	269
10. Recherches non orientées	51	237	54	229	150	256
11. Autres recherches civiles	15	1	14	2	14	1
12. Défense	127	124	136	120	167	121
13. Autres	3	74	4	68	4	58
Dépenses totales en R - D	1 588	1 659	1 627	1 836	1 734	2 031
			pourcentage			
Pourcentage	49	51	47	53	46	54

¹ Excluent les coûts hors-programme

TABLEAU 6.3 Dépenses en S-T selon le domaine des classifications socio-économiques et activité, 1999-2000

Objectifs socio-économiques	Intra-muros ¹			Extra-muros			Total		
	R-D	ASC	S-T	R-D	ASC	S-T	R-D	ASC	S-T
en millions de dollars									
1. Exploration et exploitation du milieu terrestre	186	198	384	99	29	128	285	227	512
2. Infrastructures et aménagement du territoire :									
2.1 Transport	42	11	53	23	1	24	65	12	77
2.2 Télécommunications	24	2	26	34	10	44	58	12	70
2.3 Autres	42	79	121	16	7	23	58	86	144
3. Pollution, protection et conservation de l'environnement	122	166	288	88	29	117	210	195	405
4. Santé publique	103	146	249	390	45	435	493	191	684
5. Production, distribution et utilisation rationnelle de l'énergie	171	2	173	68	--	68	239	2	241
6. Production et technologie agricoles :									
6.1 Agriculture	334	47	381	67	6	73	401	53	454
6.2 Pêcheries	43	69	112	13	3	16	56	72	128
6.3 Sylviculture	77	8	85	43	2	45	120	10	130
7. Production et technologie industrielles	137	28	165	398	8	406	535	36	571
8. Structures et relations sociales	50	712	762	87	91	178	137	803	940
9. Exploration et exploitation de l'espace	68	8	76	269	1	270	337	9	346
10. Recherches non orientées	150	56	206	256	39	295	406	95	501
11. Autres recherches civiles	14	8	22	1	1	2	15	9	24
12. Défense	167	20	187	121	20	141	288	40	328
13. Autres	4	53	57	58	271	329	62	324	386
Dépenses totales en R-D	1 734	1 613	3 347	2 031	563	2 594	3 765	2 176	5 941
pourcentage									
Pourcentage de l'activité	52	48	100	78	22	100	63	37	100
Pourcentage du total	29	27	56	34	10	44	63	37	100

¹ Excluent les coûts hors-programme

Graphique 6.1

Dépenses en pourcentage de S-T et de R-D selon le domaine des classifications socio-économiques, 1999-2000

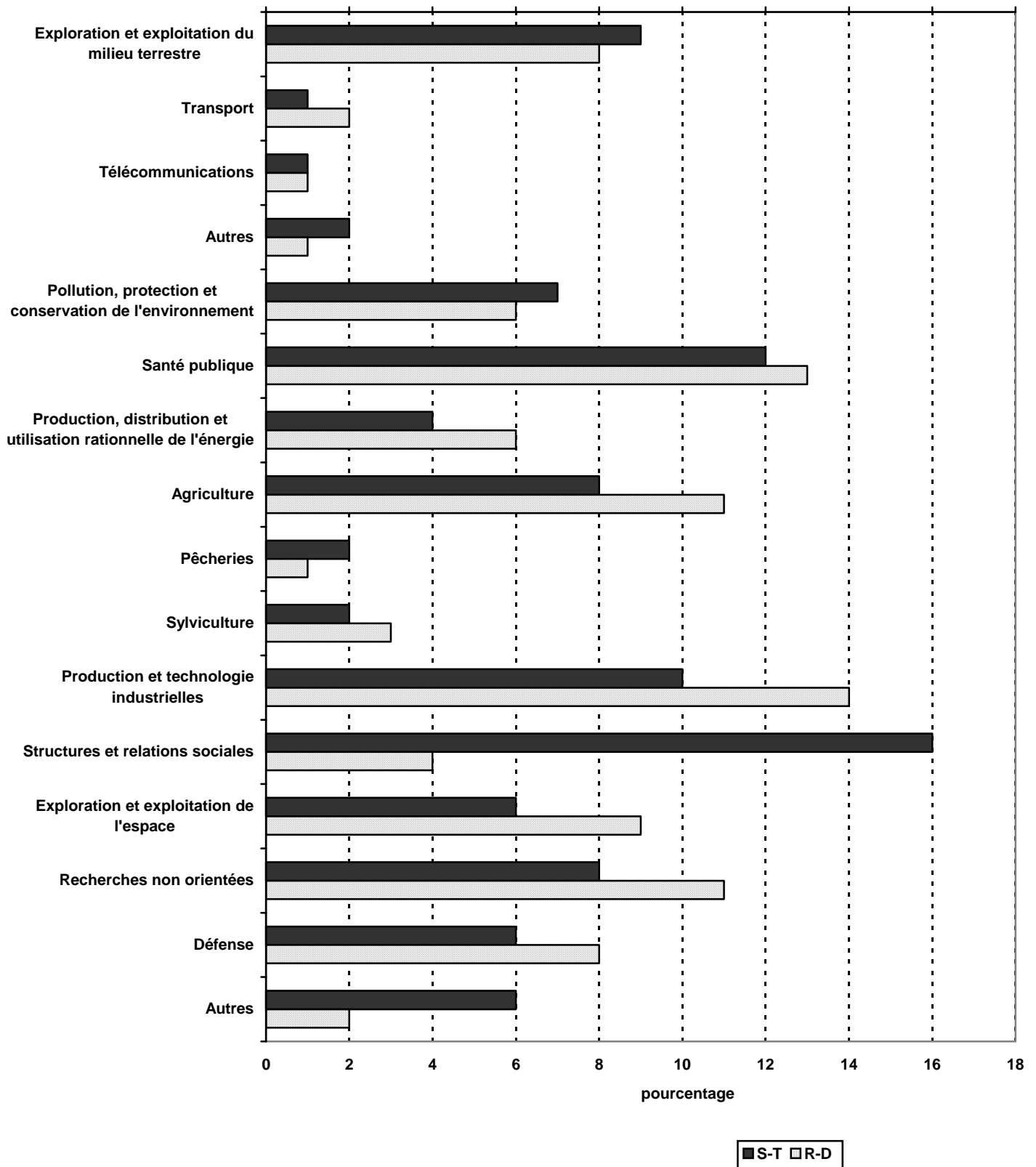


TABLEAU 6.4 Dépenses en pourcentage de S-T selon le domaine des classifications socio-économiques et activité, 1999-2000

Objectifs socio-économiques	R-D			ASC			S-T		
	Intra-muros ¹	Extra-muros	Total	Intra-muros ¹	Extra-muros	Total	Intra-muros ¹	Extra-muros	Total
	pourcentage								
1. Exploration et exploitation du milieu terrestre	11	5	8	12	5	10	11	5	9
2. Infrastructures et aménagement du territoire :									
2.1 Transport	2	1	2	1	--	1	2	1	1
2.2 Télécommunications	1	2	1	--	2	1	1	2	1
2.3 Autres	2	1	1	5	1	4	4	1	2
3. Pollution, protection et conservation de l'environnement	7	4	6	10	5	9	9	4	7
4. Santé publique	6	19	13	9	8	9	7	17	12
5. Production, distribution et utilisation rationnelle de l'énergie	10	3	6	--	--	--	5	3	4
6. Production et technologie agricoles :									
6.1 Agriculture	19	3	11	3	1	2	11	3	8
6.2 Pêcheries	3	1	1	4	1	3	3	--	2
6.3 Sylviculture	4	2	3	1	--	1	2	2	2
7. Production et technologie industrielles	8	20	14	2	2	2	5	16	10
8. Structures et relations sociales	3	4	4	44	16	37	23	7	16
9. Exploration et exploitation de l'espace	4	13	9	1	--	--	2	10	6
10. Recherches non orientées	9	13	11	3	7	4	6	11	8
11. Autres recherches civiles	1	--	--	1	--	--	1	--	--
12. Défense	10	6	8	1	4	2	6	5	6
13. Autres	--	3	2	3	48	15	2	13	6
Pourcentage total	100	100	100	100	100	100	100	100	100
	en millions de dollars								
Dépenses totales	1 734	2 031	3 765	1 613	563	2 176	3 347	2 594	5 941
	pourcentage								
Pourcentage de l'activité	46	54	100	74	26	100	56	44	100
Pourcentage du total	29	34	63	27	10	37	56	44	100

¹ Excluent les coûts hors-programme

TABLEAU 6.5 Dépenses en S-T selon le domaine des classifications socio-économiques et principaux ministères et organismes, 1999-2000

Objectifs socio-économiques	AGR	ACDI	IRSC	ENV	DEFN	CRN	RNCan	CRSNG	STCAN	Autres	Total	%
en millions de dollars												
1. Exploration et exploitation du milieu terrestre	-	-	-	233	-	3	122	30	-	124	512	9
2. Infrastructures et aménagement du territoire :												
2.1 Transport	-	-	-	-	-	47	--	11	5	14	77	2
2.2 Télécommunications	-	-	-	-	-	18	--	31	-	21	70	1
2.3 Autres	-	-	-	-	-	33	29	15	-	67	144	2
3. Pollution, protection et conservation de l'environnement	--	-	-	242	-	39	6	55	-	63	405	7
4. Santé publique	-	-	316	--	-	63	-	45	9	251	684	11
5. Production, distribution et utilisation rationnelle de l'énergie	-	-	-	-	-	4	76	21	-	140	241	4
6. Production et technologie agricoles :												
6.1 Agriculture	333	-	-	-	-	28	--	31	11	51	454	8
6.2 Pêcheries	-	-	-	-	-	2	--	6	-	120	128	2
6.3 Sylviculture	-	-	-	-	-	6	109	5	-	10	130	2
7. Production et technologie industrielles	-	-	-	2	-	134	47	81	-	307	571	10
8. Structures et relations sociales	-	-	-	-	-	-	--	1	399	540	940	16
9. Exploration et exploitation de l'espace	-	-	-	-	-	30	-	8	-	308	346	6
10. Recherches non orientées	-	-	-	-	-	168	--	207	-	126	501	8
11. Autres recherches civiles	-	-	-	-	-	13	10	-	-	1	24	--
12. Défense	-	-	-	-	328	-	-	-	-	-	328	6
13. Autres	-	333	-	-	-	-	-	-	-	53	386	6
Dépenses totales en S-T¹	333	333	316	477	328	588	399	547	424	2 196	5 941	
pourcentage												
Pourcentage	6	6	5	8	5	10	7	9	7	37	100	100

¹ Excluent les coûts hors-programme

TABLEAU 6.6 Dépenses intra-muros en S-T selon le domaine des classifications socio-économiques et principaux ministères et organismes, 1999-2000

Objectifs socio-économiques	ÉACL	AGR	ENV	P-O	SC	DEFN	CRN	RNCan	STCAN	Autres	Total	%
en millions de dollars												
1. Exploration et exploitation du milieu terrestre	-	-	154	110	-	-	3	116	-	1	384	11
2. Infrastructures et aménagement du territoire :												
2.1 Transport	-	-	-	--	-	-	43	--	4	6	53	2
2.2 Télécommunications	-	-	-	-	-	-	8	--	-	18	26	1
2.3 Autres	-	-	-	-	-	-	33	26	-	62	121	4
3. Pollution, protection et conservation de l'environnement	-	--	203	41	1	-	33	6	-	4	288	9
4. Santé publique	-	-	--	-	158	-	56	-	9	26	249	7
5. Production, distribution et utilisation rationnelle de l'énergie	122	-	-	-	-	-	1	44	-	6	173	5
6. Production et technologie agricoles :												
6.1 Agriculture	-	313	-	-	-	-	22	--	11	35	381	11
6.2 Pêcheries	-	-	-	111	-	-	-	--	-	1	112	3
6.3 Sylviculture	-	-	-	-	-	-	6	76	-	3	85	2
7. Production et technologie industrielles	-	-	1	-	-	-	80	45	-	39	165	5
8. Structures et relations sociales	-	-	-	--	-	-	-	--	399	363	762	23
9. Exploration et exploitation de l'espace	-	-	-	-	-	-	21	-	-	55	76	2
10. Recherches non orientées	-	-	-	-	-	-	128	--	-	78	206	6
11. Autres recherches civiles	-	-	-	-	-	-	13	9	-	-	22	1
12. Défense	-	-	-	-	-	187	-	-	-	-	187	6
13. Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	57	57	2
Dépenses totales en S-T¹	122	313	358	262	159	187	447	322	423	754	3 347	
pourcentage												
Pourcentage	4	9	11	8	5	5	13	10	13	22	100	100

¹ Excluent les coûts hors-programme

TABLEAU 6.7 Dépenses extra-muros en S-T selon le domaine des classifications socio-économiques et principaux ministères et organismes, 1999-2000

Objectifs socio-économiques	ACDI	IRSC	ASC	IND	DEFN	CRN	CRSNG	CRSSH	Autres	Total	%
en millions de dollars											
1. Exploration et exploitation du milieu terrestre	-	-	-	-	-	-	30	-	98	128	5
2. Infrastructures et aménagement du territoire :											
2.1 Transport	-	-	-	-	-	4	11	--	9	24	1
2.2 Télécommunications	-	-	-	-	-	10	31	-	3	44	2
2.3 Autres	-	-	-	-	-	-	15	-	8	23	1
3. Pollution, protection et conservation de l'environnement	-	-	-	-	-	6	55	4	52	117	4
4. Santé publique	-	302	-	-	-	7	45	9	72	435	17
5. Production, distribution et utilisation rationnelle de l'énergie	-	-	-	-	-	2	21	-	45	68	3
6. Production et technologie agricoles :											
6.1 Agriculture	-	-	-	-	-	6	31	--	36	73	3
6.2 Pêcheries	-	-	-	-	-	2	6	1	7	16	1
6.3 Sylviculture	-	-	-	-	-	1	5	2	37	45	2
7. Production et technologie industrielles	-	-	-	200	-	53	81	7	65	406	16
8. Structures et relations sociales	-	-	-	-	-	-	1	75	102	178	7
9. Exploration et exploitation de l'espace	-	-	249	-	-	9	8	-	4	270	10
10. Recherches non orientées	-	-	-	-	-	40	184	17	54	295	11
11. Autres recherches civiles	-	-	-	-	-	1	-	-	1	2	--
12. Défense	-	-	-	-	141	-	-	-	-	141	5
13. Autres	319	-	-	-	-	-	-	-	10	329	12
Dépenses totales en S-T	319	302	249	200	141	141	524	115	603	2 594	
pourcentage											
Pourcentage	12	12	10	8	5	5	20	5	23	100	100

TABLEAU 6.8 Dépenses en R-D selon le domaine des classifications socio-économiques et principaux ministères et organismes, 1999-2000

Objectifs socio-économiques	AGR	IRSC	ASC	ENV	IND	DEFN	CRN	RNCan	CRSNG	Autres	Total	%
en millions de dollars												
1. Exploration et exploitation du milieu terrestre	-	-	-	99	-	-	2	110	20	54	285	7
2. Infrastructures et aménagement du territoire :												
2.1 Transport	-	-	-	-	-	-	40	--	11	14	65	2
2.2 Télécommunications	-	-	-	-	17	-	17	--	22	2	58	2
2.3 Autres	-	-	-	-	-	-	29	14	13	2	58	2
3. Pollution, protection et conservation de l'environnement	--	-	-	81	-	-	34	6	54	35	210	5
4. Santé publique	-	304	-	-	-	-	55	-	29	105	493	13
5. Production, distribution et utilisation rationnelle de l'énergie	-	-	-	-	-	-	4	76	21	138	239	6
6. Production et technologie agricoles :												
6.1 Agriculture	319	-	-	-	-	-	25	--	26	31	401	11
6.2 Pêcheries	-	-	-	-	-	-	2	--	6	48	56	1
6.3 Sylviculture	-	-	-	-	-	-	6	101	5	8	120	3
7. Production et technologie industrielles	-	-	-	1	218	-	122	47	75	72	535	14
8. Structures et relations sociales	-	-	-	-	-	-	-	--	1	136	137	4
9. Exploration et exploitation de l'espace	-	-	298	-	-	-	27	-	7	5	337	9
10. Recherches non orientées	-	-	-	-	-	-	149	--	189	68	406	11
11. Autres recherches civiles	-	-	-	-	-	-	11	4	-	-	15	--
12. Défense	-	-	-	-	-	288	-	-	-	-	288	8
13. Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	62	62	2
Dépenses totales en S-T¹	319	304	298	181	235	288	523	358	479	780	3 765	
pourcentage												
Pourcentage	8	8	8	5	6	8	14	9	13	21	100	100

¹ Excluent les coûts hors-programme

TABLEAU 6.9 Dépenses intra-muros en R-D selon le domaine des classifications socio-économiques et principaux ministères et organismes, 1999-2000

Objectifs socio-économiques	ÉACL	AGR	ASC	ENV	P-O	DEFN	CRN	RNCan	Autres	Total	%
en millions de dollars											
1. Exploration et exploitation du milieu terrestre	-	-	-	32	44	-	2	106	2	186	11
2. Infrastructures et aménagement du territoire :											
2.1 Transport	-	-	-	-	-	-	37	--	5	42	2
2.2 Télécommunications	-	-	-	-	-	-	7	--	17	24	2
2.3 Autres	-	-	-	-	-	-	28	14	-	42	2
3. Pollution, protection et conservation de l'environnement	-	--	-	67	16	-	28	6	5	122	7
4. Santé publique	-	-	-	-	-	-	48	-	55	103	6
5. Production, distribution et utilisation rationnelle de l'énergie	122	-	-	-	-	-	1	44	4	171	10
6. Production et technologie agricoles :											
6.1 Agriculture	-	300	-	-	-	-	19	--	15	334	19
6.2 Pêcheries	-	-	-	-	42	-	-	--	1	43	2
6.3 Sylviculture	-	-	-	-	-	-	5	70	2	77	4
7. Production et technologie industrielles	-	-	-	--	-	-	69	45	23	137	8
8. Structures et relations sociales	-	-	-	-	-	-	-	--	50	50	3
9. Exploration et exploitation de l'espace	-	-	49	-	-	-	18	-	1	68	4
10. Recherches non orientées	-	-	-	-	-	-	109	--	41	150	9
11. Autres recherches civiles	-	-	-	-	-	-	11	3	-	14	1
12. Défense	-	-	-	-	-	167	-	-	-	167	10
13. Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	4	4	--
Dépenses totales en S-T¹	122	300	49	99	102	167	382	288	225	1 734	
pourcentage											
Pourcentage	7	17	3	6	6	10	22	16	13	100	100

TABLEAU 6.10 Dépenses extra-muros en R-D selon le domaine des classifications socio-économiques et principaux ministères et organismes, 1999-2000

Objectifs socio-économiques	FCI	IRSC	ASC	IND	DEFN	CRN	CRSNG	CRSSH	Autres	Total	%
en millions de dollars											
1. Exploration et exploitation du milieu terrestre	5	-	-	-	-	-	20	-	74	99	5
2. Infrastructures et aménagement du territoire :											
2.1 Transport	--	-	-	-	-	4	11	--	8	23	1
2.2 Télécommunications	2	-	-	-	-	10	22	-	-	34	2
2.3 Autres	2	-	-	-	-	-	13	-	1	16	1
3. Pollution, protection et conservation de l'environnement	6	-	-	-	-	6	54	3	19	88	4
4. Santé publique	35	290	-	-	-	7	29	8	21	390	19
5. Production, distribution et utilisation rationnelle de l'énergie	2	-	-	-	-	2	21	-	43	68	3
6. Production et technologie agricoles :											
6.1 Agriculture	9	-	-	-	-	6	27	-	25	67	3
6.2 Pêcheries	2	-	-	-	-	2	6	1	2	13	1
6.3 Sylviculture	2	-	-	-	-	1	5	2	33	43	2
7. Production et technologie industrielles	24	-	-	200	-	53	75	5	41	398	20
8. Structures et relations sociales	1	-	-	-	-	-	1	55	30	87	4
9. Exploration et exploitation de l'espace	2	-	249	-	-	9	7	-	2	269	13
10. Recherches non orientées	22	-	-	-	-	40	168	12	14	256	13
11. Autres recherches civiles	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	--
12. Défense	-	-	-	-	121	-	-	-	-	121	6
13. Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	58	58	3
Dépenses totales en S-T	114	290	249	200	121	141	459	86	371	2 031	
pourcentage											
Pourcentage	6	14	12	10	6	7	23	4	18	100	100

Abréviations

Ministères et organismes

AE	Affaires extérieures
AÉ-CI	Affaires étrangères et commerce international Canada
ACDI	Agence canadienne de développement international
ACIA	Agence canadienne d'inspection des aliments
ADRC	Agence des douanes et du revenu du Canada
AGR	Agriculture et agro-alimentaire Canada
AIN	Affaires indiennes et du Nord canadien
AN	Archives nationales
APC	Agence Parcs Canada
APECA	Agence de promotion économique du Canada Atlantique
ASC	Agence spatiale canadienne
AS	Approvisionnements et services
BC	Banque du Canada
BCP	Bureau du conseil privé
BFDR	Bureau fédéral de développement régional Québec
BN	Bibliothèque nationale
BSTC	Bureau de la sécurité des transports du Canada
CC	Consommation et corporations
CCÉA	Commission de contrôle de l'énergie atomique
CCDP	Commission canadienne des droits de la personne
CCG	Centre canadien de gestion
CCN	Commission de la capitale nationale
CCSN	Commission canadienne en sûreté nucléaire
CEC	Conseil économique du Canada
CFC	Condition Féminine Canada
CFP	Commission de la fonction publique
C-I	Citoyenneté et immigration
CLO	Commissaire aux langues officielles
CMI	Commission mixte internationale
CNR	Conseil national de recherches du Canada
COMM	Communications
CRDI	Centre de recherches pour le développement international
CRM	Conseil de recherches médicales
CRTFP	Commission des relations de travail dans la fonction publique
CRSNG	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie
CRSSH	Conseil de recherches en sciences sociales et humaines
CRU's	Conseils de recherche des universités
CS	Conseil des sciences du Canada
CT	Conseil du trésor
DEC(Qué)	Développement économique Canada (régions du Québec)
DEFN	Défense nationale
DEOC	Diversification de l'économie de l'Ouest Canada
DRHC	Développement des ressources humaines Canada
ÉACL	Énergie atomique du Canada Limitée
E-I	Emploi et immigration
EIR	Expansion industrielle régionale
EMR	Énergie, mines et ressources
ENV	Environnement
FCI	Fondation canadienne pour l'innovation
FIN	Finances
FOR	Forêts
GC	Génome Canada
GRC	Gendarmerie royale du Canada
IC	Investissement Canada
IRSC	Instituts de recherche en santé du Canada
IND	Industrie Canada
ISTC	Industrie, sciences et technologie Canada
JUS	Justice

Ministères et organismes – fin

MBA	Musée des beaux-arts du Canada
M-C	Multiculturalisme et citoyenneté Canada
MCC	Musée canadien des civilisations
MCN	Musée canadien de la nature
MN	Musées nationaux du Canada
MNST	Musée national des sciences et de la technologie
ONE	Office national de l'énergie
ONF	Office national du film
ONT	Office national des transports du Canada
OTG	Office du transport du grain
PC	Patrimoine canadien
PCC	Protection civile du Canada
P-O	Pêches et océans
REVN	Revenu Canada
RNCan	Ressources naturelles Canada
SC	Santé Canada
SCHL	Société canadienne d'hypothèques et de logement
SE	Secrétariat d'État
SGEN	Solliciteur général
SNBS	Santé nationale et bien-être social
SRC	Société Radio-Canada
S-T	Sciences et technologie
STCAN	Statistique Canada
TCCE	Tribunal canadien du commerce extérieur
TP	Travaux publics
TP-SG	Travaux publics et services gouvernementaux Canada
TPT	Transports
TRAV	Travail

Notes techniques et définitions

Portée et limites des données

Les données sur les dépenses pour les activités scientifiques contrôlées par les ministères et organismes fédéraux fournies dans le présent document correspondent aux dépenses budgétaires, par programme, contenues dans le Budget principal des dépenses soumis à l'approbation du Parlement. Les coûts ou les dépenses non budgétaires qui suivent ne sont pas inclus :

les avances et les dotations en capital relatifs aux sociétés d'État ; les prêts ou les avances consentis à des fins précises à d'autres gouvernements et à des organismes internationaux ou à des personnes ou des sociétés du secteur privé.

Fiabilité des données

Toutes les sources possibles d'erreur ont été examinées. Les définitions ont été tirées du **Répertoire de méthodes d'évaluation des erreurs dans les recensements et les enquêtes**, Statistique Canada, n° 13-564 au catalogue.

- On procède à un recensement exhaustif des ministères et organismes fédéraux qui exécutent des activités scientifiques.
- La conséquence de ce recensement est que les erreurs dues à la couverture et non réponse sont minimales.
- Statistique Canada ne fait aucun échantillonnage, codage ou imputation pour cet exercice.

Saisie des données

"Dans un recensement ou une enquête, la saisie des données consiste à convertir les données des questionnaires (autrement dit, les réponses des répondants) ou les feuilles de codage sous une forme que l'ordinateur pourra lire."

Toute la saisie des données relatives à la statistique des sciences se fait manuellement sur terminal d'ordinateur.

Il est peu vraisemblable que d'importantes erreurs de saisie des données ne soient pas corrigées, étant donné le nombre de totalisations et de listes qui sont préparés pour l'analyse des données et qui sont examinés avant que les tableaux à publier ne soient établis. On estime que de telles erreurs entraînent des variations inférieures à 1 % dans l'établissement des dépenses.

Vérification

"La méthode de vérification consiste habituellement à : (i) vérifier chaque zone de chaque document pour s'assurer qu'elle comporte un code ou une inscription acceptable; (ii) vérifier les codes ou les inscriptions de certaines combinaisons prédéterminées de zones pour s'assurer que ces codes ou ces instructions ne sont pas contradictoires."

Même si l'on procède à certaines vérifications, tous les dossiers qui sont rejetés à ce niveau sont corrigés, après étude par les vérificateurs.

Définitions des sciences naturelles et génie

Le domaine des sciences naturelles et génie (SNG) englobe les disciplines relevant de la compréhension, de l'exploration, de l'évolution ou de l'utilisation du monde matériel. Elle comprend le génie, les mathématiques et les sciences biologiques et physiques.

Recherche scientifique et développement expérimental (R-D)

Travail créatif entrepris systématiquement afin d'augmenter les connaissances scientifiques et techniques et de les utiliser de façon inédite.

La caractéristique principale de la R-D doit comporter un élément important de nouveauté et d'incertitude. **Nouveauté** recherchée surtout au niveau des connaissances, des produits et des procédés. Le travail est habituellement exécuté ou surveillé par des personnes possédant une formation post-universitaire dans le domaine des sciences naturelles ou du génie.

Un projet en R-D présente en général trois points particuliers :

- un élément important d'incertitude, de nouveauté et d'innovation ;
- un schéma de projet bien conçu ;
- un compte rendu des modalités et des résultats de ce projet.

Les activités scientifiques connexes (ASC)

Les activités qui complètent et élargissent le champ de la R-D en contribuant à la création, à la diffusion et à l'application des connaissances scientifiques et technologiques. Les genres d'activités scientifiques connexes, pour les sciences naturelles et génie sont énumérées ci-dessous :

(i) Collecte de données scientifiques.

Rassemblement, traitement et analyse de données portant sur des phénomènes naturels. Ces données proviennent généralement d'enquêtes, d'analyses usuelles en laboratoire ou de simples compilations de fiches opérationnelles. Le coût de la collecte des données pour un programme de recherche en cours ou proposé entre dans les frais de recherche. De la même façon, les coûts d'analyse de données existantes faisant partie d'un projet de recherche constituent des frais de R-D, même si les données ont tout d'abord été rassemblées à d'autres fins. De même, on considère comme activité de recherche toute mise au point de nouvelles techniques de la collecte de données. Les relevés réguliers de données géologiques, hydrographiques, océanographiques et topographiques sont des exemples de collecte de renseignements scientifiques, tout comme les observations astronomiques, la mise à jour de dossiers météorologiques et les relevés d'informations sur la faune et les poissons.

(ii) Services de renseignements.

Tout travail se rapportant à l'inscription, à la classification, à la traduction et à la diffusion d'information scientifique et technologique et les musées. Ceci comprend le fonctionnement des bibliothèques scientifiques et techniques, les services consultatifs et d'information scientifique et technologique et du Bureau des brevets, la publication de revues et de bibliographies scientifiques ainsi que l'organisation de conférences scientifiques. Cette catégorie comprend également les subventions accordées pour la publication de travaux scientifiques théoriques.

Cette catégorie ne comprend pas les services d'information générale ni les services d'information du grand public telles les bibliothèques d'ordre général des ministères et les bibliothèques publiques. Lorsqu'il existe des budgets distincts, les frais encourus par les bibliothèques appartenant à des établissements s'intéressant par ailleurs à une toute autre activité, telle la R-D, doivent être imputés aux services de renseignements. Les frais d'impression et de diffusion des rapports portant sur une autre activité, par exemple, de la R-D, sont normalement imputables à cette activité.

Sous-catégorie comprise dans les services de renseignements :

Musées - Rassemblement, inventaire et expositions d'objets faisant partie de monde matériel ou représentation de phénomènes naturels. Cette activité constitue un essai systématique visant à protéger et à présenter les richesses du monde des sciences naturelles: d'une certaine façon, on pourrait même dire qu'elle représente une prolongation des services de renseignements. Cette catégorie comprend les activités scientifiques liées aux musées d'histoire naturelle, aux jardins zoologiques et botaniques, aux aquariums, aux planétariums et aux réserves naturelles. Cette catégorie ne comprend pas les parcs qui ne sont pas avant tout des réserves pour certaines espèces de la faune ou de la flore. Dans tous les cas, sont exclus les frais des services et des divertissements offerts aux visiteurs (par ex. restaurants, jardins des enfants et musées).

Lorsqu'un musée s'intéresse non seulement à l'histoire naturelle, mais également aux divers aspects de l'activité culturelle sur le plan humain, les ressources de ce musée devraient se partager entre les sciences naturelles, et sociales. Toutefois, les musées des sciences et de la technologie qui exposent des objets artificiels ou synthétiques et peuvent aussi illustrer l'activité des 'lois' qui régissent le domaine scientifique, devraient être classés dans la catégorie des musées des sciences sociales.

(iii) Études et services spéciaux.

Recherches systématiques entreprises dans le but de fournir des renseignements nécessaires à la planification, à l'élaboration ou à l'orientation de politiques. Cette catégorie comprend également les projets-pilotes.

Entreraient par exemple dans la catégorie des études spéciales un examen sur la possibilité d'implanter et d'exploiter un complexe pétrochimique dans une région du Canada, la Commission royale d'enquête sur la pauvreté, l'enquête sur le pipeline et la vallée du MacKenzie, l'expérience du revenu garanti au Manitoba, l'impact social des études résultant du développement des champs pétrolifères 'Hibernia' (coûts nets).

Études et services spéciaux comprennent les sous-catégories suivantes :

Essai et normalisation - Travail réalisé dans le but d'établir des normes nationales et internationales pour les matériaux, appareils, produits et procédés ou dans le but de définir des normes secondaires et de préparer les essais de qualité spéciaux. La mise au point de nouvelles mesures de normalisation ou de nouvelles méthodes de mesure ou d'essai constitue de la R-D et devrait être considérée comme telle. La catégorie ne comprend pas les essais usuels comme le contrôle des niveaux de radioactivité ou les essais pédologiques avant la construction.

Études de faisabilité - Études techniques de projets innovateurs en génie, visant à fournir des renseignements supplémentaires nécessaires à la prise de décisions touchant la mise en application. On retrouve en outre, dans cette catégorie, les projets témoins. Ceux-ci comprennent la mise en oeuvre, à l'issue de la R-D, d'installations ou de procédés secrets ou encore prototypes visant à fournir des données supplémentaires sur des facteurs tels les frais, les caractéristiques opérationnelles, la demande du marché et l'accueil réservé par le public. Les projets connus sous le nom de "projets témoins", s'ils sont conformés à la définition de la R-D, doivent être considérés comme telle. Lorsqu'une installation ou un procédé vise surtout à assurer un service ou un revenu plutôt qu'à apporter un témoignage, on ne doit plus les ranger parmi les études de faisabilité. Seuls les frais nets de tous les projets témoins devraient être pris en considération. Parmi ceux-ci, on dénombre le projet Spry Point Ark, le projet de chauffage géothermique, à Régina, et le Système de combustion en lit fluidisé, à l'Î.-P.-É..

(iv) **Aide à l'éducation.**

Subventions versées à des particuliers (ou à des institutions au nom de particuliers) dans le but d'aider les étudiants à parfaire leur formation universitaire dans le domaine des sciences naturelles ou en technologie. Cette catégorie ne comprend pas les subventions générales d'établissement ou d'exploitation. Cette activité comprend l'appui aux étudiants étrangers pour la poursuite d'études en sciences naturelles dans les maisons d'enseignement canadiennes ou étrangères. Les subventions visant surtout à appuyer la recherche menée par des particuliers dans des universités, sont des subventions en R-D ou des bourses de recherche.

Définitions relatives aux sciences sociales et humaines

Le domaine des sciences sociales et humaines (SSH) couvre toutes les disciplines qui étudient les actions et les situations humaines ainsi que les mécanismes sociaux, économiques et institutionnels touchant l'être humain. Il englobe des disciplines telles que l'anthropologie, la démographie, l'économie, la géographie, l'histoire, les langues, la littérature et la linguistique, le droit, la bibliothéconomie, la philosophie, les sciences politiques, la psychologie, les sciences religieuses, le service social, la sociologie ainsi que les études urbaines et régionales.

Recherche et développement expérimental (R-D)

Les travaux de création entrepris de façon systématique en vue d'accroître la somme des connaissances, y compris la connaissance de l'humanité, de la culture et de la société, ainsi que l'utilisation de cette somme de connaissances pour de nouvelles applications.

La R-D nécessite non seulement de l'information, mais également l'acquisition de certaines connaissances. Ces **nouvelles** connaissances comprennent l'incorporation de nouveaux renseignements aux hypothèses existantes, la formulation et la vérification de nouvelles hypothèses ou la réévaluation d'observations déjà faites.

Un projet en R-D présente en général trois points particuliers :

- un élément important d'incertitude, de nouveauté et d'innovation ;
- un schéma de projet bien conçu ;
- un compte rendu des modalités et des résultats de ce projet.

Les activités scientifiques connexes (ASC)

Les activités qui complètent et élargissent le champ de la R-D en contribuant à la création, à la diffusion et à l'application des connaissances scientifiques et technologiques. Les genres d'activités scientifiques connexes, pour les sciences sociales et humaines sont énumérés ci-dessous:

(i) **Collecte de données générales.**

Rassemblement, traitement, classement, analyse et publication d'information concernant des phénomènes humains, en se servant d'études, de recherches courantes et spéciales ainsi que de la compilation des données existantes. Cela ne comprend pas la collecte de données dans un but d'administration interne (par exemple, les statistiques sur le personnel du ministère) ni le rassemblement de données qui font partie d'un projet en R-D. Le coût de la collecte des données pour un programme de recherche en cours ou proposé entre dans les frais de recherche. De la même façon, les coûts d'analyse de données existantes faisant partie d'un projet de recherche constituent des frais de R-D, même si les données ont tout d'abord été rassemblées à d'autres fins. De même, on considère comme activité de recherche toute mise au point de nouvelles techniques de la collecte de données. Au nombre de ces établissements, on retrouve les bureaux de statistique des gouvernements canadiens et les sections de statistiques des ministères et des organismes. Les déboursés et le personnel des services dont la principale activité est la R-D doivent être réservés à la R-D; les bibliothèques spécialisées disposant de budgets distincts doivent relever des services de renseignements.

(ii) **Services de renseignements.**

Tout travail se rapportant à l'inscription, à la classification, à la traduction et à la diffusion d'information scientifique et technologique et les musées. Ceci comprend le fonctionnement des bibliothèques scientifiques et techniques, les services consultatifs et de renseignements scientifiques et technologiques, le Bureau des brevets, la publication de journaux et de bibliographies scientifiques ainsi que l'organisation de conférences scientifiques. Cette catégorie comprend également les subventions utilisées pour la publication de travaux scientifiques théoriques.

Cette catégorie ne comprend pas les services d'information générale ni les services d'information du grand public telles les bibliothèques publiques. Lorsqu'il existe des budgets distincts, les frais encourus par les bibliothèques appartenant à des établissements s'intéressants par ailleurs à une tout autre activité, telle la R-D, doivent être imputés aux services de renseignements. Les frais d'impression et de diffusion des rapports portant sur une autre activité, par exemple, de la R-D, sont normalement imputables à cette activité.

Sous-catégorie comprise dans les services de renseignements :

Musées - Rassemblement, inventaire et expositions d'objets et de reproductions liées à l'histoire, à l'organisation sociale et aux créations de l'humanité. Cette activité a pour but de conserver et de présenter systématiquement les travaux des êtres humains et de renseigner sur leurs travaux, son histoire et sa nature. Cette catégorie comprend les activités scientifiques des musées historiques, les expositions archéologiques et les galeries d'art. Dans tous les cas, sont exclus les frais des services et des divertissements offerts aux visiteurs (par ex. restaurants, jardins des enfants et musées).

Lorsqu'un musée s'intéresse non seulement à l'histoire naturelle, mais également aux divers aspects de l'activité culturelle sur le plan humain, les ressources de ce musée devraient se partager entre les sciences naturelles et sociales. Cependant, les musées des sciences et de la technologie, et les musées de guerre, etc., qui exposent des objets artificiels ou synthétiques et qui illustrent parfois même le fonctionnement de certaines techniques, devraient être classés dans la catégorie des musées consacrés aux sciences sociales.

(iii) Études et services spéciaux.

Recherches systématiques entreprises dans le but de fournir des renseignements nécessaires à la planification, à l'élaboration ou à l'orientation de politiques. Cette catégorie comprend également les projets-pilotes.

Ce genre de travail est habituellement exécuté par des services spécialisés au sein de certains ministères, des experts-conseils, des commissions royales d'enquête et des groupes d'étude. Cette activité ressemble à la R-D du fait qu'elle peut demander des analyses innovatrices et une très grande compétence scientifique ; cependant, cette activité ne vise pas le développement des connaissances humaines, mais plutôt l'élaboration de solutions précises à des problèmes déterminés (en général, pressants, assez bien circonscrits et, peut-être temporaires). Les opérations journalières n'appartiennent pas normalement à cette catégorie (c.-à-d. les documents administratifs conservés par les ministères de l'Éducation), mais certains projets spéciaux peuvent en faire partie.

Entreraient par exemple dans la catégorie des études spéciales un examen sur la possibilité d'implanter et d'exploiter un complexe pétrochimique dans une région du Canada, la Commission royale d'enquête sur la pauvreté, l'enquête sur le pipeline et la vallée du MacKenzie, l'expérience du revenu garanti au Manitoba, l'impact social des études résultant du développement des champs pétrolifères 'Hibernia' (coûts nets).

Études et services spéciaux comprennent les sous-catégories suivantes :

Études sur l'économie et la faisabilité - Enquêtes portant sur les caractéristiques socio-économiques et l'incidence de certaines situations. Ces études se limitent habituellement à un problème particulier et comprennent la mise en application de techniques et de méthodologies établies dans le domaine des sciences sociales. Nous citerons comme exemple l'étude portant sur la viabilité d'une usine métallurgique à l'étranger, ou une étude des avantages et des coûts relatifs à l'établissement d'une usine de papier au Manitoba.

Études sur les opérations et la politique - Analyse et évaluation des programmes, des politiques et des activités du ministère, les activités des services qui s'occupent en permanence de l'analyse et de la surveillance de phénomènes externes (par exemple, les statistiques sur les économies étrangères, l'information concernant la défense et la sécurité), de même que les études visant à fournir de l'information qui servira de base à l'élaboration d'une politique. Le travail est mené par des services spécialisés dans certains ministères, des experts-conseils, des commissions royales d'enquête et des groupes d'étude.

(iv) Aide à l'éducation.

Subventions versées à des particuliers ou à des établissements dans le but d'aider les étudiants à poursuivre leurs études post-secondaires dans le domaine des sciences sociales. Cette catégorie ne comprend pas les subventions générales accordées à des établissements d'enseignement. Cette activité comprend l'appui aux étudiants étrangers pour la poursuite d'études en sciences sociales dans des maisons d'enseignement canadiennes ou étrangères. Les subventions visant surtout à appuyer la recherche menée par des particuliers dans des universités sont des subventions de R-D ou des bourses de recherche.

Définitions relatives aux deux domaines scientifiques

Administration des programmes extra-muros

Coûts des services pouvant être identifiés comme s'occupant de l'administration des contrats, des subventions et des contributions au titre d'activités scientifiques menées à l'extérieur de l'administration fédérale. Ces dépenses sont réparties selon le genre d'activité scientifique visée, c'est-à-dire la R-D ou les ASC.

Exécution intra-muros

Lorsque les activités de S-T sont gérées et menées principalement par des fonctionnaires fédéraux, elles sont classées comme étant intra-muros. Même lorsque des composantes importantes d'un projet sont fournies par des organismes extérieurs, par exemple, en ce qui concerne la prestation de services informatiques, la construction d'un laboratoire et l'essai de prototypes, si la planification, la supervision, la production de rapports et les principales fonctions administratives sont contrôlées par des fonctionnaires fédéraux, on considère l'activité comme intra-muros. Ce principe s'applique aussi aux activités de S-T menées par un ministère ou un organisme pour le compte d'un autre ministère ou organisme fédéral selon la formule du recouvrement des frais.

Les dépenses intra-muros déclarées pour les activités scientifiques sont les coûts directs, incluant les salaires, dérivés des programmes scientifiques. Ces coûts comprennent la partie des contributions du programme au régime d'avantages sociaux des employés (par exemple, au régime de pension de retraite), qui s'applique au personnel scientifique au sein du programme. Les coûts ne faisant pas partie du programme ("frais indirects") comme la valeur des services rendus gratuitement par d'autres ministères et les locaux fournis par le ministère ou organisme concerné entrent également dans cette catégorie.

Exécution extra-muros

La gestion et la conduite d'une activité de S-T sont confiées à un organisme non fédéral. Les six secteurs d'exécution extra-muros utilisés par l'administration fédérale dans les enquêtes sur les dépenses de S-T sont les suivants :

- (i) **Entreprises commerciales canadiennes.** Ce secteur englobe les entreprises commerciales et publiques, y compris les services publics et les sociétés d'État et fréquemment désigné comme le secteur de l'industrie. Y compris aussi les experts - conseils qui fournissent un service en science et en génie. Les instituts de recherche industrielle situés dans des universités canadiennes relèvent du secteur universitaire.
- (ii) **Enseignement supérieur.** Ce secteur comprend toutes les universités canadiennes, y compris les instituts affiliés qui leur appartiennent, qu'elles administrent ou dont la dotation du personnel relève d'elles.
- (iii) **Organismes canadiens privés sans but lucratif.** Ce secteur comprend les oeuvres de charité, les organismes sanitaires bénévoles, les sociétés scientifiques et professionnelles et les autres établissements ne poursuivant pas un but lucratif. Les organismes privés sans but lucratif travaillant surtout pour un autre secteur ou dirigés par un autre secteur devraient entrer dans la catégorie de ce dernier (par exemple, l'Institut canadien de recherche en pâtes et papiers se range dans la catégorie "entreprise commerciale canadienne").
- (iv) **Administrations provinciales et municipales canadiennes.** Ce secteur comprend les ministères et les organismes de ces administrations. Les entreprises publiques telles que les services publics sont classées dans le secteur des entreprises commerciales canadiennes, et les hôpitaux, dans celui des organismes sans but lucratif ou des universités.
- (v) **Autres exécutants canadiens.** Ce secteur englobe les particuliers ou les organismes ne relevant d'aucun des secteurs susmentionnés. Il comprend en particulier les conseils et fondations de recherche des provinces.
- (vi) **Exécutants étrangers.** Ce secteur comprend les gouvernements étrangers, les sociétés étrangères (y compris les filiales étrangères des sociétés canadiennes), les organismes internationaux, les ressortissants étrangers non-résidents et les Canadiens étudiant ou enseignant à l'extérieur du pays.

Type de paiement

- (i) **Contrats.** Versements à des organismes ou à des particuliers ne faisant pas partie du gouvernement fédéral pour les travaux de S-T menés par le récipiendaire ou en vue de fournir un appui à un programme scientifique interne du gouvernement fédéral.
- (ii) **Subventions et contributions.** Subventions versées à des organismes ou à des particuliers pour des travaux de S-T qui profiteront aux bénéficiaires, plutôt que d'apporter au personnel du programme des biens, des services ou de l'information.
- (iii) **Bourses de recherche.** Subventions accordées à des particuliers pour le perfectionnement de la formation en recherche et pour l'acquisition d'expérience. Ces versements sont considérés comme des dépenses au titre d'activités de R-D. Les sommes servant principalement à défrayer les bénéficiaires du coût de leurs études sont inscrites sous la rubrique "aide à l'éducation".

Personnel

Les dépenses intra-muros devraient être exprimées à partir de données sur le personnel allouées aux activités scientifiques et technologiques effectuées par tous les employés concernés.

Scientifique et professionnelle - les employés qui occupent des postes exigeant au moins un diplôme universitaire ou qui sont membre d'un ordre professionnel reconnu à l'échelle nationale (par exemple, un ingénieur professionnel) et les employés possédant une expérience équivalente.

Technique - les employés qui occupent des postes exigeant une formation professionnelle ou technique spécialisée d'un niveau supérieur au secondaire (par exemple, dans les collèges communautaires et les instituts techniques) et les employés possédant une expérience équivalente.

Autre - les employés de bureau, les secrétaires, les agents d'administration, le personnel d'exploitation et les autres employés de soutien.

En ce qui concerne les ressources en personnel, deux mises en garde sont nécessaires :

- (i) lorsque les activités en S-T forment seulement une partie d'un programme, on n'inscrit que le personnel auxiliaire rattaché aux activités en S-T, sur une base proportionnelle ;
- (ii) chaque fois que le soutien financier et administratif est fourni par un autre programme, ce soutien est considéré comme une partie des ressources de S-T du programme visé.

Équivalents temps plein (ÉTP) - mesure du temps réellement consacré aux activités scientifiques. Un employé qui se livre à des activités scientifiques pendant six mois représente l'équivalent temps plein de 0.5. Les données inscrites sur le personnel devraient correspondre aux données sur les dépenses.

Pour commander des publications

On peut se procurer les publications au catalogue auprès des agents autorisés régionaux, des librairies de quartier et par l'entremise des centres de consultation régionaux de Statistique Canada. On peut aussi les commander par la poste en s'adressant à:

Statistique Canada
Division de la diffusion
Gestion de la circulation
120, avenue Parkdale
Ottawa, Ontario
K1A 0T6

Téléphone: 1(613) 951-7277
Commandes (sans frais partout au Canada): 1-800-700-1033
Télécopieur: 1(613) 951-1584 ou 1-800-889-9734
Toronto: Carte de crédit seulement (416) 973-8018
Internet: order@statcan.ca
[Http://www.statcan.ca/francais/IPS/Data/88-001-XIB.htm](http://www.statcan.ca/francais/IPS/Data/88-001-XIB.htm)

PUBLICATIONS AU CATALOGUE

Publications statistiques

- 88-202-XIB Recherche et développement industriels, Perspective 2001 (avec des estimations provisoires pour 2000 et des dépenses réelles pour 1999)
- 88-204-XIF Activités scientifiques fédérales, 2001-2002^e (annuel)
- 88-001-XIB Statistiques des sciences (mensuel)

Volume 25

- n° 1 Répartition provinciale et territoriale des dépenses fédérales dans le domaine des sciences et de la technologie, 1998-1999
- n° 2 Estimation des dépenses totales au titre de la recherche et développement dans le secteur de la santé au Canada, 1998 à 2000^e
- n° 3 Activités scientifiques en biotechnologie selon certains ministères fédéraux et organismes, 1999-2000
- n° 4 Recherche et développement (R-D) en biotechnologie dans l'industrie canadienne, 1998
- n° 5 Personnel affecté à la recherche et développement (R-D) au Canada, 1990 à 1999^e
- n° 6 Recherche et développement industriels de 1997 à 2001
- n° 7 Estimation des dépenses au titre de la recherche et du développement dans le secteur de l'enseignement supérieur, 1999-2000
- n° 8 Dépenses totales au titre de la recherche et du développement au Canada, 1990 à 2001^e et dans les provinces, 1990 à 1999
- n° 9 Dépenses de l'administration fédérale au titre des activités scientifiques, 2001-2002
- n° 10 Dépenses au titre de la recherche et du développement (R-D) des organismes privés sans but lucratif (OSBL), 2000
- n° 11 Activités scientifiques et technologiques (S-T) des administrations provinciales, 1992-1993 à 2000-2001^e
- n° 12 Répartition provinciale et territoriale des dépenses fédérales dans le domaine des sciences et de la technologie, 1999-2000

DOCUMENTS DE TRAVAIL

Ces documents de travail sont disponibles à la Section des enquêtes des sciences et de l'innovation. Veuillez contacter :

Section des enquêtes des sciences et de l'innovation
Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique
Statistique Canada
Ottawa, Ontario
K1A 0T6

Tél : (613) 951-6347

DOCUMENTS DE TRAVAIL - 2001

- ST-01-01F Estimations des dépenses canadiennes au titre de la recherche et du développement (DIRD), Canada, 1989 à 2000^e et selon la province 1989 à 1998 , Février 2001
- ST-01-02F Estimations des dépenses au titre de la recherche et du développement dans le secteur de l'enseignement supérieur, 1998-1999, Février 2001
- ST-01-03F L'innovation, les technologies et pratiques de pointe dans l'industrie de la construction et les industries connexes: Estimations provinciales, Janvier 2001
- ST-01-04F L'innovation, les technologies et pratiques de pointe dans l'industrie de la construction et les industries connexes: Estimations nationales, Février 2001
- ST-01-05F Répartition du personnel et des dépenses fédérales dans le domaine des sciences et de la technologie selon la province, 1990-1991 à 1998-1999 , Février 2001
- ST-01-06F Estimations des dépenses totales au titre de la recherche et du développement dans le secteur de la santé au Canada, 1988 à 2000^e, Avril 2001
- ST-01-07F L'utilisation et le développement de la biotechnologie – 1999, Mars 2001
- ST-01-08F Dépenses et personnel de l'administration fédérale en sciences naturelles et sociales, 1991-1992 to 2000-2001^e, Avril 2001
- ST-01-09F Estimations du personnel affecté à la recherche et au développement au Canada, 1979 à 1999^e, Juin 2001
- ST-01-10F L'innovation dans les entreprises canadiennes de fabrication: Estimations nationales, Juin 2001
- ST-01-11F Pratiques et activités des entreprises canadiennes en biotechnologie : Résultats de l'Enquête sur l'utilisation et le développement de la biotechnologie 1999, Août 2001
- ST-01-12F Activités industrielles en biotechnologie au Canada : Faits saillants de l'Enquête sur les entreprises de biotechnologie de 1997 Septembre 2001
- ST-01-13F L'innovation dans les entreprises canadiennes de fabrication: Estimations Provinciales, 1999, Septembre 2001
- ST-01-14F Estimations des dépenses canadiennes au titre de la recherche et du développement (DIRD), Canada, 1990 à 2001^e et selon la province 1990 à 1999, Novembre 2001
- ST-01-15F Estimations des dépenses au titre de la recherche et du développement dans le secteur de l'enseignement supérieur, 1999-2000, Novembre 2001

DOCUMENTS DE TRAVAIL - 2002

- ST-02-01F Innovation et changement dans le secteur public : S'agit-il d'un oxymoron?, Janvier 2002
- ST-02-02F Mesure de l'économie en réseau, Mars 2002
- ST-02-03F Utilisation des biotechnologies dans le secteur canadien des industries : Résultats de l'Enquête sur l'utilisation et le développement de la biotechnologie – 1999, Mars 2002

DOCUMENTS DE RECHERCHE

- n° 1 L'État des indicateurs scientifiques et technologiques dans les pays de l'OCDE, par Benoit Godin, Août 1996
- n° 2 Le savoir en tant que pouvoir d'action, par Nico Stehr, Juin 1996
- n° 3 Coupler la condition des travailleurs à l'évolution des pratiques de l'employeur: l'Enquête expérimentale sur le milieu de travail et les employés, par Garnett Picot et Ted Wannell, Juin 1996
- n° 4 Peut-on mesurer les coûts et les avantages de la recherche en santé? par M.B. Wilk, Février 1997
- n° 5 La technologie et la croissance économique : survol de la littérature, par Peter Hanel et Jorge Niosi, Avril 1998
- n° 6 Diffusion des biotechnologies au Canada, par Anthony Arundel, Février 1999
- n° 7 Les obstacles à l'innovation dans les industries de services au Canada, par Pierre Mohnen et Julio Rosa, Novembre 1999

- n° 8 Comment expliquer la croissance rapide parmi les entreprises canadiennes de biotechnologie, par Jorge Niosi, Août 2000
- n° 9 Indicateurs comparables au niveau international pour la biotechnologie : inventaire, proposition de travail et documents d'appui, par W. Pattinson, B. Van Beuzekom et A. Wyckoff, Janvier 2001
- n° 10 Analyse de l'enquête sur l'innovation, les technologies et pratiques de pointe dans l'industrie de la construction et les industries connexes, 1999, par George Seaden, Michael Guolla, Jérôme Doutriaux et John Nash, Janvier 2001
- n° 11 Capacité d'innover, innovations et répercussions: le secteur canadien des services de génie, par Daood Hamdani, Mars 2001
- n° 12 Modèles d'utilisation des technologies de fabrication de pointe (TFP) dans l'industrie canadienne de la fabrication: Résultats de l'enquête de 1998, par Anthony Arundel et Viki Sonntag, novembre 2001